
3 1761 04272 0805


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO

LE TSAR ET LA DOUMA

LE TSAR ET LA DOUMA

DU MÊME AUTEUR

Le pays magyar. Impressions et études sur la Hongrie, un volume in-12, **3 fr. 50**, Paris, 1903.

Dix mois de guerre en Mandchourie. Impressions d'un témoin, un volume in-12, **3 fr. 50**, Paris, 1905.

Raymond RECOULY



LE TSAR

ET

LA DOUMA



PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PUBLICATIONS

Librairie FÉLIX JUVEN

122, RUE RÉAUMUR, 122

AVANT-PROPOS

Le 17/30 octobre 1905, le Tsar promettait une *Douma* à son peuple. C'était, à défaut de la Constitution elle-même, un acheminement vers la Constitution.

Les élections ont lieu ; le 10 mai 1906, la Douma se réunit au Palais de Tauride. Dès le premier jour, les députés de la nation font paraître des exigences que le Gouvernement impérial se refuse obstinément à contenter. Le désaccord va croissant entre l'Assemblée et le ministère maintenu au pouvoir par l'Empereur. Le 21 juillet la Douma est brusquement dissoute. Elle a duré en tout dix semaines.

J'ai passé en Russie ces semaines qu'a vé-

cucs la Douma. J'ai assisté à ses séances et connu ses hommes les plus marquants. Le lecteur trouvera dans ce livre mes impressions sur ces hommes, sur les grandes questions qu'ils eurent à débattre, sur la lutte qu'ils engagèrent contre un gouvernement trop disposé d'avance à trouver mauvais tout ce qu'ils feraient.

LE TSAR ET LA DOUMA

L'arrivée — Au palais de Tauride

9 Mai 1906.

A Wierzsbolow, frontière russe.

Voici dans la grande salle de la douane, une demi-douzaine d'hommes inactifs au milieu d'une nombreuse équipe de pauvres diables en travail. Ces hommes qui ne font rien sont les *tchinovniks* : je me retrouve dans la Sainte Russie.

Voici les hauts wagons spacieux et confortables, mais dont les fenêtres (une seule par coupé) sont toutes petites, les coupés où l'on est si bien pour dormir, rêver ou boire du thé, mais si mal pour lire et travailler. Ni l'air, ni la lumière n'entrent comme il faudrait. Certes, tout cela est vaste ; pourtant on étouffe là-dedans. On a l'envie de

crever ces doubles carreaux qui jamais ne se lèvent, qui vous séparent de l'air libre et sain.

La Russie, où de nouveau je viens vivre, est toute pareille à ces wagons ! . . . .

Il y a deux ans, j'ai suivi pas à pas l'armée russe, dans sa lutte contre les Japonais. Maintenant c'est une autre lutte, non moins tragique, que je verrai de près : la lutte entre l'autocratisme et la liberté. Demain, pour la première fois, se réunit la Douma impériale que l'Empereur, sous la poussée des circonstances, a convoquée. . . . .

Mon compagnon de voyage est un haut fonctionnaire russe du ministère de l'Intérieur : il revient d'Allemagne où son gouvernement l'a envoyé pour régler différentes questions sanitaires. Pendant plus de deux mois, il a séjourné dans les villes de la Prusse orientale et il me dit son étonnement, son admiration pour les qualités d'ordre qu'il a partout notées. Sans doute l'ordre, la discipline allemande, frappent déjà beaucoup un Français ; à plus forte raison doivent-ils frapper un Russe. « Tout est tellement réglé, là-bas, que chaque acte, chaque geste de la vie sociale est soumis à une contrainte. Je me souviens d'un

conte de Swift, dans lequel un peuple d'astronomes, trop absorbés par leurs calculs, en arrivent à oublier les nécessités de l'existence matérielle Alors des gens sont chargés de leur rappeler ces nécessités par des roulements de tambour. Ainsi fait-on en Allemagne : le tambour de la discipline roule à tout instant. »

Nous parlons de la Douma : le fonctionnaire ne me cache pas qu'il met en elle toutes ses espérances. « Bien que je sois employé de l'État, me dit-il, j'ai voté pour les *cadets*. Ils seront les maîtres du nouveau Parlement. A eux de montrer ce qu'ils valent par des actes, non par des paroles. »

Je réponds à mon interlocuteur, qu'il est fort possible que le gouvernement interdise à ces maîtres du Parlement les actes, en leur permettant seulement les mots. Mon compagnon esquisse un geste signifiant que cela est possible en effet. Un numéro du *Novoié Vrémia* donne le texte complet des *Lois fondamentales* que le Tsar vient d'édicter, à la veille même du jour où la Douma doit se réunir. Ce sont comme les langes qu'on déploie pour l'enfant qui va naître ; avec quel zèle on s'apprête à le bien emmailloter ; comme il sera gardé de tout mauvais pas, de tout mouvement dangereux!

L'Empereur convoque la Douma pour qu'elle serve la Russie; or il ne paraît préoccupé que d'une chose, l'empêcher de nuire, c'est-à-dire d'agir, bien persuadé d'avance que tout acte de la Douma serait nuisible forcément.

« Le gouvernement a tort, me dit le fonctionnaire qui le sert. Il détruit par ces lois le manifeste du 30 octobre. Il reprend une partie de ce qu'il avait concédé. Comment les députés apporteraient-ils des intentions conciliantes quand ils voient qu'on ne songe qu'à les ligoter ? La Douma ne sera pas un Parlement, mais une assemblée consultative. Or, la nation désire évidemment autre chose ! »

Ce n'est pas le seul fonctionnaire que j'aie entendu s'exprimer de la sorte. Une bonne partie des gens qui vivent de ce régime sont les premiers à reconnaître qu'il ne peut plus subsister.

Pétersbourg, 10 mai.

L'arrivée à Pétersbourg, de bonne heure, le matin ; les *isvotchiks* (1) graisseux dans leur épais cafetan ; leurs chapeaux de feutre qui ont l'air de

1. Cochers de fiacre.

crosses de tromblons renversées sur une luxuriante crinière; le lent trimballement par des rues interminables et, ce qui n'arrive qu'en pays russe, les hôtels toujours pleins, pas un *numéro* (1) qui reste pour le nouveau débarqué. Il faut se contenter d'une mauvaise mansarde sous les toits, en attendant que quelque hôte veuille bien déguerpir et vous céder sa place.

La Douma se réunit aujourd'hui : à midi, dans une réception solennelle, au Palais d'Hiver, l'Empereur, entouré de toute sa famille, de toute sa cour, recevra les députés choisis par la nation : la bénédiction impériale tombera sur ces hommes qui, tous, viennent ici pour limiter l'effroyable puissance de l'Empereur.

Je dois immédiatement m'occuper d'obtenir les autorisations indispensables pour être admis, sinon à cette réception (ce qui serait bien difficile;

1. Numéro en russe signifie la chambre : c'est la partie prise pour le tout. Il y a d'autres exemples de pareilles déviations de sens : ainsi *chansonnette* signifie chez les Russes non point la chose chantée, mais l'aimable personne qui la chante ; au lieu de la chose important fort peu, c'est la personne qui importe beaucoup!

il me reste seulement quelques heures) du moins aux réunions de la Douma.

Je vais voir mon camarade de Mandchourie le commandant J... Le commandant connaît tout le monde et il est connu de tous. Si quelqu'un peut faire quelque chose pour m'aplanir les premières difficultés, c'est lui. Ancien officier de la garde impériale, grièvement blessé pendant l'expédition des Boxeurs, il a démissionné et est devenu journaliste (la chose est des plus fréquentes en Russie : le plus facilement du monde, l'officier même de la garde, où cependant l'esprit de caste pourrait particulièrement sévir, l'officier rentre dans *le civil*).

Je surprends J... dans son rez-de-chaussée, dont les murs sont tapissés de portraits féminins. Il y en a du plancher jusqu'au plafond, par centaines, blondes et brunes, en robes montantes ou décolletées, certaines même plus que décolletées, *paulo plus quam nudæ*, comme disait le vieux Sénèque. Dépassées les *mille et trois* de Don Juan! Le commandant vit là, dort et travaille au milieu de ce harem en carton.

Nous allons ensemble chez M. Kédrine, avocat très réputé et l'un des députés de Pétersbourg à

la Douma. M. Kédrine me donne très aimablement des conseils et des recommandations. Je serai, sans doute, admis d'une manière permanente à la Douma, dès demain. Pour la réception d'aujourd'hui, toute démarche serait inutile. Les journalistes y ont bien été invités ; mais depuis plus de dix jours, chacun d'eux a dû adresser sa demande à la Chancellerie, produire une photographie timbrée par son ambassade et vérifiée par la police. Les précautions les plus minutieuses ont été prises. M. Wilton, le correspondant du *Times*, me racontait le lendemain qu'il n'avait jamais vu tant d'argousins mobilisés. Tout journaliste entrant était passé au laminoir humain, exploré, tâté, fouillé ! Précautions tout à fait compréhensibles, d'ailleurs; en ce pays, les pouvoirs publics jusqu'à présent ne se sont occupés des journalistes que pour les envoyer en Sibérie ; ils ne peuvent pas, du premier coup, aller de cette défiance à une confiance illimitée...

La rue est bruyante et joyeuse ; les maisons pavoisées ; des camelots vendent de petits drapeaux représentant le Palais de Tauride avec ces mots : *Gosoudarstvennaia Douma*. Tout le monde achète de ces drapeaux ; il y a partout

beaucoup de soldats, mais bien moins qu'à Paris, ces jours derniers. Vers midi, nous nous attablons dans le bar de l'Hôtel de France, rue Morskaia, pour voir le défilé des équipages qui se rendent au Palais d'Hiver : généraux en grand uniforme, chamarrés de décorations, diplomates, fonctionnaires, dames de la cour dans de magnifiques toilettes et de-ci, de là, perdu parmi les brillants attelages, quelque pauvre et sale *isvotchik* avec son chargement de deux ou trois moujiks mal endimanchés : ce sont les députés paysans, ceux en l'honneur de qui la fête a lieu.

A deux heures, la sortie : des journalistes russes racontent ce qui s'est passé. L'Empereur a parlé d'une voix énergique et retentissante. Il a appelé les députés « les meilleurs hommes de la Russie ». Il a dit que pour la prospérité du pays, l'ordre était aussi nécessaire que la liberté. (De ces deux choses, le gouvernement tient surtout à la première, la Douma représentant la nation, à la seconde dont si longtemps elle a été privée. C'est de là que pourra sortir le conflit). Applaudissements frénétiques, clameurs délirantes, poussées par les officiers, les fonctionnaires, les courtisans. Les députés n'ont pas applaudi. Beaucoup même, me dit-

on, quand l'Empereur les a salués, ne lui ont pas rendu son salut. Le soir, un chambellan me confirme ce fait dont il s'indigne.

« Figurez-vous, me dit-il, que quelques-uns de ces anarchistes, de ces polissons étaient tout exprès venus dans des vêtements misérables, sans faux-cols, avec des souliers éculés. Ah ! vraiment l'Empereur est trop bon ! »

Le chambellan ne pouvait pas comprendre que sans doute ces vêtements misérables étaient les seuls que certains députés possédaient !

S'il faut en croire le *Slovo*, journal réactionnaire, l'ambassadeur des États-Unis en personne, le représentant de la grande république n'aurait pas caché à plusieurs personnes que l'attitude des députés en présence de l'Empereur, leur froideur, leur mécontentement visible l'avaient au plus haut point choqué. Cette déclaration du *Slovo* a reçu un officiel démenti. Pourtant, j'ai remarqué, au cours de mes voyages, que le haut personnel de la diplomatie américaine ne pèche pas précisément par un excès d'esprit démocratique.

Après la réception, les députés se rendent au palais de la Douma pour élire leur président. Nous les suivons vers le jardin de Tauride. Les

rues qui y conduisent sont noires de monde ; la cavalerie contient à grand'peine la foule qui acclame les députés et hue vigoureusement les ministres : « Amnistie ! Amnistie ! » est le cri qui retentit partout. Pas un député qui ne l'entende ; pas un qui ne doive passer devant la prison *Chresty*, remplie de détenus politiques. A chaque petite fenêtre des cellules on voit un mouchoir fébrilement agité : c'est l'appel de ceux qui sont dedans à ceux qui sont dehors. Il faut noter cela pour comprendre ce qui va se produire à la Douma tout à l'heure. Aussitôt que M. Mouromtzeff est élu président, avant même de prononcer son discours inaugural, il donne la parole à son ami, le député Pétrounkevitch. « Notre honneur et notre devoir, dit Pétrounkevitch, nous imposent que la première pensée des représentants de la nation russe soit en faveur de ceux qui ont sacrifié leur liberté pour la patrie. Toutes les prisons sont pleines : la liberté ne doit plus avoir de victimes. La Russie libre exige qu'elles soient relâchées ! »

Des acclamations enthousiastes accueillent ces paroles : Pétrounkevitch n'a fait que traduire ce que tous les députés et presque tous les Russes

portent dans leur cœur. Sans doute, son discours est, à strictement parler, illégal. Le bureau de la Douma n'est pas encore constitué et le président ne devait, pour quelque motion que ce fût, donner la parole à aucun orateur. Le soir même, un réactionnaire que je rencontre, ne manque pas de me faire observer cette illégalité. « Vous le voyez, dit-il, la Douma débute bien. Dès son premier acte, elle viole son règlement. Elle cède aux clameurs de la populace. Elle commence par une déclaration de guerre! » Mais est-ce bien aux hommes du gouvernement à parler d'illégalité? Ces prisonniers dont il s'agit, est-ce légalement qu'ils ont été jetés en prison? La plupart n'ont pas même été jugés!

Quand ils réclament l'amnistie, les députés ne forment pas un vœu platonique : chacun d'eux connaît des détenus par douzaines ; chacun d'eux souhaite la délivrance d'un frère ou d'un compagnon. M. de Rudnicki me racontait, ce matin, que son fils, un étudiant, est depuis quatre mois en prison à Varsovie. Son crime est d'avoir assisté à un meeting; par deux fois, le jeune homme et tous ses codétenus ont organisé une grève fort en vogue dans les prisons russes : *la grève des esto-*

macs. Un beau jour les prisonniers s'entendent et déclarent à leurs gardiens que si l'on ne se rend pas à telle de leurs demandes qu'ils estiment absolument juste, ils cesseront tous de manger. Et en effet, pendant un jour, deux jours, ils cessent de manger. Neuf fois sur dix, le gouverneur cède parce que ses pensionnaires seraient fort capables de se laisser mourir de faim : la mort de ces enragés serait, en elle-même, assez indifférente au gouverneur, mais elle pourrait lui valoir des tracas, peut-être une bombe dans son carrosse quand il irait à la promenade et il aime autant céder.

∴

Supposez un bourgeois de Paris qui vient de passer quelques semaines à la campagne et qui, très heureux de retrouver son appartement de la ville, constate avec stupéfaction qu'on a, pendant son absence, tout bouleversé chez lui : le fourneau de la cuisine est dans le cabinet de travail et la baignoire au milieu de la salle à manger. L'ahurissement est presque aussi grand pour quelqu'un qui, après un an d'absence, retrouve la Russie. Tout est remué, ébranlé : des gens qui, hier obéissaient, commandent. On soumet à la discus-

sion, à la critique, des institutions et des principes qui paraissaient assurés à tout jamais.

Il est difficile de décrire un si prodigieux changement ; pour cela, quelques simples faits vaudront mieux qu'une longue explication. Ces derniers jours, un député paysan, beau parleur, très influent sur ses compagnons de logis (les députés paysans logent ici par groupes, ils constituent des *chambrées*), en prend une quinzaine, tous députés comme lui, et se rend au palais de la Douma. Il y trouve une équipe de fonctionnaires et, à leur tête, un vieux chambellan prêté par le Conseil d'empire pour l'organisation du Parlement nouveau-né. Le chef des paysans aborde ce chambellan galonné et lui dit sans respect : « Nous venons recevoir les dix roubles d'indemnité quotidienne que le gouvernement nous doit. — Mais, réplique le chambellan, je n'ai pas cet argent sur moi. J'en parlerai ce soir au Conseil : attendez. — Les envoyés du peuple n'attendent pas, dit le paysan ; et, montrant du doigt la pendule accrochée, vous avez un quart d'heure pour nous apporter ce qui nous appartient. » Le pauvre chambellan, abasourdi par tant d'audace, court au téléphone et crie, *en français*, à son supérieur : « Que dois-je

faire? Il y a là un homme mal habillé qui m'injurie et réclame de l'argent ! »

On apporta l'argent à ce député mal habillé.

D'autres députés paysans viennent à la Douma et veulent visiter les beaux jardins qui sont derrière le palais. Les gardiens qui avaient reçu la consigne de ne laisser entrer personne les arrêtent. « Nous sommes les maîtres ici, disent-ils, laissez-nous passer. » Et les gardiens laissent passer. Et depuis lors, chaque fois qu'un pauvre diable se présente à l'entrée, la perplexité des gardiens est grande ; ils craignent d'offenser un représentant du peuple.

Ainsi des hommes simples, accoutumés à la soumission, sont quelque peu grisés par cette liberté par ce pouvoir qui leur viennent si subitement. Ils ressemblent à ces poulains, dont parle Lucrèce, qui bondissent éperdument parce qu'ils sont *ivres de lait*.

∴

. . . .

Je passe ma soirée à la rédaction du *Dvadzate Viek*, le *Vingtième Siècle*. Ce *Vingtième Siècle* s'appelait auparavant *Malva*, et auparavant *Rouss*.

En quelques mois il a changé de titre trois ou quatre fois et, tout fait prévoir qu'il n'en restera pas là... Son directeur, M. Souvorine fils (le père est directeur du *Novoié Vrémia*) est absent pour le moment..... en prison. Le rédacteur en chef, M. Zenger, est un jeune homme intelligent et aimable ; je rencontre là, M. Popof que j'ai connu en Mandchourie, où il était correspondant militaire et qui eut l'épaule traversée par une balle, le premier jour de la bataille de Liao-yang. Nous parlons de la situation politique et surtout de l'attitude future des députés paysans. Le gouvernement comptait bien qu'il aurait ces paysans pour lui. S'il a tellement grossi leur nombre, si les paysans composent presque la moitié de la Douma, c'est qu'on espérait que leur loyalisme idolâtre, leur ignorance sainte, materaient, dès les premiers jours, le libéralisme des professeurs et des avocats. Or, voici que ces paysans, en qui la bureaucratie mettait toute sa confiance, menacent de passer à l'ennemi. Les signes de leur défection prochaine se multiplient. Le gouvernement se proposait de les héberger, plutôt de les chambrer, dès leur arrivée dans la capitale. Pour leur épargner les tracas de chercher un logis, on leur avait préparé une vaste

maison, dans la rue Kirochnaia. Ils trouveraient là le souper, le gîte et de bons conseillers, capables de diriger leur marche inexpérimentée et tâtonnante dans le labyrinthe de la vie parlementaire. Souper, gîte et conseillers, tout cela ne coûterait pas un kopek. Sans doute les paysans ne résisteraient pas à cette alléchante invite; ils accourraient en foule où on leur promet *le borj* (potage) et le *vodka* pour rien. Mais, les paysans ne sont allés qu'en petit nombre dans le Prytanée de la rue Kirochnaia. Et encore, beaucoup de ceux qui y sont allés s'apprêtent à en déguerpir, pour ne pas encourir la réprobation de leurs confrères.

Les rédacteurs du *Vingtième Siècle* s'attendent à une lutte très vive entre le ministère et la Douma. Comme je dis à l'un d'eux que je n'ai l'intention de rester ici que tant que la Douma siégera, il me répond : « Dans ce cas, ne défaites pas votre valise. »

Mais ces rédacteurs représentent l'Extrême Gauche. Le parti *cadet* qui conduira le parlement, ne poussera pas aux mesures violentes : ce n'est certainement pas son intérêt. Et pour dissoudre la Douma, il faut au gouvernement un prétexte, tout au moins quelques semaines de fatigue.

C'est à mon tour d'être interrogé et critiqué sur le dernier emprunt souscrit par la France au gouvernement russe. Ces jeunes gens m'expriment tout leur mécontentement; d'autres personnes, même parmi les plus modérées, me l'ont exprimé déjà ou me l'exprimeront. Il faut que notre public le sache : la plus grande partie du peuple russe, la partie la plus intelligente et la plus honnête, celle qui a particulièrement droit à notre sympathie, sinon à notre appui, la Russie de demain est furieuse de nous voir donner de l'argent à un gouvernement qu'elle abhorre. Elle considère le récent emprunt comme une trahison et comme un vol. Les commissions fabuleuses exigées par les établissements de crédit sont connues et citées de tous.

« C'est nous, me dit-on, c'est notre pauvre peuple qui, finalement, devra payer ces commissions et ces voleries ! » Et, pour punir la France, d'aucuns sont allés jusqu'à proposer de boycotter les marchandises françaises. Les journaux ont publié des lettres violentes (1) contre le peuple français

1. Lettre publiée par le *Vingtième Siècle* et citée par la *Correspondance Russe* (19 avril 1906).

« qui vend pour un rouble de gain les meilleures traditions de son pays. »

12 Mai.

Ma première visite à la Douma, la Douma lointaine, reléguée au fin fond des faubourgs. C'est tout un voyage pour s'y rendre et Pétersbourg, la ville aux rues interminables, ne m'avait jamais paru si grande.

J'en suis bien fâché pour nos excellents amis de Budapest : ils détenaient une gloire, celle de posséder le plus beau Parlement d'Europe, et voilà que cette gloire leur est enlevée. Le somptueux palais, de style gothique, qui, sur les bords du Danube, étale un luxe moyenâgeux de clochetons et d'ogives, est moins beau que le palais de Tauride. Ici, les lignes sont très simples ; les salles plaisent par leurs proportions harmonieuses, par leur ameublement sobre et de bon goût. Vraiment, on a bien fait les choses, et les nouveaux députés ne sauraient se plaindre d'être mal logés. La grande salle des séances est si pimpante et si claire, avec ses gradins légèrement montants, ses

larges fenêtres laissant pénétrer des flots de lumière que tamisent des rideaux de soie blanche, très coquettement drapés. Derrière le fauteuil présidentiel, un portrait du Tsar, par Ripin, montrant Nicolas II, debout, dominant toute l'assemblée.

L'acoustique est excellente et, tout à l'heure, la voix du président Mouromtzeff parvenait, très distincte, jusqu'à l'extrémité des tribunes. De fort belle prestance, le professeur Mouromtzeff lit une liste interminable d'adresses venues de toutes les parties de l'immense Russie, de tous les *Zemstvos*, de toutes les corporations, de toutes les villes. Et comme les députés écoutent, comme ils sont suspendus aux lèvres de leur président ! Quelle attention ! Quel zèle ! Ce n'est pas ce spectacle déplorable et qui scandalise tellement nos honnêtes provinciaux quand, venant pour la première fois au Palais-Bourbon, ils voient leurs représentants si inattentifs, écrivant leur correspondance, causant entre eux ou sommeillant. Ici, l'application est exemplaire et elle me rappelle, du temps où j'étais lycéen, la première classe à la rentrée des vacances, cette classe où les élèves étaient pour la première fois en contact avec leurs professeurs.

Le président qui, depuis près d'une heure, lit des télégrammes de félicitations, voudrait bien arrêter cette lecture. Mais les députés ne le permettent pas : « Encore, continuez », crient-ils. Et la lecture continue. C'est bien là le zèle de nouveaux écoliers !

Mais pourquoi, sur la table présidentielle, cette clochette minuscule qu'il faut secouer à tour de bras et brandir énergiquement pour qu'elle rende des sons par trop discrets ; le moindre tumulte couvrirait sans peine sa voix si légère. Sans doute on ne s'attend pas à du tumulte, pas même à du bruit : cette assemblée paraît trop sérieuse, trop raisonnable pour cela. Mais elle changera peut-être, et dans cette prévision, il serait bon de changer de sonnette. Croyez moi, monsieur Mouromtzeff, demandez à M. Doumer l'adresse de son fournisseur.

A droite du fauteuil présidentiel, voici les deux rangées des sièges où les ministres sont assis. Les ministres russes font face aux députés : ils ne leur tournent pas le dos, comme chez nous. En même temps qu'ils les dominent, ils leur sont opposés. Quand, à la première séance, M. le ministre Kokovtzof, qui est homme d'esprit, arriva dans la

salle, il dit à l'un des huissiers : « Indiquez-moi donc le banc des accusés ! »

Par delà les larges fenêtres, on aperçoit de grands arbres, dont les feuilles tremblent au vent, un étang, des pelouses : la Douma semble ainsi perdue parmi les eaux, les verdures et les fleurs. Elle est dans un décor d'idylle, et l'on songe à la fastueuse impératrice par qui ce palais fut créé, au plus beau de ses favoris qui reçut d'elle ce cadeau magnifique, comme un royal présent d'amour.

C'était là, autrefois, l'emplacement du Jardin d'Hiver qui, de tout le palais bâti par Catherine, émerveilla le plus les contemporains. Starch, dans son tabeau de Saint-Pétersbourg le décrivait ainsi :

L'œil se promène avec ravissement, tantôt sur des plantes et des arbustes de tous les pays, tantôt il se repose avec admiration sur une tête antique... La température délicieuse, l'odeur enivrante des plantes et le silence voluptueux de ce lieu enchanteur plongent l'âme dans une douce rêverie et transportent l'imagination dans les bois de l'Italie. . Au milieu de cet élysée s'élève majestueusement la statue de Catherine II, en marbre de Paros.

Le Jardin d'Hiver est maintenant un jardin d'été; la statue a disparu mais le souvenir de la grande impératrice demeure; il hante ces salles immenses, ces majestueux lambris. En parcourant ce palais qu'elle créa, il est impossible de ne point évoquer son image et celle de son illustre amant.

. . . .

Salle, galeries et tribune, tout cela est si propre et si clair : tout cela n'a pas encore servi. C'est le fleuve à sa source : les eaux pures et limpides courant sur leur lit de galets. Cette Douma naissante est choyée des Russes qui mettent en elle tant d'espoir. On attend d'elle des remèdes à tous les maux. Un sentiment de tendresse et de vénération s'attache à ses premiers balbutiements. Plus tard, sans doute, viendront les désillusions et les déboires, ainsi que l'eau de la source se salit entre les quais des villes.

Hélas ! pourquoi faut-il que le bonheur des uns s'achète toujours au prix du malheur des autres?

Dans une aile de ce palais de Tauride s'abritaient de respectables personnes, vieilles demoiselles de la cour, veuves peu fortunées de hauts fonctionnaires ou d'officiers. Elles vivaient là, heureuses, loin des bruits de la ville, à côté de ce

magnifique jardin. Et voilà que brusquement on les chasse de ce lieu qui leur était cher. La Douma, fille du peuple, expulse cette paisible congrégation. Plaignez les vieilles demoiselles, très innocentes victimes du parlementarisme naissant.

. . . .

Le président Mouromtzeff a un lorgnon et des lunettes, les lunettes pour voir de loin, le lorgnon pour regarder de près. Il lui faut à tout instant changer l'un pour l'autre, selon qu'il veut lire quelque document à son assemblée, ou la surveiller. Mais il s'acquitte de cette petite manœuvre avec beaucoup d'habileté.

Quand il a donné lecture de tous les télégrammes, un homme long et maigre, aussi long, aussi maigre que M. Déroulède, se met à parler de l'amnistie et de la réponse au discours du trône. C'est M. Roditchef, membre influent du parti *cadet* et orateur éloquent. M. Roditchef paraît irrité, furieux ; on dirait qu'il va mordre quelqu'un. Pourtant M. Corémykine, le premier ministre, n'est pas là.

On élit les vice-présidents : le prince Dolgoroukof et le professeur Gredeskul. Le principal

titre de ce dernier, c'est d'avoir été déporté par Dournovo. Il était, sans cela, assez peu connu ; et si le gouvernement, en le frappant, ne l'avait pas justement désigné aux suffrages de la Douma, c'est vraisemblablement M. Nabokof qui aurait été élu à sa place. Il a quelque chose du type japonais et il n'est pas sans ressemblance avec M. Rudyard Kipling. Le prince Dolgoroukof, vice-président, le prince Schakowsky, secrétaire, appartiennent tous les deux à ces vieilles familles moscovites qui descendent de Rurik et l'emportent en ancienneté sur les Romanof.

La séance a commencé vers onze heures ; à deux heures, long entr'acte, pour laisser le temps de déjeuner. La galerie des Pas-Perdus, la buvette et le buffet se remplissent en quelques instants. Cette buvette et ce buffet sont accessibles au public comme aux députés. Le gérant, un Austro-Croate, quand il sait qui je suis, me fait de grandes protestations d'amitié et me jure qu'il adore les Français, en général, et le journal que je représente, en particulier, ce qui ne l'empêche pas, quelques jours plus tard, de me servir un Chateaubriand avarié. L'État-Major du parti *cadet* s'assied à une même table : voici le professeur

Milioukof, qui n'est pas député, parce qu'une poursuite judiciaire le rendait inéligible. Nabokof, un homme jeune, à l'air distant, ancien chambellan de l'Empereur, fils d'un ministre, riche et grand adversaire du gouvernement ; voici notre ami, presque notre compatriote, M. Eugène de Roberty, que les paysans du Tver eurent la sottise de ne pas envoyer à la Douma. A côté, cette luxuriante crinière, une crinière à la Mirabeau, cette encolure épaisse, cette physionomie puissante et réjouie, c'est M. Maxime Kowalesky : il fait table à part; il s'est séparé des *cadets* pour former le groupe indépendant des *réformes démocratiques*.

Dans la buvette, on prend le thé, on croque des gâteaux. Près de la buvette, se trouve le bureau de postes et télégraphe : les députés y reçoivent leur correspondance, les journalistes peuvent y mettre leurs télégrammes; c'est d'ici, qu'une fois ou deux par semaine, les députés des paysans expédient à leurs électeurs une partie de leur indemnité parlementaire. Cette indemnité (dix roubles par jour, environ vingt-six francs) les électeurs ont trouvé qu'elle était beaucoup trop considérable pour leur élu. Ils lui ont enjoint, sous

peine de bourrades énergiques lorsqu'il reviendrait au village, de se contenter de deux ou trois roubles et d'envoyer le restant à sa communauté. La communauté, me dit-on, toute réjouie de cette aubaine, l'emploie surtout à acheter du vodka.

Mais le lieu le plus vivant, le plus grouillant, le plus intéressant, pendant l'entr'acte, c'est l'immense galerie des Pas-Perdus. Les députés moujiks y promènent leurs barbes incultes, leurs costumes variés et pittoresques ; à côté de la longue robe des popes, du cafetan des petits Russiens, on voit le complet élégant et ultra-moderne de quelque grand seigneur polonais ; Monseigneur Ropp, évêque et réprésentant de Vilna, montre ses petits yeux clignotants, son fin profil d'aristocrate, rasé et rusé qui rappelle celui de Léon XIII ; le compte Heyden sa tète de vieux Boer, Stakhovitch sa belle figure de Slave, une réplique de celle de Tolstoï. Voici des Tartares de Crimée, dont la longue lévite est toute noire, une minuscule calotte posée sur le crâne et qui, silencieux et souples, se coulent à travers les promeneurs ; des reporters de tous pays, les oiseaux de passage qu'attire tout événement sensationnel.

ceux qu'on a connus, l'an dernier, dans une guerre, au fin fond de l'Asie, qu'on revoit ici maintenant, qu'on retrouvera l'année prochaine, Dieu sait où ; deux Chinois, de ces Chinois qui trottent maintenant par toutes les capitales, infatigables et si éclectiques, visitant la veille une usine électrique, le lendemain une caserne, le jour suivant une université. Chose plus curieuse, voici un Japonais, correct, soigné, très sanglé dans sa redingote. Ce Japonais, me dit-on, est à Pétersbourg depuis plusieurs mois ; il a appris la langue, il est curieux des choses russes et il rédige des correspondances pour je ne sais plus quel journal de Tokio. Deux ou trois députés vont serrer la main du petit Japonais et lui disent : « Si nous sommes ici, c'est grâce à vous ! »

L'amiral Birilef, le ministre de la marine, se promène et cause longuement avec M. Roditchef. L'amiral est très conservateur, M. Roditchef, très avancé: les deux extrêmes qui se touchent.

Tout à l'heure dans la tribune de la presse, j'avais remarqué une jeune et jolie femme, au type brun d'Orientale qui, courbée, couchée presque sur son calepin, écrivait obstinément, d'un crayon inlassable. On me présente à elle : c'est

une Géorgienne, la princesse Tarkanof, qui, pour pouvoir assister à ce passionnant spectacle, s'est faite la correspondante d'un journal de Tiflis : « Nous n'avons pas ici nos députés, me dit-elle ; le Caucase, point par sa faute, n'a pas encore pu choisir ses représentants. » Vraiment, quand arriveront à la Douma les délégués de ces mille races qui grouillent dans les vallées caucasiennes, quand viendront Géorgiens, Mingréliens, Arméniens, Iraniens, Koumikes, Turcs, Tcherkesses, Ossètes, Lesgiens, Svanes, etc., etc., la galerie sera complète !

. . . .

Toute une troupe de jeunes filles, de jeunes femmes vont et viennent, babillardes, rieuses, parmi les groupes arrêtés : ce sont les sténographes ou les télégraphistes. Jamais je n'aurais pensé qu'il fallût tant de sténographes. Mon confrère, M. Bennett, prétend que le gouvernement a perfidement lâché dans les couloirs de la Douma, cet essaim de jeunes femmes pour séduire les députés.

Mais les députés n'ont pas l'air de vouloir se laisser séduire : ils sont tout entiers à leurs discussions passionnantes. Les paysans surtout s'ag-

glomèrent : au milieu, quelque orateur prend la parole et ce sont de nouveau, comme dans la salle tout à l'heure, des controverses et des discours. Comme toujours et partout chez les Russes, les plus simples, les moins affectés des hommes, la familiarité et l'intimité s'établissent très rapidement. Ceux qui hier ne se connaissaient point, aujourd'hui se connaissent, demain ils se prendront par la taille; après-demain ils s'embrasseront!

Un timbre a retenti : en un clin d'œil les couloirs se vident. *Nunc ludicra ponas*, voici la récréation terminée. Il faut se remettre à l'ouvrage. Les députés s'y mettent de bon cœur. Certes, leur tâche est immense, effrayante : réformes politiques, réformes sociales, réformes économiques ; ils se proposent de tout rénover et, avec l'audace de l'esprit russe, ils veulent aller du premier coup plus loin que ceux qui, depuis plus de cent ans, travaillent à trouver des améliorations. Ils envisagent, sans sourciller, tel ou tel changement qui effraye encore les peuples occidentaux : le suffrage des femmes, la suppression des propriétés individuelles. Ils sont pleins de bonne volonté, si

la bonne volonté peut suffire pour cet énorme labeur.

Sur le quai français, dans le quartier le plus élégant de Pétersbourg, je rencontre le général Kozzlof, le beau Kozzlof dont la taille est si haute, le port si imposant, les manières si distinguées. Chaque fois que je le vois, je m'imagine que le fameux Potemkine devait être un homme comme lui. Il y a chez Kozzlof un tel contentement des autres et de lui-même, une telle joie de vivre, de respirer, de marcher, de regarder les femmes. Nous causons quelques instants ; nous parlons de Ta-Ché-Kiao, où nous avons vécu ensemble dans une masure chinoise empuantie. « Venez me voir dans mon appartement de la rue Glinka, me dit le général quand nous nous séparons. Ce sera mieux qu'à Ta-Ché-Kiao mais nous ne nous entretiendrons pas de politique. » La politique en effet n'a jamais dû l'intéresser (1).

1. Le général Kozzlof vient d'être assassiné. Un soir, comme il se promenait, après le concert, dans le parc de Péterhof, il se met sous un arbre pour s'abriter de la pluie

qui commençait à tomber. Un homme s'approche de lui, sort une photographie de sa poche, la regarde, regarde ensuite le général, puis, tirant brusquement son revolver, il l'abat de trois balles, à bout portant. Kozzolf avait été pris pour Trépof, à qui il ne ressemble que très imparfaitement. Le meurtrier, un Letton stupide, s'imaginait que Trépof s'en vient ainsi, le soir, écouter placidement la musique dans les jardins où le public a accès .

Les partis à la Douma — Au Club des Cadets. L'adresse.

15 Mai.

Il y a sur 448 députés de la Douma :

153 constitutionnels démocrates (cadets).
107 du *troudavaï group* (groupe du travail).
108 n'appartenant à aucun groupe.
63 autonomistes.
13 octobristes.
4 des réformes démocratiques.

Les cadets tirent leur nom d'un calembour : on a, par abréviation, soudé la première lettre du mot constitutionnel (le mot en russe commence par un K) avec la première du mot démocrate, d'où K D, cadet. Leur programme est celui que la

Douma va probablement adopter dans sa réponse au discours de la couronne : établissement des libertés constitutionnelles, ministère responsable et pris dans la majorité du Parlement, suppression de l'arbitraire administratif, abolition des catégories sociales et égalité de tous devant la loi; au point de vue économique, réforme agraire par l'expropriation au profit des paysans des biens nationaux et partiellement des propriétés privées.

Les membres de ce parti appartiennent à la noblesse, aux professions libérales, quelques-uns aux classes rurales.

Le groupe du *travail* comprend quelques ouvriers et beaucoup (plus de 80 0/0) de paysans. Son programme n'est connu qu'au point de vue économique, le seul qui intéresse sérieusement les paysans: ils demandent l'expropriation des terres privées, sans indemnité dans certains cas, avec faible indemnité dans d'autres et la socialisation complète du sol.

Les *octobristes* se placent, comme leur nom l'indique, sur le terrain du manifeste impérial d'octobre dernier. Ils pensent que les libertés concédées par ce manifeste sont, en principe, suffisantes pour assurer l'évolution de la Russie.

Les cadets ont la supériorité numérique ; mais ils sont encore beaucoup plus forts que leur nombre ne pourrait le faire supposer.

Quelques jours passés au palais de Tauride vous donnent en effet la sensation très nette que la Douma suit une ligne tracée d'avance et qu'à cette ligne les discours, les discussions ou les Commissions ne changent absolument rien. Les discours, les discussions, ce sont les apparences de la liberté, c'est la représentation à laquelle le public est admis. Mais, en dépit de cette liberté apparente, la Douma est soumise, comme disent les philosophes, à un *déterminisme rigoureux ;* elle semble agir comme elle veut, tandis qu'elle agit comme d'autres veulent. La représentation qui se déroule ici, c'est ailleurs qu'elle a été préparée.

A quelque cent mètres de la Douma, dans la rue Potemkine, qui borde le jardin de Tauride, se trouve le Club des cadets. Il occupe tout le premier étage d'une vaste maison moderne : grande salle pour les réunions plénières, salon de lecture, cabinets pour le secrétariat, le Comité, et deux pièces spacieuses où, à toute heure du jour et de la nuit, ceux qui ont faim mangent, ceux qui ont

soif boivent. Voilà d'où part l'impulsion qui met en branle la Douma.

Quand je suis venu au Club des cadets, cet après-midi, là grande salle était pleine de députés réunis sous la présidence de M. Milioukof. La réunion terminée, je causais avec M. de Roberty, qui me racontait une histoire intéressante ; mais le prince Dolgoroukof parcourait les salons en agitant une sonnette et m'arracha littéralement mon aimable interlocuteur : « Excusez-moi, me dit-il, le Comité directeur doit se réunir tout de suite ; et *la discipline avant tout !* »

Ainsi parle un contremaître d'usine, quand il appelle à la besogne un ouvrier qui s'est oublié à bavarder. Le Club des cadets est une usine en plein travail ; j'y suis retourné ce soir, vers dix heures, pour un rendez-vous que m'avait donné M. Struve: de nouveau la salle était pleine ; dans les chambres d'à côté, des secrétaires copiaient de longs papiers ; partout des discours, des discussions, des motions, des votes.

Le Club des cadets est entièrement mené par quelques hommes que les autres suivent docilement. Chacun s'est spécialisé dans la partie qui lui convient le mieux : il y a les orateurs brillants

les grands premiers rôles qui savent dérouler les belles phrases, trouver d'audacieuses métaphores et provoquer les applaudissements de l'assemblée. Ceux-là sont les vedettes, ceux que le public aime et connaît. Dans la réalité, leur influence est très faible. Ils discourent et ne gouvernent pas. Il y a les juristes, les hommes rompus à la connaissance des codes et des rapports; il y a les *manœuvriers*, qui savent comment il faut parler aux paysans.

Cette discipline étroite, cette forte cohésion permettent aux cadets, beaucoup plus que leur supériorité numérique, de diriger comme ils le veulent la Douma. Ils y sont comme une phalange macédonienne, en présence des autres partis débandés. L'organisation ne se trouve guère que chez eux ; les paysans constituent une masse flottante, sollicitée par diverses tendances, toujours prête à se disloquer. Elle se disloquera certainement si le gouvernement ne s'applique pas trop, par de continuelles maladresses, à maintenir sa cohésion. Et quant aux autres partis, aux octobristes notamment, j'ai déjà vu leurs généraux, mais, malgré tout mon zèle, je ne suis pas arrivé à découvrir leurs soldats.

. . . .

M. Struve me présente à M. Milioukof, avec qui je m'attable dans le restaurant. M. Milioukof est le membre le plus influent du parti, je dirais qu'il en est le chef, si je ne craignais de jeter un soupçon d'autocratisme sur cet homme qui veut détruire l'autocratie. Il est d'un blond roux, le roux des Germains; on dirait qu'il fait sans cesse effort pour éteindre, derrière ses lunettes, le pétillement de ses yeux vifs. M. Milioukof désire que rien en lui ne pétille, pas même ses yeux. Il est circonspect, attentif à ses propos, ne les lâchant qu'à bon escient et après qu'ils ont été bien pesés. Je l'interroge sur la situation de son parti, qui est comme pris entre deux écueils, la mauvaise volonté (pour ne pas dire la mauvaise foi) gouvernementale et les exigences révolutionnaires du groupe du travail.

— Nous ne voulons pas de conflit aigu avec le gouvernement, me déclare-t-il, et nous ferons tout pour l'éviter. Si le gouvernement le provoque, il en portera, à lui tout seul, la responsabilité. Nous avons tout à gagner à ce que la situation actuelle, si fausse qu'elle soit, se prolonge et nous n'irons pas chercher querelle à propos de

vétilles. En voulez-vous une preuve ? Le président de la Douma demande une audience à l'Empereur pour lui remettre officiellement l'Adresse votée par le Parlement ; je sais déjà (car nous avons des intelligences dans la place) que l'Empereur refusera cette audience. On s'imagine par là nous infliger un camouflet. Mais ce camouflet, nous ne l'acceptons pas ; nous retirons la joue. Nous passerons outre, en déclarant que c'est là une affaire de protocole, sans aucun intérêt pour nous : ce qui importe c'est l'Adresse elle-même, non point la façon dont elle sera remise.

« Quant à notre attitude à l'égard des partis avancés, leurs chefs voudront, peut-être, nous engager dans une voie périlleuse. Mais rien ne prouve que les soldats les suivront partout. Dans les questions essentielles, je crois que nous pouvons compter sur une énorme majorité, presque sur l'unanimité de la Douma. Dans la réforme agraire notamment, de beaucoup la plus impérieuse, la plus urgente, notre projet sera certainement voté : c'est le seul qui soit étudié dans les détails et qui puisse apporter un remède immédiat aux maux dont souffrent les paysans. »

Ni dans ses manières, ni dans ses propos, ni

dans ses actes, M. Milioukof n'a rien d'un révolutionnaire. Il me fait l'effet d'un opportuniste, plus encore que d'un radical. Voilà de quels hommes, de quel parti, le gouvernement feint de s'épouvanter. « Confier le pouvoir à de telles gens ! s'exclament les réactionnaires ! Ils sont tous à la remarque des violents, des anarchistes, des pires ennemis de la société. » Il se trouve bien des gens, en France, pour croire à ces accusations. Ils regardent volontiers les *cadets* comme une bande d'énergumènes, toujours prêts à pratiquer la surenchère et à se jeter dans les plus folles exagérations.

Jusqu'à présent, tout au contraire, les *cadets* n'ont fait que prêcher la modération, la stricte observation de la légalité. Quand ils ont paru en sortir par quelque point (comme Pétrounkevitch, à la première séance de la Douma), c'était pour empêcher une illégalité plus grande, une explosion de violence qui aurait pu tout gâter. Pétrounkevitch savait que beaucoup de députés *travaillistes*, exaspérés par le nombre considérable des détenus politiques, étaient décidés, dès le premier jour, à faire un éclat, à soulager leur bile en injuriant les ministres présents. Alors il prononça sa

harangue, pour en empêcher une ou plusieurs autres, auprès desquelles la sienne aurait semblé fort pâle.

Les chefs du parti cadet Milioukof, Nabokof, Dolgoroukof, Pétrounkevitch, de Roberty (1), seraient parfaitement capables et parfaitement dignes de prendre, dès aujourd'hui, le pouvoir, si l'Empereur avait assez d'intelligence et assez de sagesse pour le leur confier. La responsabilité les inclinerait encore plus à droite qu'à gauche.

1. M. Milioukof, ancien professeur d'histoire, auteur d'ouvrages historiques réputés, a fait des conférences à Londres et à Paris ; il a vécu quelque temps à Sofia où on voulait le garder comme professeur. Se trouvant sous le coup d'une poursuite, lors des élections dernières, il n'a pas pu être candidat.

M. Nabokof est le fils d'un ancien ministre qui resta ministre très longtemps. Par sa naissance, il était du monde de la cour ; d'abord gentilhomme de la Chambre, il perdit bientôt ce titre, par suite de ses opinions politiques.

Le prince Dolgoroukof est très connu par son rôle dans le mouvement libéral des *zemstvos* : c'est dans son palais de Moscou que se tint l'an passé cette Assemblée générale des zemstvos, en qui bien des gens se plurent à voir la première assemblée de la Révolution. Il y a deux princes Dolgoroukof parmi les chefs cadets ; ce sont des frères

Aussitôt qu'ils deviennent ministres, les socialistes ne sont plus que des radicaux et les radicaux des modérés. La preuve de cela a été faite bien souvent.

Manœuvriers habiles, prudents, bien des gens, même dans leur propre parti, reprochent à ces leaders de l'être trop : A quoi, disent-ils, serviront cette prudence et ces manœuvres? Jamais le gouvernement ne se dessaisira volontairement du

jumeaux, impossibles à discerner ; l'un est député et vice-président de la Douma; l'autre, qui aurait été élu, lui aussi, céda son siège à M. Hestzenstein. M. Pétrounkevitch est également très connu par son rôle dans les zemstvos.

M. de Roberty est le descendant d'un gentilhomme dauphinois, un cadet, émigré en Russie, sous Catherine II. Ses travaux économiques et philosophiques l'ont fait connaître en France ; il fut avec M. Maxime Kowalesky l'un des fondateurs de l'École Russe de Paris qui porta ombrage au soupçonneux M. Plewhe. M. de Roberty fut alors sommé de rentrer immédiatement en Russie, sous peine de voir ses biens mis sous séquestre. M. de Roberty ne rentra pas, peu soucieux d'être exilé en Sibérie, pour le restant de ses jours et préférant sauver sa liberté que ses biens. Fort heureusement, une pétition signée par les plus célèbres savants de France et adressée au Tsar, empêcha qu'on ne dépouillât ainsi un homme, dont le seul crime était de n'avoir pas voulu se courber sous la férule de M. Plewhe.

pouvoir. La violence, seule, pourra l'y contraindre. Alors, en exagérant leur modération, en louvoyant sans cesse, les cadets se vouent eux-mêmes à l'impuissance : ils seront usés très rapidement. Seule, la révolution peut sauver la Russie. Mais cette révolution, les cadets ne la dirigeront pas, parce qu'ils comptent trop sur les discours, les intrigues et pas assez sur la chose qui importe vraiment, les actes.

J'ai maintes fois entendu ces critiques, surtout dans la bouche des jeunes gens; je les répète pour donner une idée de la situation des cadets, des difficultés quotidiennes qu'ils vont avoir à surmonter.

17 Mai.

L'Adresse à l'Empereur est votée. La commission des trente-trois membres (onze cadets, onze travaillistes, onze pour les différents autres groupes), chargée de sa rédaction, a travaillé jour et nuit. Les députés font preuve d'un zèle illimité. Leurs séances sont comme les jours d'été à

Pétersbourg : sans fin. La dernière s'est terminée à deux heures du matin : il y a eu, vers une heure, une suspension pour permettre à la commission de rédiger quelques amendements. Députés et journalistes en profitèrent pour s'endormir sur les banquettes, dans tous les couloirs !

L'Adresse est plus modérée qu'on ne s'y attendait. Les *cadets* ont finalement imposé leurs vues : sans doute ils y ont mis tout leur programme, suffrage universel, libertés individuelles, réforme agraire basée sur l'expropriation d'une partie des propriétés privées, suppression du Conseil de l'Empire. Ils ont flétri le terrorisme administratif de l'ancien ministre Dournovo *qui a couvert le pays de la honte des exécutions sans jugement, des massacres, des fusillades et des emprisonnements.* Ils exigent la constitution d'un ministère responsable. Aucune de ces demandes ou de ces plaintes ne peut vraiment surprendre.

Jusqu'à présent, Aladine, Anikine, Jilkine, les chefs des *travaillistes*, sont surtout violents à la tribune, quand ils parlent devant le public. Ils tiennent visiblement à donner au peuple russe l'impression qu'ils sont des *purs*. D'autres peuvent se compromettre avec le gouvernement, caresser

l'espoir de devenir un jour ministres. Pour eux, pensée pareille n'a jamais traversé leur esprit ; ils le laissent entendre nettement ; ils ne ménagent personne ; ils soutiennent les révolutions énergiques, violentes. Mais quand vient le vote, ils unissent leurs voix à celle des *cadets*.

18 Mai.

J'ai rendu visite à ma vieille amie, la comtesse A... Nous avons autrefois vécu vingt-deux jours dans le même wagon, depuis Kharbine jusqu'à Moscou. La comtesse revenait de voir sa fille, engagée comme infirmière à la Croix Rouge, pendant la guerre russo-japonaise. Vingt-deux jours de wagon, au cours desquels il n'y a rien à faire que de causer, créent entre deux personnes quelques liens. Je trouve la comtesse rosée et poupine, toute brillante de santé. Elle est très effrayée des événements. « Ni les uns, ni les autres ne veulent ou ne peuvent céder, me dit elle. Alors le choc est certain. »

Elle me raconte les ennuis qu'elle eut, l'an der-

nier, au moment de la grève des chemins de fer. Elle rentrait justement de Wiesbaden avec sa fille ; la grève les surprit à la frontière ; force leur fut, pour ne point séjourner dans une triste bourgade allemande, de rebrousser chemin jusqu'à Berlin.

Nous parlons des ministres, des hommes politiques en vue : il en est bien peu qu'elle épargne : celui-ci est un incapable et cet autre un vaurien. Et comme je prononce tout exprès le nom de M. Witte, pour le coup la comtesse s'emporte ; l'indignation la rend éloquente ; Witte est certainement pour elle l'homme le plus exécré. Je lui fais observer que Witte, son ennemi, vient pourtant de prononcer au Conseil de l'Empire un discours fort réactionnaire. Mais cela ne la touche aucunement. D'ailleurs, j'entends dire du mal de Witte dans tous les milieux très divers où je fréquente : les réactionnaires le détestent aussi cordialement que les révolutionnaires ou les libéraux. On s'accorde à le regarder comme un homme sans conviction, prêt à passer toujours du côté le plus fort. « Il est aussi capable d'être dictateur que président de la République », me disait quelqu'un l'autre jour.

Comme je la quitte, la comtesse me glisse en souriant ces mots : « Vous êtes le peuple le plus aimable de la terre ; mais quel besoin aviez-vous de faire une révolution ? Voilà que nos gens ne songent qu'à vous imiter !... »

Quelques hommes de la Russie nouvelle.

10 Mai.

Quand l'autre jour, le ministre de l'agriculture, M. Stichinsky, commençait son discours sur la question agraire, Aladine quitta ostensiblement la salle, suivi par un certain nombre de paysans. Aladine estimait qu'un ministre ne saurait rien dire qui vaille la peine d'être écouté par les représentants du pays, quelques jours seulement après que ces représentants lui ont marqué leur défiance et signifié son congé. Donc Aladine alla dans les couloirs et, passant d'un groupe à l'autre, il s'occupa de recueillir beaucoup de signatures sur un papier qu'il présentait aux députés. Je vois souvent Aladine s'employer à cette besogne. Cet

homme est un trait d'union ; il agglomère des éléments qui tendent à s'éparpiller ; il est l'organisateur d'un parti, le *troudavaï group*, qui compte déjà cent dix adhérents ; il intervient au nom de ce parti dans toutes les Commissions importantes, il maintient énergiquement son individualité contre les envahissements du grand parti *cadet* qui aspire à tout absorber.

Parmi les paysans qu'il conduit ainsi, parmi ces moujiks dont le type slave est si accentué et qui sont Russes par les bottes, Russes par le cafetan, Russes par la barbe et les crins, Aladine promène sa tête d'Anglo-Saxon ; on le prendrait pour un orateur des *Trade-Unions*, ou encore pour un reporter britannique, jamais pour un député paysan de la Douma. Sa moustache est coupée court, son menton soigneusement rasé, son visage énergique et tendu sur lequel un sourire sarcastique paraît s'être figé. J'observais hier Aladine, tandis qu'assis à une table et dépouillant une liasse de lettres, il posait devant le dessinateur de l'*Illustration* (et je dois dire que ce fougueux révolutionnaire se prêtait de fort bonne grâce à cette pose qui permettrait au monde civilisé de contempler ses traits) ; Aladine, dans ce

moment, me rappelait d'une façon saisissante mon vénéré maître du lycée Henri-IV, M. Bergson, maintenant professeur de philosophie au Collège de France !

Aladine a trop d'affaires dans les couloirs de la Douma pour qu'on puisse y poursuivre un long entretien avec lui. L'autre matin, j'allai donc le surprendre, à son lever, et tout en buvant son thé, le thé de la première heure, il me raconta sa vie.

Aladine, quand il parle à la tribune, est tendu, sonore et violent; ses phrases sont lancées à pleine volée, avec un air de défi, dans les notes les plus aiguës, et d'entendre cette voix de tête qui toujours crie, s'exaspère, paraît prête à se briser, produit vite une impression pénible, un désagréable crispement. Pendant la discussion de l'Adresse, son discours fut interrompu, ce qui est rare à la Douma, même quand un ministre parle; de nombreux députés crièrent : *Davolna, davolna* (assez, assez). Ces cris étaient provoqués beaucoup moins par ce que disait l'orateur que par la manière dont il le disait. Aladine ignore la réthorique ; il ne sait pas varier ses effets et mélanger la violence à la douceur. Il lui faudrait le joueur

de flûte qui, placé derrière l'orateur antique, lui marquait de baisser le ton. Mais sans doute, M. Mouromtzeff ne permettrait pas à un joueur de flûte l'entrée de l'austère Douma.

Or, dans la conversation, sa voix est calme, timide, presque apeurée; les paroles sortent lentement et doucement, comme si elles craignaient de vous heurter. Aladine ne parle pas, il chuchote; il est comme un prêtre à confesse.

Il est né dans les environs de Simbirsk. Ses parents, des paysans, devaient posséder une certaine aisance, puisqu'ils envoyèrent leur fils au Gymnase d'abord, puis à l'Université de Kazan. Le jeune homme étudiait à la Faculté des sciences naturelles. Comme beaucoup de ses condisciples, il s'occupait de propagande parmi les ouvriers; en France cette propagande l'aurait conduit au Palais-Bourbon, mais au pays russien elle le mena tout droit en prison. Aladine y fit une neuvaine, une neuvaine de mois ; après quoi, il fut renvoyé, sous caution, dans son village, en attendant son jugement définitif. Quand il apprit par une indiscrétion, qu'il serait probablement prié de séjourner dix ans dans le gouvernement d'Arkhangel, il quitta son village, passa la frontière prus-

sienne et s'en vint en Belgique et à Paris. Aladine ne se sentait aucun goût pour ces régions septentrionales où pousse le *gloukva* (1).

Aladine avait été emprisonné quelque temps avant son examen d'université. Cet examen, s'il l'avait subi, l'aurait fait sortir de sa classe sociale. Il ne serait plus un paysan il appartiendrait à l'*intelliguenzia!* Les villageois de Simbirsk n'auraient pas pu l'élire député ; il ne serait pas à la Douma, n'organiserait pas des groupes, ne préparerait pas des motions, ne prononcerait pas de discours... Quelques semaines de plus ou de moins, la négligence d'un gendarme, et tout cela qui est à présent n'aurait pas été. Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court....

Aladine, pendant quatre ans, travailla dans une usine électrique à Charleroi : « C'est un bon pays que la Belgique, me disait-il ; on y boit d'excellent café, mais c'est pays bien petit. Je m'y sen-

1. Le *gloukva* est une plante produisant une baie avec laquelle on fabrique un extrait dont tout bon Russe aime, quand il fait chaud, à aciduler son thé. La plante est haute de quelques centimètres, ce qui n'empêcha pas Alexandre Dumas, friand de couleur locale, d'écrire dans son voyage en Russie: «Notre voiture fit halte à l'ombre d'un *gloukva* »

tais à l'étroit et je partis pour l'Angleterre. »

Londres lui offrit un champ plus vaste ; il travailla parmi les dockers et il parla dans les meetings de White-Chapel : « J'avais déjà, dit-il, quelque notoriété dans les milieux ouvriers, quand le manifeste impérial du 17 octobre dernier me décida à retourner en Russie. »

Ainsi le champ de son action allait toujours s'élargissant. Il y avait beaucoup à faire parmi ces paysans qu'on éveillait subitement à la vie politique. La future Douma serait une assemblée de paysans. Le paysan, par sa sainte ignorance, par son loyalisme à toute épreuve, constituerait le meilleur des antidotes contre les discoureurs révolutionnaires. Car le paysan seul peut sauver la Russie ; lui seul est grand, lui seul est sain. Il possède une force invincible : il ne sait rien. Ainsi pensaient les conseillers influents de Sa Majesté et partout les paysans votèrent, et deux cents paysans entrèrent au Palais de Tauride.

Puisque le gouvernement voulait tant de députés paysans, puisqu'il comptait s'appuyer sur eux pour mater les professeurs et les avocats, il fallait tout de suite s'attacher ces paysans ; puisque la terre est l'unique objet de leurs désirs, il fallait

contenter ces désirs et leur trouver plus de terre. Avant même les élections, le gouvernement devait avoir son projet agraire et annoncer aux électeurs les prochaines distributions. Le simple bon sens l'exigeait. Qui veut la fin veut les moyens. Quand les empereurs de Rome finissante tenaient à contenter la populace, ils lui servaient le pain et les jeux. Quand l'empereur Guillaume II, roi de la Prusse protestante, a besoin, pour gouverner son Parlement, de l'appui des catholiques, il prodigue à ces catholiques les gentillesses et les bienfaits. Les ministres russes, eux, abandonnèrent les paysans à leur misère et à leurs excitateurs. Ils se contentaient d'emprisonner à tort et à travers, et presque toujours c'étaient justement les plus dangereux, les plus révolutionnaires qui étaient épargnés. Car le gendarme russe ne pèche pas par un excès de clairvoyance.

Aladine, au cours de sa campagne électorale, pendant les voyages entrepris pour centraliser les efforts, craignit d'être arrêté plusieurs fois. Il s'installa même un certain temps à quelques kilomètres de la frontière finlandaise, prêt à déguerpir à la moindre alerte. Car, et ceci m'a beaucoup

frappé dans ses propos, certains parmi les propagandistes russes se moquent des tribunaux et bravent les condamnations. Mais Aladine ne partage pas ces goûts-là, et ce n'est certes pas moi qui l'en blâmerai. Il estime que la Sibérie n'est pas le séjour rêvé pour un honnête homme et qu'on vit beaucoup mieux hors de prison que dedans. Il veut bien prêcher la révolution et travailler au grand œuvre, mais jusqu'à la geôle exclusivement.

Aladine est élu député ; tout de suite, il s'occupe de grouper les paysans, de constituer en face du parti cadet un grand parti, ayant son programme original et *aussi ses chefs bien distincts* :

— Les cadets, me dit-il, ont tout fait pour nous empêcher de réussir. Notre parti les gêne ; ils voulaient l'empêcher de naître et ils cherchent à l'étouffer, maintenant qu'il est né. Mais leurs efforts ont été et seront vains. Dès les premières séances, nous leur avons montré que nous avions assez d'intelligence pour nous imposer à la Douma et assez de soldats pour nous suivre. Nous avons exigé et obtenu d'être représentés dans les mêmes proportions que les cadets dans la Commission chargée d'élaborer l'Adresse. Dans la rédaction de

cette Adresse, nous avons imposé notre volonté. Tout ce qu'il y avait d'énergique, de décisif d'important, *c'est nous qui l'avons fait mettre.*

« Et de même pour la grande question qui se pose maintenant ; la réforme agraire. Les cadets ont présenté leur projet. Nous présentons le nôtre qui est sensiblement différent. Ce projet est déjà prêt : il sera demain distribué aux députés. »

Aladine entre alors dans des détails très compliqués et très techniques pour m'exposer les différences entre les deux projets. Il me montre qu'il connaît à fond ces questions et aussi que son esprit se meut avec aisance parmi ces difficultés. La conversation a lieu en français. Aladine parle couramment le français et l'anglais.

L'une de ses déclarations m'a particulièrement frappé. Je lui demandais s'il consentait à indemniser les propriétaires expropriés de leurs terres :

— Certainement, répondit-il, mais avec des restrictions. Pour déterminer cette indemnité, nous faisons intervenir des considérations historiques. Par exemple, les biens qui ont été non pas achetés par les propriétaires ou leurs aïeux, mais donnés par nos Empereurs, ces biens-là qui n'ont absolument rien coûté à ceux qui les

possèdent, nous ne débourserons rien pour les reprendre. Ils seront purement et simplement confisqués !

Aladine, on le voit, n'a pas dans ses projets la même timidité que dans son débit. Il n'y va pas, comme on dit, de main morte. Il ne se propose rien moins que d'instituer une enquête sur l'origine des richesses. Cette enquête évidemment peut mener très loin.

Aladine est trop intelligent pour ne pas sentir que son projet n'a guère de chances d'être intégralement adopté. Mais il espère contraindre les cadets à en accepter certains points. Ici, comme pour l'élaboration de l'Adresse, il compte qu'un compromis devra s'établir. Les deux partis discuteront et traiteront à égalité. Les cadets se flattent d'avoir jusqu'ici contraint à la sagesse le *groupe du travail*, de l'avoir gardé des imprudences et et des exagérations. Et, par la bouche d'Aladine, le groupe du travail prétend avoir sans cesse poussé les cadets vers les résolutions énergiques et les réformes radicales. Il y a du vrai dans ces deux affirmations. Le groupe du travail a été surtout énergique et radical à la tribune; dans les votes, il a presque toujours suivi les décisions

des cadets. Aladine et ses pairs, les autres chefs du groupe, Anikine, Jilkine, multiplient les manifestations oratoires et bruyantes qui ont, à ce qu'ils croient, un grand retentissement dans le pays. Ils se posent sans cesse en défenseurs du peuple, exempts de toute défaillance, purs de toute compromission. Ils pensent que le peuple les en récompensera et qu'il s'abandonnera à leur direction, dans les élections ou dans les batailles prochaines, car ils se préoccupent beaucoup de l'avenir, et les cadets de même. Le gouvernement seul me paraît se défendre, avec un trop grand zèle, de ces pénibles préoccupations...

. . . .

Aladine est un Russe tout à fait *occidentalisé*. Il applique à sa propagande chez les Slaves les méthodes qu'il a rapportées de ses voyages en Angleterre et en France. Il fait comme son glorieux ancêtre Pierre le Grand (j'espère qu'il ne m'en voudra pas trop de cette comparaison), si grand parmi les Russes pour les avoir, sous la schlague, contraints à dépouiller le vieil homme moscovite. Et cela est tout à fait intéressant.

Bien des Russes, en effet, aiment à répéter que dans le grand changement qui se prépare ils en-

tendent ne rien emprunter des pratiques occidentales. La riche nature russe trouvera en elle-même les secrets de sa transformation. « Nos paysans étonneront le monde, me disait l'autre jour un homme pourtant intelligent. Sans doute ils commenceront par tout détruire ; mais sur les ruines du vieil édifice, ils élèveront quelque chose de tout à fait nouveau, quelque chose qui n'existe nulle part. Ce serait le vrai régime démocratique, tellement différent de ce que vous avez en France et tellement supérieur! Notre paysan russe à des réserves insoupçonnées. »

Ainsi l'imagination slave se complaît trop souvent dans ces niaises rêveries. Elle s'attend à je ne sais quel miracle qui changerait tout d'un coup les vices en vertus, grâce auquel la saleté, la paresse, l'ivrognerie deviendraient subitement les facteurs d'un merveilleux progrès.

On ne saurait trop énergiquement secouer ces illusions. Les modes du progrès sont les mêmes partout, et il faut vraiment beaucoup de candeur pour croire qu'un rustaud, fainéant, ivrogne et illettré sera du jour au lendemain un Lycurgue admiré par l'univers tout entier!

Nazarienko

— Allez voir Nazarienko, m'avait dit M. Maxime Kowalesky : c'est un des plus intéressants parmi les députés paysans. Peut-être serez-vous mal reçu, car Nazarienko n'a pas l'habitude de l'interview.

Nazarienko, tout au contraire, nous reçut fort aimablement ; il loge chez de petites gens dans un rez-de-chaussée lointain de la rue Masterkaia. Il marqua d'abord quelque étonnement quand il apprit pourquoi je venais; mais mon compagnon de lui dire aussitôt:

— Autrefois les journaux ne se souciaient que des princes, des comtes et des riches; aujourd'hui ils s'occupent des paysans. C'est un signe des temps nouveaux!

Nazarienko sourit et il se mit de bonne grâce à dérouler le cours de sa vie.

Nazarienko a la tête du Christ : son visage pâle et amaigri, encadré par une barbe noire. reflète une immense bonté ; les yeux sont caressants et rêveurs, la voix douce et séduisante. Il est vêtu comme un moujik, mais ses vêtements

sont très propres. Ses mains sont blanches ; ses manières polies et graves. Nazarienko me rappelle des types de chefs arabes ; il a cette noblesse orientale qui s'unit à tant de simplicité, mais il a de plus un air d'une d'infinie tristesse. Quoiqu'il soit âgé de quarante ans à peine, son visage est fatigué et vieilli.

— Je ne dors pas de toute la nuit, nous dit-il; à peine une heure, le soir, quand je me couche !

« Mon père vivait dans un village à cinquante verstes de Starebjelsk (Russie méridionale); nous étions cinq enfants et nous étions fort pauvres. A huit ans, on m'envoya à l'école; c'était un jour de grand vent, et dans le toit de chaume qui recouvrait la classe, le vent s'engouffrait avec fracas: je pensai que le diable était sur ma tête et je m'enfuis épouvanté ; pendant plusieurs semaines, ni les prières, ni les menaces, ni les coups ne purent me décider à y retourner. Quand j'y revins, j'appris très vite et j'en sus bientôt assez pour montrer la leçon aux autres enfants plus riches, qui me donnaient en échange une partie de leur pain. C'est ainsi que je vivais, et mon père, qui n'avait plus à me nourrir, voulut bien me laisser plus longtemps. Mais lorsqu'on assassina notre

empereur Alexandre II, il me retira tout de suite en disant :

« — Voilà à quoi cela sert de tant apprendre. Ce sont des gens trop savants qui ont tué notre bon Empereur, lui qui aimait tellement son peuple et qui avait délivré tous les paysans ! »

Ainsi Nazarienko narre candidement les menus incidents de son enfance, et son récit sinueux et lent s'attarde à des détails, se perd dans des redites, pareil au cours d'un ruisseau tranquille qui serpente à travers les prés.

— Quand vint la conscription, poursuit-il, je fus pris et envoyé dans un régiment du Caucase. J'y restai quatre ans au lieu de cinq, parce qu'un plus jeune frère fut incorporé et me remplaça. On voulait me garder au régiment ; on me promettait de me nommer sous-officier, puis fonctionnaire. Mais je n'aimais pas le régiment, où j'avais beaucoup souffert et où les soldats sont maltraités : je refusai. A cette époque le grand-duc Michel avait besoin de gardes pour surveiller ses grandes forêts de Borjom : je me présentai et on m'accepta. J'ai vécu quinze ans dans les forêts du Caucase et j'aimais beaucoup mon métier ; je m'intéresse beaucoup aux arbres et je m'entends

à les soigner ; les habitants du pays, les Géorgiens, sont intelligents et instruits : pas un d'entre eux qui ne sache lire et écrire. Moi aussi, j'ai beaucoup lu, et j'ai beaucoup appris au milieu d'eux ; je me suis marié là-bas; ma situation était bonne et on m'avait nommé surveillant de tous les gardes; j'y serais certainement resté, mais, l'an passé, j'ai su par les journaux que l'Empereur allait convoquer une Douma ; alors rien n'a pu me retenir et je suis venu dans mon village pour *parler aux paysans.*

C'est ainsi que fut décidée la vocation politique de Nazarienko. Seulement elle rencontra des obstacles, dès ses premières manifestations, parce que le *zemski natchalnik* et l'officier de police n'aiment pas beaucoup qu'on s'en vienne du Caucase pour parler aux paysans. Nazarienko fut étroitement surveillé : pour déjouer cette surveillance, il eut recours à la ruse, et le grave Nazarienko se délecte à nous raconter par quels stratagèmes habiles il déronta le gendarme et se moqua des espions. Les Orientaux unissent, de la sorte, la malice à la gravité et Nazarienko est un type tout à fait oriental.

— Afin de pouvoir, nous dit-il, parcourir libre-

ment les campagnes, je m'étais fait marchand de goudron. Mais il vous faut savoir qu'il y avait deux Nazarienko : le vrai (c'était moi) et le faux (c'était un ami qui me ressemblait entièrement). Tandis que le faux Nazarienko conduisait sa charrette et promenait ses barils au grand jour, dans une région, le vrai partait du côté opposé et s'occupait d'endoctriner les paysans. La police était ainsi dépistée : souvent le rapport d'un agent me signalait quelque part et un autre agent prétendait m'avoir vu, à la même heure, à cinquante verstes de là. Alors l'officier de police n'y comprenait plus rien.

« On aurait bien voulu m'attraper, dit en clignant des yeux Nazarienko. Tous les jours je recevais des lettres écrites par de prétendus paysans qui me demandaient des conseils : « Est-il « permis de prendre des fruits dans le jardin du « riche ? » écrivait l'un; et l'autre : « A-t-on le « droit, cette année, tant que la Douma n'est « point réunie, de ne pas payer les impôts? »

« Ces lettres venaient de la police; il n'était pas trop difficile de le deviner, et je répondais en conséquence.

« D'autres fois, se présentaient dans ma mai-

son des gens à mine étrange qui se disaient colporteurs, chaudronniers. Nul dans le village n'avait jamais vu ces chaudronniers-là : c'étaient des espions que m'envoyait la police, je les chassais en leur disant :

« — Va dire à qui t'envoie qu'il est beaucoup plus bête que moi ! »

Mais il n'est bon temps qui ne finisse. Une nuit de janvier, Nazarienko fut réveillé par des coups frappés à sa porte. Les gendarmes étaient là, on l'arrêta, on le fit monter sur une carriole et, dans la nuit glacée, il fut conduit à la prison de la ville. Fort heureusement pour lui, il avait, quelques semaines auparavant, adressé à l'Empereur un télégramme, au nom des paysans de la contrée, pour le remercier d'avoir donné la Douma à son peuple. C'est le grand désir de Nazarienko de parler à l'Empereur directement ; aujourd'hui encore, il voudrait, comme il nous dit, voir le Tsar seul à seul, quelques instants. Et certainement le Tsar le comprendrait et l'écouterait. L'Empereur fit répondre au télégramme de Nazarienko et l'officier de police fut alors très embarrassé ; il n'avait découvert aucun délit sérieux contre lui ; et, d'autre part, comment garder en prison un

homme à qui l'Empereur avait répondu ? Nazarienko fut remis en liberté et les paysans l'élurent député à la Douma.

— Il y avait bien, dit-il, deux ou trois autres candidats. Mais les paysans ne croyaient qu'en moi : une seule de mes paroles valait plus que cent paroles de mes concurrents.

Je demande alors à Nazarienko :

— Et que désirent les paysans ? Que vous ont-ils chargé de réclamer ici ?

Le député moujik, d'une voix plus profonde, répond :

— Ils ne veulent plus vivre comme des animaux ; ils sont des hommes comme les autres ; ils ont le droit de manger à leur faim, de nourrir leurs enfants. Est-il juste que les plus nombreux, les plus laborieux périssent de misère dans un petit morceau de champ, tandis que des comtes ou de riches marchands possèdent des biens si immenses qu'ils n'en pourraient pas seulement faire le tour ?

« Dans ma contrée, dit Nazarienko s'animant de plus en plus, beaucoup de familles n'ont même pas un *demi-désiatine* de terre. Quand le paysan fut libéré, il y a plus de quarante ans, le *nadïel*

donné à chacun d'eux était si petit qu'il ne lui permettait pas de vivre. Mais, depuis, le nombre des paysans a considérablement augmenté et le *nadïel* est resté le même. Alors, que pouvons-nous faire ? Louer les terres des riches ? Les fermages sont beaucoup trop chers, et d'ailleurs, pour affermer, il faut de l'argent, il faut des instruments de culture, beaucoup de chevaux. Le paysan n'a rien de tout cela. La faim le chasse hors du village : il doit partir, s'en aller n'importe où, à la ville, à l'usine, dans d'autres contrées plus riches. Il part à pied, le misérable, parce que, le plus souvent, il n'a pas de quoi prendre le train ou le bateau ; il marche des jours et des semaines, allant parfois jusqu'à mille verstes de son village, et tout ce qu'il gagne, ou presque, il le dépense en chemin. Pendant ce temps, sa femme et ses enfants dépérissent à la maison, de sorte qu'il a beau faire, il peut rester ou s'en aller, sa misère est toujours sans remède.

« Nous voulons que le paysan puisse vivre dans son village : *chacun ne doit avoir de terre qu'autant qu'il en peut lui-même cultiver ;* le reste, il doit le céder aux paysans ! »

Nazarienko ajoute :

— Nous ne partirons pas sans avoir obtenu ce que nous demandons. Si on nous chasse d'ici, nous nous réunirons ailleurs. Si on nous tue, d'autres viendront prendre notre place. Nous voulons garder notre Empereur ; mais il faut faire droit aux justes désirs de la Douma ! »

Nazarienko a lu maints récits de notre époque révolutionnaire. Il les a quelque peu brouillés tous ensemble, et même il croit que la Saint-Barthélemy est un épisode de notre Révolution. Erreur fort excusable en somme chez quelqu'un qui a vécu quinze ans dans les forêts caucasiennes !

Nazarienko, comme tous ses compatriotes, est hanté par des souvenirs de la Révolution française. Un libraire me disait, l'autre jour, que tout le monde lui demande des histoires de cette révolution. Chacun cherche les analogies du passé pour projeter quelque lumière dans les incertitudes de l'heure présente, dans les ténèbres de l'avenir !

La jolie Mme K... a invité Nazarienko à dîner l'autre jour. Il est venu, dans son cafetan de Petit Russien ; il s'est parfaitement tenu, au milieu d'une société élégante et toute nouvelle pour lui.

Le plus poliment et le plus doucement du monde il a dit à la maîtresse de maison qu'on lui prendrait ses richesses, ses terres, son argenterie. Quand quelque plat inconnu lui était présenté, il refusait d'y toucher. « Le séjour de Pétersbourg ne me gâtera pas, déclarait-il. Je n'y perdrai pas l'habitude de manger la *Kacha* (1). »

1. Soupe aux gruaux.

La vie à Pétersbourg.

20 Mai.

J'ai quitté mon hôtel où j'étais fort mal, tout en payant fort cher ; j'ai loué un appartement (un *quartier* comme disent les Russes). C'est la chose du monde le plus commode ici : une dame de la société qui part à l'étranger (les Russes disent : *za granitza*, au delà des frontières, de la *muraille*) m'a cédé, pour un prix très raisonnable, la moitié de son logis. Un Français ne livrera pas ainsi *sa* maison, *ses* meubles, à quelqu'un que la veille encore il ne connaissait pas. C'est que le Français est le plus propriétaire des êtres, celui qui s'attache le plus aux choses, que lui ou ses parents ont acquises et au milieu desquelles il vit. Le Russe ne

connaît pas un pareil attachement. Avec une facilité incroyable il renonce à son *chez soi*, le vend ou le loue. Plus d'une fois, il m'est arrivé de retrouver, installés à l'hôtel, des gens que j'avais vus quelques jours auparavant, dans leur appartement. Ils en avaient envoyé les meubles à la salle des ventes. (Les ventes aux enchères sont ici très fréquentes et très aisées ; il ne faut point, comme chez nous, obtenir, avec quelle peine, une autorisation du Tribunal et payer un monstrueux pour cent à des commissaires-priseurs, fonctionnaires aussi importants qu'inutiles, vestiges de ces anciennes corporations que nous avons prétendu abolir).

Il est rare que le Russe signe un bail à long terme. Il lui serait odieux d'être ainsi enchaîné. Beaucoup d'appartements, même parmi les chers, se paient au mois.

Le Russe se préoccupe assez peu de la question du logis. J'ai connu des gens arrivant dans une ville et ne se demandant pas où ils coucheraient le soir. La nuit venue, ils s'en allaient dormir chez un ami rencontré au restaurant, ou au café concert et tout heureux de leur offrir son canapé.

D'ailleurs, le Russe se marie comme il se loge, au petit bonheur. Il se décide à prendre femme, en un clin d'œil : pas d'hésitation, pas de scrupules; bravement il se jette dans l'inconnu. Si, plus tard, l'objet aimé cesse de l'être, il divorce. Je connais ainsi des femmes, jeunes encore, qui ont changé trois fois leur mari. A Port-Arthur, huit jours avant la guerre, le maître de police épousa la femme volante du cirque. Après la bataille de Liao-Yang, le chef d'État-Major de Kouropatkine convola avec une jeune infirmière. Un vieux général, que je vois souvent, se trouvait un soir dans un salon ; on le présente à une jeune institutrice française, très jolie. Le général (c'était au commencement de la guerre et il devait partir dans une semaine pour l'Extrême-Orient) devient tout de suite amoureux de notre compatriote ; la soirée n'était pas terminée qu'il lui offrait sa main : « Acceptez, lui disait-il : dans huit jours, je pars : si je meurs là-bas, comme c'est probable, vous aurez ma petite fortune et ma pension de cinquante roubles par mois ! » L'institutrice lui répondit : « J'accepte, mais à condition que vous preniez l'engagement formel de vous faire tuer en Mandchourie ! »

C'était là une précaution fort sage, car le vieux général est revenu.

Il y avait à Pétersbourg une demi-mondaine fine et jolie dont un haut fonctionnaire de la police devint éperdument amoureux. Longtemps il poursuivit la dame qui se dérobait obstinément. Elle était de naissance juive et, sans doute, par atavisme, n'aimait-elle pas les policiers. L'amoureux éconduit passa des supplications aux menaces ; un jour, il vint trouver celle qui le dédaignait et lui dit : « Vous êtes juive et comme telle vous n'avez aucun droit pour résider ici, à moins que vous n'y soyez mariée. Je vous donne deux jours pour réfléchir : vous serez à moi ou bien je vous fais expulser ! »

— Soit, répondit la dame, revenez après-demain et vous connaîtrez ma réponse.

Au jour dit, le fonctionnaire arrive; il savourait par la pensée les félicités prochaines, ne doutant pas un seul instant que son adorée ne lui cédât. On l'introduit dans le salon : il s'y trouvait un très vieux colonel et la maîtresse du logis se tournant vers l'homme de la police, lui dit en souriant : « Souffrez, cher monsieur, que je vous présente le colonel X.., *mon mari!!* »

Il était son mari de la veille. Un pope, rapidement requis, avait célébré cette union.

La dame qui me raconta cette histoire, vraie de tous points, ajouta : « Il ne lui en coûta que deux mille roubles, pour prendre le nom d'un vieux colonel. En ajoutant mille roubles de plus, elle aurait pu se payer un général. On l'aurait appelée : Madame la Générale. Ce titre jouit de quelque considération, surtout dans les villes d'eaux allemandes, à Baden ou à Wiesbaden ; il vaut à qui le porte beaucoup de révérences de la part du gros concierge galonné de l'hôtel ! »

21 Mai.

La dame, chez qui je loge, est une réactionnaire impénitente. Chaque fois qu'on prononce devant elle le nom de Nabokof ou de Hertzenstein, elle crache pour bien marquer son mépris. Elle ne me rencontre jamais sans me dire : « De grâce, monsieur, dites-bien dans votre journal, faites savoir aux Français que nous allons être mangés par les Juifs. Ils veulent tout nous prendre, jusqu'à nos bottines. Nous n'aurons plus contre eux

qu'une ressource : c'est de devenir les sujets de l'empereur Guillaume ! »

21 Mai.

J'ai découvert une perle dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* (1) : c'est à la fin d'un rescrit de l'Empereur au Secrétaire d'État et conseiller privé, baron Uxkul von Hildenbandt (le joli nom et comme il sonne bien russe !) « j'espère que votre expérience et vos profondes connaissances des lois du pays trouveront une application utile dans la nouvelle procédure de la ratification des projets de loi. »

La nouvelle procédure de la ratification des projets de loi, c'est la Douma ! Quelle délicieuse trouvaille et comme elle en dit long sur l'état d'âme bureaucratique ! Ainsi ces députés, en qui

1. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* paraît en français : dans sa partie officielle il publie les nouvelles de la cour, les oukases et les rescrits de l'Empereur ; dans sa partie non officielle, il cite de longs extraits de nos revues, de nos journaux ; il donne aussi parfois quelques nouvelles de Russie et rend compte, en cinq lignes, des séances de la Douma, *sept ou huit jours* après qu'elles ont eu lieu !

toute la nation met ses espérances, ils sont convoqués pour ratifier des projets de loi. Voilà la monstrueuse *équivoque* et qui finira dans le sang ! Sous la présidence de Mac-Mahon, nos bureaucrates à nous s'ingéniaient à trouver des périphrases pour ne pas employer le mot de *république*, fort mal vu dans les ministères !

22 Mai.

Mon ami, M. de Budnicki m'a conduit au raout offert par la société polonaise de Pétersbourg aux députés de la Pologne. Cette société polonaise compte quelques belles dames, fort séduisantes et beaucoup de hauts fonctionnaires qui ont su prendre dans les diverses administrations, les places les meilleures et les plus lucratives.

Le Polonais, par l'agilité de son esprit occidental, se rend très vite indispensable au Russe. Les ingénieurs du Transsibérien, ceux du Transmandchourien étaient presque tous des Polonais, et Dieu sait ce qu'ils gagnèrent. Sur le Transmandchourien, les ponts détruits tantôt par les Boxeurs, tantôt par l'inondation, durent être reconstruits jusqu'à trois fois ; on compte, en

pays russe, qu'un seul pont, même une seule fois construit, peut assurer la fortune de son constructeur.

Tous ceux qui fréquentaient, il y a deux ou trois ans, les théâtres ou les concerts de Pétersbourg, ont remarqué une très belle blonde, bien en chair, toute scintillante de diamants : elle était la maîtresse d'un ingénieur d'Extrême-Orient, et on ne l'appelait pas autrement que *Siberski doroga* le chemin de fer sibérien !

Matériellement, les Polonais n'ont pas tous souffert de leur annexion à la Russie. En quelques minutes on me présente à trois membres du Conseil de l'Empire, à un procureur général, à un tout jeune colonel, ancien précepteur des grands ducs. Et je ne parle pas de l'essor de l'industrie polonaise qui trouve dans l'immense Russie de merveilleux débouchés. Sans doute la Pologne doit souhaiter d'être délivrée de l'odieux *tchinovnik* ; elle doit souhaiter son autonomie qu'elle obtiendra vraisemblablement, au moment même où la Russie conquerra sa liberté. Mais je ne crois pas qu'aucun Polonais sage puisse désirer quelque chose au delà.

Je fais la connaissance de quelques-uns des

députés polonais : l'un des plus remarquables est assurément M. Lednicki, un avocat célèbre de Moscou. Les représentants de la Pologne se sont constitués en un groupe distinct : ils se sépareront *des cadets* sur bien des questions et notamment sur la plus importante de toutes, la question agraire. D'ailleurs les *cadets* eux-mêmes reconnaissent qu'il est impossible d'appliquer leurs projets d'expropriation en Pologne, où le sentiment de la propriété est beaucoup plus vigoureux qu'en Russie.

La situation. — Chez M. Gorémykine. L'amiral Alexief. — Deux traits de mœurs

Mehr Licht ! (Plus de clarté !) Ces mots que Gœthe disait avant sa mort, on pourrait les redire ici en ce moment. Oui, vraiment, plus de clarté ! car nous vivons dans l'équivoque même, et nul, de part et d'autre, ni le gouvernement ni la Chambre, ne s'occupe de la dissiper. Le gouvernement et la Chambre ont le devoir de s'entendre pour le bonheur de la Russie. Mais avant de s'entendre, il faut s'expliquer et je ne vois guère ou'on en prenne le chemin.

Vous vous rappelez ce jeu, fort en honneur au moyen âge, où deux hommes, les yeux bien bandés, un solide gourdin à la main, étaient lancés

l'un contre l'autre et se cherchaient à coups de bâton. Tantôt le gourdin tombait à vide et tantôt il tombait à plein, défonçant quelque côte ou bien mettant en marmelade les mandibules et les dents. Le gouvernement et la Douma sont un peu comme ces deux lutteurs. Ils se cherchent sans se voir, à coups de bâton. Quoi d'étonnant si, dans les ténèbres, l'un ou l'autre, plutôt l'un que l'autre, reçoit quelque très mauvais coup ? L'on a, à tout instant, envie de leur crier : « Mais enlevez donc vos bandeaux ! »

Le gouvernement ne me paraît pas s'être très nettement, très exactement rendu compte que la Douma existe, que c'est là un changement prodigieux, qu'à cette situation si nouvelle il faut de toute nécessité une forme de gouvernement nouvelle, elle aussi. On ne peut plus gouverner maintenant comme on gouvernait jadis, quand chacun se taisait, quand la presse était muselée, quand aucune liberté de réunion n'était tolérée. Le gouvernement doit entrer en contact avec cette grande force qui vient de naître ; il doit chercher à la régler. Les ministres assistent aux séances de la Douma ; c'est fort bien. Mais vont-ils y jouer éternellement le rôle de muets, ou bien

ne parleront-ils que lorsqu'ils y seront contraints par une interpellation ?

Faudra-t-il les traîner à la tribune ? Ce serait pour eux folie pure d'agir ainsi : on leur porterait des coups sans qu'ils pussent les rendre ; ils s'enfermeraient dans une attitude inerte et résignée ; ils feraient comme Kouropatkine en présence des Japonais. C'est une fort mauvaise méthode de se croiser les bras et de se taire quand tout le monde autour de vous parle, crie, se plaint. Sans compter que le pays sera naturellement exaspéré par ce silence, furieux de voir le gouvernement traiter le Parlement exactement comme s'il n'était pas.

∴

23 Mai.

J'ai été reçu par M. Gorémykine, le président du Conseil. Il m'avait fixé d'abord son audience dans l'après-midi ; mais ayant été appelé par l'Empereur à Péterhof, il l'a reportée à onze heures du soir.

Au numéro seize de la Fontanka (1), une demeure

1. La Fontanka est le principal des canaux de dessèchement qui coupent Pétersbourg.

célèbre, où fut longtemps la *troisième section* que tous les Russes et surtout les révolutionnaires connaissent, la section des surveillés et des condamnés politiques. Un palais fort simple au dehors, très somptueux au dedans ; le grand vestibule est tout en marbre blanc, avec des ornementations d'or ; un escalier monumental ; des laquais géants, qu'une longue livrée tombant jusqu'aux talons fait paraître plus grands encore. M. Gorémykine me reçoit dans son cabinet à colonnes : ce fut le cabinet de M. Plewhe.

Le premier Ministre a une belle tête de procureur : il porte de longs favoris grisonnants ; il est de taille moyenne et légèrement bedonnant. Il parle d'une voix très assurée, une voix de basse chantante :

— On me reproche, dit-il, de rester silencieux en présence de la Douma si loquace, de ne point exposer mon programme, quand la Douma a publié le sien. Mais patience : dans quelques jours je prendrai la parole et je lirai la longue déclaration du gouvernement.

— Pourrai-je connaître, Excellence, les grandes lignes de cette déclaration?

— Non, dit le ministre en riant. Vous vous

dépêcheriez de télégraphier à Paris et vos lecteurs en seraient informés avant nos députés, ce qui ne serait pas juste.

Le haut fonctionnaire qui m'a introduit m'a laissé clairement entendre ce que serait cette déclaration : un refus à tout ce que demande la Douma.

Son Excellence ajoute : « Les députés parlent, parlent. Mais ils ne savent pas toujours ce qu'ils disent. Il est si facile de parler ! les questions paraissent toutes simples quand on les voit de la tribune. Mais quand on a, comme moi, passé sa vie à les étudier, c'est autre chose. Voici par exemple la réforme agraire : il y a des années et des années que je fais partie des commissions qui s'en occupent. Ces Messieurs de la Douma croient l'avoir découverte, comme ils découvriraient demain l'Amérique. Nous y avons songé bien avant eux ! »

M. Gorémykine est plein de cette conviction que la Douma peut parler, mais non pas travailler. Il n'y a pour lui qu'un lieu où l'on travaille utilement, raisonnablement, les bureaux dans lesquels sa vie tout entière s'est écoulée. Et pourquoi voudriez-vous qu'il pensât autrement?

21 Mai.

Dîner dans une maison amie, en compagnie de l'amiral Alexief. La dernière fois que j'avais vu l'amiral, c'était à Moukden : me promenant à cheval par la ville chinoise, je rencontrai tout d'un coup sa voiture qu'escortait un piquet de cosaques sibériens, je le saluai, il me rendit mon salut et il ajouta en français : « Bonjour Monsieur ! » J'admirai que, sans me connaître, il eût deviné que j'étais français et m'eût appelé *Monsieur* plutôt que *Herr*, *Sir*, ou *Signor*. Mais nos rapports en étaient restés là : le vice-roi ne recevait pas les journalistes, encore qu'il s'intéressât à eux ; le colonel de la censure nous marquait cet intérêt, parfois d'une manière indiscrète !

L'amiral est un convive charmant, le plus aimable, le plus séduisant des hommes. Naturellement, nous ne disons rien de la guerre russo-japonaise : « Je lis très attentivement vos principaux journaux, me dit-il (cela ne laisse pas que de m'embarrasser un peu, car je me souviens d'avoir dit naguère assez de mal de lui). Quelle intéressante question vient de soulever l'un d'entre

eux, bien digne de passionner votre public ! Les chapeaux des femmes au théâtre : faut-il qu'elles aillent avec un grand, ou avec un petit chapeau, ou sans chapeau? Pour moi, j'aimerais mieux les voir aller sans chapeau !

— Mais si elles n'ont pas de jolis cheveux, observe un vieux monsieur ?

— Oh ! réplique l'amiral : les Parisiennes ont toujours de jolis cheveux ; quand elles ne les tiennent pas de la nature, elles les prennent chez Raoul, le coiffeur, avenue de l'Opéra !

25 Mai.

Deux histoires qui sont de jolis traits de mœurs, et que m'ont racontées des personnes en qui j'ai une absolue confiance:

Quand Alexandre III mourut, l'église de Pierre et Paul où on le déposa resta, pendant trois années, tendue de noir. Ainsi le voulait sa veuve éplorée. Un jour le nouvel Empereur, pensant que le deuil ne pouvait pas être éternel, donna l'ordre de faire enlever les draps noirs. Les fonctionnaires qui en sont chargés enlèvent bien les tentures; mais dans un excès de zèle, ils emportent aussi les couron-

nes et vendent le tout ensemble. La magnifique couronne de la presse française fut achetée par un juif qui en orna le tombeau de son père, en conservant l'inscription. Celle de l'Empereur d'Allemagne fut acquise par un boutiquier qui l'expédia dans une petite ville de province : là on détailla cette couronne : les uns prirent les perles ; avec les rubans, les moujiks se confectionnèrent des écharpes. On mit plusieurs jours à s'apercevoir de la disparition des couronnes ; pour éviter un énorme scandale, on racheta sans bruit toutes celles qui restaient encore sur le marché de Pétersbourg et on les replaça dans la crypte......

Après la visite de Nicolas II à Paris, la presse parisienne décida qu'il était de son devoir d'offrir à l'Empereur un cadeau. On commanda à Detaille une aquarelle qui fut enfermée dans le plus beau des cadres, puis cadre et aquarelle prirent le chemin de Pétersbourg et furent remis à la cour. Un mois, deux mois se passent et le comité de la presse parisienne est laissé sans réponse : pas une lettre de Pétersbourg, pas un signe de remerciement. Le comité commence à s'étonner (il y avait là pourtant des hommes qui ne s'étonnent pas facilement). Le cadeau est-il bien arrivé à desti-

nation? Des Français de Pétersbourg sont chargés de s'en informer et l'on apprend que le Tsar a bien reçu l'aquarelle : il l'a même trouvée si belle qu'il l'a fait mettre à la meilleure place dans son cabinet de travail. Mais alors, comment n'a-t-il pas répondu ? l'étonnement redouble. On fait poursuivre l'enquête plus discrètement, cette fois. Et l'on finit par savoir que l'aquarelle n'a pas été donnée à l'Empereur, elle lui a été *vendue* par son entourage : comme il l'avait payée (fort cher dit-on), il ne s'était pas cru obligé par surcroît de remercier les expéditeurs parisiens.

A la Douma. La grande séance.

26 Mai.

Grande séance à la Douma, la *séance historique*, comme on l'appelle déjà. M. Gorémykine lit la déclaration du gouvernement. Pour la première fois, le gouvernement et la Douma qui, jusqu'ici, se boudaient, entrent en rapport. Ce premier contact est un choc. M. Gorémykine, à la tribune, paraît beaucoup moins assuré, beaucoup moins à l'aise que dans son cabinet à pilastres. Manque d'habitude vraisemblablement. Sa voix semble ici faible et toute voilée. Il tourne, il tourne les feuillets et déroule un sempiternel refus. La déclaration n'est qu'un *non* prolongé.

La Douma, dans son adresse, demandait la réforme de la loi électorale et l'établissement du suf-

frage universel. Le Ministère répond, non sans ironie : « Cette question ne doit pas faire l'objet d'une discussion immédiate, puisque la Douma commence à peine ses travaux et n'a pu encore par conséquent, se rendre compte s'il est besoin d'une pareille modification. »

Admirez toute la saveur de cette réponse. Le ministre dit aux députés : « Comment, vous êtes à peine nés, vous n'avez encore aucune expérience et déjà vous prétendez réformer ! » Remarquez aussi que cette soi-disant réponse n'en est pas une : il ne s'agit pas d'expérience, mais d'un droit antérieur à toute expérience, non pas d'une chose pratique, mais d'un principe, celui du suffrage accordé à tous.

La Douma demandait la garantie des libertés individuelles. Le gouvernement répond : « Nous attachons une grande importance à ces libertés. Mais il nous faut fournir à l'administration les moyens d'empêcher qu'il n'en soit fait abus ! »

La Douma demandait la distribution aux paysans, des apanages, des terres d'Église et l'expropriation d'une partie de la propriété privée. Le gouvernement répond : « Cette solution de la question agraire est absolument inadmissible. On ne

peut pas enlever aux uns le droit de posséder et attribuer à d'autres ce même droit. L'inviolabilité de la propriété constitue la base de la prospérité nationale ! » Remarquez qu'il ne s'agit aucunement de cela ; il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique, analogue à celle qui fut ordonnée par Alexandre II, monarque vénéré et n'ayant jamais été considéré comme un ennemi de la propriété individuelle.

La Douma demandait la formation d'un ministère responsable et la suppression du Conseil de l'Empire. Ici la réponse est brutale : « Le gouvernement ne croit pas devoir s'arrêter à ces propositions parce qu'elles équivaudraient à une modification radicale des lois fondamentales qui ne sont pas soumises à l'examen de la Douma.

La Douma demandait l'abrogation des lois d'exception. Le gouvernement répond : « Tout en reconnaissant l'imperfection et l'insuffisance de ces lois, nous y aurons recours tant que les troubles dureront ! »

La Douma demandait l'amnistie. Le gouvernement répond que c'est là une prérogative du souverain.

Quand M. Gorémykine quitte la tribune, pas un

cri, pas un geste; je crois que chez nous on l'aurait hué. Mais aussitôt que les orateurs aimés du Parlement, les Nabokof, les Roditchef mènent la charge contre le ministère, des applaudissements furieux éclatent. La salle paraît crouler. J'ai non loin de moi, un député tartare, un petit homme vêtu d'une lévite noire, une calotte posée sur le crâne, avec les pommettes accentuées, la lèvre épaisse et découverte d'une partie de la moustache, à la manière des Mulsumans. Il est devenu enragé, épileptique le petit Tartare, tant il frappe des mains, des pieds, s'agitant, sursautant et poursuivant les ministres de son œil haineux.

Les ministres subissent tout cela, ces applaudissements, ces trépignements, ces violentes invectives, Gorémykine, impassible, la tête collée à son haut dossier, Stolypine, Kaufmann, Schtéglovitof. Roditchef tourne vers eux son visage maigre, courroucé et voici venir Aladine, le sarcasme aux lèvres, méprisant, qui flétrit l'audace des ministres (pour ne pas employer un autre mot, dit-il) qui annonce la révolution imminente dans des mares de sang. Comme on ose parler aux ministres maintenant !

Il y avait dans la salle, au fond d'une tribune, un

pauvre instituteur sibérien, venu en Russie pour voir sa mère mourante; avant de repartir pour la Sibérie, il avait supplié qu'on le laissât assister à une séance de la Douma. Il est justement tombé sur une belle séance. Il sort, stupéfait, tout abasourdi par ce qu'il a entendu : « Comment dit-il à quelqu'un qui m'a répété le propos, on traite ainsi les ministres, alors que nous autres, en Sibérie, nous ôtons notre casquette et nous baissons la tête quand nous parlons au plus humble des *tchinovniks* !... »

Oui, les temps sont bien changés. Il fallait voir naguère (il y a deux ans seulement) avec quelle précipitation, quel respect, les *isvotchiks*, la troupe crasseuse des pauvres isvotchiks se rangeait, cédait la route aux beaux équipages. De loin, le cocher de grande maison, ventru, mastodontique (il s'enroule autour de la taille un épais matelas de crin sur lequel il pose encore une épaisse houppelande. Ainsi ballonnant, il serait incapable de monter tout seul sur le siège : des valets d'écurie doivent l'y hisser et l'en descendre) donc le cocher hurlait de loin à pleins poumons, et aussitôt le petit *isvotchik* obéissait à ce confrère respecté. Maintenant cela est bien fini ; en vain le cocher crierait, les *isvotchiks*

ne se rangent plus ; ils font attendre le bel équipage et souvent même, au passage, ils insultent quelque peu le beau monsieur ou la belle dame qui se trouve dedans. Les ouvriers de l'usine Poutilof ont dernièrement déclaré qu'ils entendaient n'être plus tutoyés. L'amiral Kousmith vient d'être tué dans l'Arsenal d'un coup de canne à épée. Un ingénieur, très bien renseigné, m'assure que c'est parce qu'il avait tiré l'oreille à un ouvrier.

Dans l'armée. — Les envoyés des paysans. — La mésaventure de Gorki. — Le gâchis.

27 Mai.

Au cours de la vraie bataille qui se livra, en décembre dernier, dans les rues de Moscou, les régiments de la ville ne furent pas employés par les autorités: on se défiait d'eux. C'est le régiment Séménoff, appelé en toute hâte de Pétersbourg, qui écrasa la révolte, fusillant, mitraillant, canonnant sans pitié. La Russie tout entière jusqu'au fin fond des hameaux, s'entretint du zèle impitoyable qu'avait montré le régiment Séménoff.

Mais, tout récemment, des soldats de ce corps envoyés en permission dans leurs villages reçurent un fort désagréable accueil. On les appela assas-

sins, bourreaux; ils furent injuriés et battus. Très fâchés de cette mésaventure ils racontèrent, à leur retour à la caserne, comment les gens de leur village avaient apprécié leurs exploits. Et tous les soldats du régiment furent inquiets et mécontents; ils se plaignirent à leurs officiers. Pour les calmer on leur promit que tous ceux qui craindraient de retourner dans leurs familles recevraient du gouvernement un poste de gendarme, de garde champêtre ou de cantonnier.

Encore quelques expériences de ce genre et les soldats s'apercevront qu'il y a d'un côté le gouvernement, de l'autre la nation, chose abstraite et vague, mais dont leurs parents, leurs familles, leurs amis sont l'image vivante. Sans doute il faut obéir au premier ; mais il ne peut n'être pas sans inconvénients de s'aliéner la seconde qui, de plus en plus, accentue son opposition. Les soldats de Pétersbourg reçoivent des lettres de leur village, dans lesquelles il leur est recommandé de ne pas tirer sur le peuple, lorsqu'il se soulèvera pour réclamer « la terre et la liberté ». S'ils violent cette recommandation, gard à eux quand ils quitteront le régiment! Ces lettres sont devenues si nombreuses que les officiers

en ont eu vent : désormais la correspondance des hommes est très étroitement surveillée.

∴

Plusieurs fois, en quittant le Palais de Tauride, l'*isvotchik* pris à la porte, tandis qu'il m'emmène cahin-caha, se tourne vers moi et m'interroge sur la Douma : « Eh bien, qu'est-ce qu'on fait là-dedans? Travaille-t-on beaucoup? Recevrons-nous bientôt de la terre ? »

L'isvotchik, ce citadin, reste attaché à son *mir* lointain. Si l'on distribue de nouvelles terres, il entend avoir sa part. L'un d'eux me demande : « Est-ce que vous pensez qu'il y aura une révolution ? — S'il y a une révolution, lui dis-je, tu ne pourras plus travailler. — Au contraire, réplique-t-il. La révolution, ce sera une grève générale plus forte ; or pendant la grève générale de l'année dernière, les isvotchiks ont énormément travaillé ! »

29 Mai.

J'ai vu, dans les couloirs de la Douma, un vieux moujik dépenaillé, lamentable, venu à pied de son

village. On l'entoure, on lui fait fête ; il est conduit à la buvette, gavé de friandises et de thé. Demain il s'en retournera. Ce vieux estvenu de lui-même; mais d'autres moujiks sont envoyés ici par des villages ou des groupes de villages, afin de surveiller leurs députés. On veut savoir comment ils vivent dans la grande ville, s'ils assistent régulièrement aux séances, s'ils y prennent quelquefois la parole et quelle réputation ils ont gagnée. Au fond, les électeurs, un peu jaloux de leurs élus, n'entendent pas leur laisser une liberté complète et s'en remettre entièrement à eux.

30 Mai.

J'ai rencontré un excellent ami de Gorki et nous parlons du grand écrivain qui revient d'Amérique, fort écœuré des yankees pudibonds. Son histoire est plutôt comique. Il quitte la Russie pour aller sur une terre de liberté. On l'accueille d'abord avec enthousiasme : les salons les plus élégants de New-York s'ouvrent à lui. Mais on apprend que la dame qui l'accompagne n'a pas été épousée en justes noces. Aussitôt les salons se ferment ; l'impur est rejeté, vomi de partout.

Les hôteliers eux-mêmes ont horreur de ce libertin et le chassent de leurs respectables demeures. Gorki, ainsi excommunié, interdit, sans gîte, a dû songer qu'en Russie, terre de servitude, jamais pareille chose n'aurait pu arriver. La liberté politique est une chose et la liberté des mœurs, une autre. Certes la Russie ne possède pas la première, mais elle jouit de la seconde plus qu'aucun pays du monde. Vous pouvez ici vivre à votre guise, manger, vous loger, vous habiller comme il vous plaît, aimer qui vous voudrez, dans les règles ou en dehors des règles, sans que personne y fasse la moindre objection.

31 Mai.

Revu le haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, qui m'a présenté à M. Gorémykine. Nous sommes venus à parler des lois fondamentales, promulguées un peu avant la réunion de la Douma. « Vous ignorez peut-être, m'a-t-il dit que le ministère actuel n'est absolument pour rien dans l'élaboration de ces lois. Elles ont été préparées sous le ministère Witte et Dournovo; et M. Gorémykine n'en a même pas été informé. »

Ainsi c'est M. Witte qui conseille le manifeste du 30 octobre. Le vent était alors au libéralisme : M. Witte était libéral. Il devint ensuite réactionnaire, et, sans aucun empêchement de sa part, son associé Dournovo confisqua les journaux, décréta partout l'état de siège, et remplit les prisons de détenus. Puis on confectionna les lois fondamentales, pour contenir la Douma. Juste au moment que la Douma s'assemble, M. Witte et M. Dournovo s'en vont. On appelle au pouvoir de nouveaux ministres qui auront à poursuivre ce que d'autres, à leur insu, ont commencé. Quel désordre dans ce gouvernement, quel gâchis !

La question agraire à la Douma.

1er Juin.

Hier a commencé le grand débat sur la question agraire qui doit pendant des semaines occuper la Douma. Tout le monde, réactionnaires, modérés, révolutionnaires, s'accorde à reconnaître que cette question est d'une importance capitale et de cela, à vrai dire, l'étranger est d'abord quelque peu étonné. Comment! quand il s'agit de détruire tout un régime et d'en édifier un nouveau, quand il s'agit de réformes si belles et si nobles. garantie des libertés individuelles, égalité de tous devant la loi, suppression des classes sociales, instruction du peuple, etc., etc., voilà bu'on ne s'occupe plus que de couper en quatre

quelques petits morceaux de champ. Seules de basses préoccupations matérielles font mouvoir ces délégués de la nation russe. Tous leurs efforts, tous leurs calculs, toute leur éloquence n'iront qu'à redistribuer quelques arpents!

Mais avant de prononcer un jugement, il faut bien comprendre dans quelles conditions particulières se trouve la Douma et pourquoi forcément la question agraire passe au premier plan.

La nation russe est une nation de paysans (81,5 0/0 du nombre total des habitants) et, par la volonté expresse du gouvernement, la Douma est à l'image de la nation : les paysans y forment de beaucoup le corps le plus nombreux. Soit pendant les élections, soit après les élections, au Parlement, la classe des campagnards dispose de la principale force. Il convient, avant tout, de s'assurer cette force. C'est ce qu'ont parfaitement compris les hommes qui dirigent le parti *cadet*. Comme les paysans réclament énergiquement et unanimement plus de terres, les cadets ont élaboré leur projet agraire qui comporte la distribution des biens nationaux et une expropriation partielle des propriétés privées. Aussi les paysans ont-ils, en maint endroit, assuré le triomphe des

cadets; à la Douma leurs députés ont presque tous voté avec les *cadets* et les *travaillistes.*

Il faut bien prendre les soldats où ils sont, c'est-à-dire dans le peuple. Dans la lutte qu'ils engagent contre l'autocratisme, les intellectuels, les libéraux ont besoin des paysans ; les habitants des villes, les ouvriers ne suffisent pas ; le gouvernement est toujours parvenu à réprimer les révoltes citadines. D'autre part, les ouvriers sont presque tous inféodés aux partis les plus violents. Les avoir comme seuls auxiliaires ce serait se livrer entièrement à eux, et il serait bien difficile après la victoire d'échapper à leur tutelle.

Sans doute le moujik est misérable, trop pauvre en terres, mourant de faim quelquefois. Mais sa misère ne date pas d'hier ; les causes en sont bien lointaines et si, tout d'un coup, l'on s'intéresse tant à son sort, c'est que les partis d'opposition ont conscience de son immense force. Pour réduire le gouvernement, pour l'amener à capituler, le paysan n'aurait pas besoin de prendre sa fourche ou sa faux ; ce serait assez d'une résistance passive qui s'accorde beaucoup mieux avec son tempérament. Qu'il refuse les recrues et voilà le

gouvernement dans le plus terrible embarras. L'armée, sur laquelle il compte, est peuplée de moujiks en capote. Juqu'à présent, ils ont marché contre les révolutionnaires, aux théories desquels ils n'entendent rien du tout. Mais dès qu'on leur parle de la terre, ils comprennent tout de suite. Si donc il doit y avoir un conflit entre le gouvernement et la Douma mieux vaut qu'il éclate sur la question agraire. Là-dessus l'armée pourra hésiter. Voilà pourquoi pendant des semaines nous n'entendrons plus parler que de *désiatines* (mesure agraire valant un peu plus que l'hectare) et d'expropriation?

Pour l'intelligence de ces débats, il faut se dépouiller de l'état d'esprit *français*, il faut se rappeler toujours ces deux faits qui dominent tout :

1° Le paysan russe n'est pas accoutumé, comme le nôtre, à acquérir des terres par son argent, par ses efforts. Il tient son champ de l'État. En 1861, la grande réforme de l'empereur Alexandre II qui supprimait le servage lui a donné la terre en même temps que la liberté. Mais, de l'aveu même des historiens officiels, le *nadiel*, comme disent les

Russes, le lot attribué par la loi à chaque *âme*, l'être masculin qui, seul, compte pour le partage, ce *nadiel* était déjà insuffisant. Il l'est devenu de plus en plus, par l'accroissement considérable de la population.

2° Le paysan russe n'a pas, comme le nôtre, le sentiment de la propriété. Comment l'aurait-il ? on n'a jamais rien fait pour le lui donner. Les terres qui lui ont été accordées ne lui appartiennent pas en propre ; elles sont propriété de la communauté rurale, du *mir*, qui, tous les cinq, huit ou dix ans, les répartit de nouveau entre ses membres. Le gouvernement a toujours maintenu le *mir*, grâce auquel le paysan est emprisonné dans une association facile à diriger, à surveiller et où la responsabilité collective est substituée à la responsabilité individuelle.

De ces deux faits il résulte que le paysan se tourne vers l'État, dispensateur des terres, chaque fois qu'il est pressé par le dénument ; que l'expropriation des grands domaines lui paraît une chose toute naturelle ayant été déjà accomplie une fois.

∴

L'homme de la question agraire, c'est M. Hertzenstein : le projet de loi adopté par le parti cadet est son œuvre ; aussitôt que sur ce sujet les débats ont commencé, M. Hertzenstein a paru à la tribune, réfutant vigoureusement les ministres, citant des chiffres décisifs, montrant une compétence irrésistible.

Michaïl Jakoblevitch Hertzenstein, juif de Moscou, devenu orthodoxe afin de pouvoir épouser une Russe, avait passé brillamment ses examens de professeur. Mais parce qu'il était né juif, fils de Jacob, les autorités universitaires l'écartèrent comme un impur. Il entra alors dans la banque Boljakow qui s'occupait spécialement d'hypothéquer, d'acheter ou de vendre les propriétés foncières. Pendant les quinze années qu'il dirigea cette banque, il acquit une connaissance approfondie de la question agraire. Sur le tard, il fut chargé d'un cours libre à l'Université de Moscou, de sorte que ce titre si envié ici, ce titre sacro-saint de professeur dont on fait habituellement précéder son nom n'est point, comme le prétendait perfidement le *Stolo*, un titre usurpé. Les *cadets* n'ont point voulu se priver d'un si précieux auxiliaire et pour lui permettre d'entrer à la Doume, le prince

Dolgoroukof, frère jumeau du vice-président, s'est effacé devant lui aux élections dernières, à Moscou.

Nous nous sommes assis, M. Hertzenstein et moi, tout au fond de la longue galerie de la Douma, sur une banquette près d'une fenêtre ouverte et pendant longtemps, le crayon à la main, je l'ai écouté. C'est un petit homme blond, portant des lunettes et paraissant très timide, très doux et très bon. Ce terrible jacobin, voleur des champs et prêchant le pillage au peuple, ainsi que le représentent les réactionnaires, on a vraiment peine à croire que ce soit lui. M. Hertzenstein me dit immédiatement comme s'il tenait avant tout à se disculper d'un reproche qui lui est très pénible :

— Croyez bien que je ne suis ni un utopiste, ni un spoliateur. J'ai passé vingt ans de ma vie à pratiquer la question agraire, et c'est à faire œuvre pratique que j'ai visé. Le projet que j'ai présenté à mon parti est un projet réalisable et si, demain, l'on me confiait le ministère (ce que je ne crois guère, ajoute-t-il en souriant), j'en entreprendrai immédiatement l'exécution. Quant à soutenir que nous voulons dépouiller les propriétaires, les frustrer sans indemnité, de leurs biens, ceux qui par-

lent ainsi n'ont jamais voulu nous écouter, ni nous lire.

« La réforme agraire est compliquée dans les détails, mais fort simple dans l'ensemble. Elle peut se décomposer en quelques affirmations successives.

« Les paysans n'ont pas assez de terres pour vivre. Cela, ce n'est pas nous qui l'avons dit les premiers. Tous les fonctionnaires, toutes les publications officielles l'ont reconnu. Parcourez-les seulement et vous serez édifié. Depuis des années, le gouvernement se préoccupe de la question, nomme commissions sur commissions. Naturellement, comme il arrive quelquefois ailleurs, mais toujours en Russie, ces commissions ne produisent aucun résultat. Depuis la suppression du servage en l'an 1861, le gouvernement n'a rien fait (sauf la banque des paysans et je vous en montrerai dans un instant les conséquences) pour les paysans. Les réformes ont été renvoyées aux calendes; on nous a laissé la besogne tout entière, une terrible besogne qui va maintenant absorber notre temps et nos efforts.

« Puisque le paysan manque de terres cultivables et qu'il faut de toute nécessité lui en donner

nous devons prendre ces terres où elles sont. Celles de la couronne, en *toundras* et en marécages, ne valent rien pour la culture ; celles des apanages et du clergé sont insignifiantes. C'est grand dommage que nous n'ayons pas en ce moment un clergé aussi riche en domaines que l'était le vôtre, quand éclata la Révolution. Nous puiserions dans ces biens nationaux pour contenter les paysans. Mais notre clergé est pauvre en terres. Catherine II l'en a dépouillé déjà une fois et nos empereurs ne lui ont pas permis d'en amasser de nouveau. Il ne nous reste que les propriétés privées.

« Ces biens privés, nous proposons de les exproprier en partie, de prendre sur 15 millions cultivables environ 20 millions *en usant de tous les ménagements possibles, de toutes les précautions.* Nous voulons qu'on ne touche à aucune petite propriété (de 50 à 100 hectares) ni aux propriétés cultivées d'une matière intensive ou liées à quelque industrie. Il faudrait exproprier seulement les biens que leurs maîtres n'exploitent pas directement, mais afferment aux paysans.

« Nous avons l'intention de rembourser les propriétaires au *prix juste.* Ce prix juste, que des commissions locales détermineront, ne sera pas

le prix réel ; par suite de la rareté des terres à acheter et du grand besoin qu'ont de ces terres les paysans, les prix ont monté dans des proportions anormales ; il sera équitable de leur faire subir une diminution. J'évalue à sept ou huit milliards de francs la somme nécessaire à cette expropriation. Évidemment s'il nous fallait trouver pareille somme, nous serions bien embarrassés. Mais nous n'avons pas besoin de la trouver. Plus de la moitié des biens à exproprier n'appartiennent déjà plus à leurs propriétaires actuels : ils sont hypothéqués. L'État n'aura qu'à reprendre cette hypothèque. Il créera un papier, négociable en Bourse, et représentant la valeur des domaines expropriés.

« La grande objection qu'on nous adresse, c'est que les paysans recevront volontiers de nouveaux champs, mais refuseront d'en payer à l'État le fermage, ce qui conduira rapidement ce dernier à la banqueroute. Pourquoi veut-on que les paysans ne paient pas ? Ils paient maintenant des fermages beaucoup plus forts que ceux que nous leur demanderons et leur faim de terre est telle qu'ils n'ont qu'un désir : en acheter ou en louer davantage, à n'importe quelles conditions. »

Ici M. Hertzenstein sortit de sa poche un papier.

— Vous savez, dit-il, que le gouvernement a créé une banque pour avancer des capitaux aux paysans et leur permettre d'acquérir à l'occasion les domaines dont les possesseurs sont obligés de se défaire. Excellente entreprise en principe. Seulement les conséquences en ont été une hausse invraisemblable, scandaleuse, dans le prix de la terre. Les paysans ont tous voulu acheter, dès qu'on leur en donnait les moyens, et naturellement les vendeurs haussaient de plus en plus leur prix. Le désiatine est vendu par la Banque aux paysans : en 1891, 39 roubles ; en 1892, 45 ; en 1893, 50 ; en 1894, 49 ; en 1895, 52 ; en 1897, 71 ; en 1898, 76 ; en 1899, 78 ; en 1900, 83 ; en 1901, 90 ; en 1902, 108.

« Et cette hausse prodigieuse est proportionnelle au chiffre des capitaux engagés dans la Banque : plus la Banque fait d'affaires et plus la valeur des terres augmente !

« On peut déduire de là : d'abord que les paysans paient très bien les annuités qu'on leur demande et on leur en demande beaucoup trop ; ensuite que la Banque ne constitue pas pour le mal agraire un remède suffisant ; elle a été faite

et elle sert pour ceux qui veulent vendre, non point pour ceux qui veulent acheter. »

M. Hertzenstein paraît surtout soucieux de me convaincre qu'il n'est ni un théoricien, ni un démagogue. « Parce que je cherche les moyens d'alléger les souffrances du peuple, certains journaux me couvrent quotidiennement d'injures et je reçois, par douzaines, des lettres de menace. Je suis condamné à mort comme ennemi du peuple. Mais tout cela ne m'empêchera pas de parler, quand il le faudra, et d'agir, dès que je le pourrai (1). »

∴

2 Juin.

Depuis quelques jours le *Messager Officiel* publie de longues séries de télégrammes expédiés de

1. L'arrêt de mort a été exécuté. M. Hertzenstein a été assassiné à Ptérioki, en Finlande, où il villégiaturait avec sa famille, après la dissolution de la Douma. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est non point sa mort (on meurt si communément du revolver ou de la bombe en pays russe), mais bien le fait qu'elle ait été annoncée deux heures auparavant par un journal réactionnaire de Moscou. Comment la feuille moscovite fut-elle ainsi informée d'un événement non encore accompli ? C'est là un mystère que la police de M. Stolypine s'est montrée impuissante à éclairçir.

tous les points du pays russe et demandant au tsar la dissolution de la Douma criminelle, le maintien de l'autocratisme intégral, si nécessaire au bonheur et à la grandeur de la Russie. Les réactionnaires faisaient grand cas et grand bruit de ces télégrammes, significatifs, disaient-ils. Or, voici qu'un des rédacteurs de *Nacha Zizn*, en conférant deux de ces adresses, provenant l'une du midi et l'autre du nord de la Russie, a découvert entre elles une ressemblance inquiétante ; les deux adresses étaient sœurs jumelles et leurs parents ne se trouvent ni au nord, ni au sud, mais à Pétersbourg, dans les bureaux mêmes du *Messager Officiel*. Un député se propose de porter l'histoire à la tribune et d'exiger de M. Stolypine un blâme pour la mauvaise foi ou tout au moins la maladresse de ses subordonnés.

La vie et les mœurs.

3 Juin.

Rien n'est plus digne de remarque que les égards dont on entoure ici les ivrognes. J'en voyais un l'autre soir, aux Bouffes, qui faisait obstinément du scandale dans la salle du restaurant toute pleine, agrippait les gens au passage, gueulait et renversait les verres, menaçant de choir à tout instant sur les consommateurs voisins. Partout ailleurs on eût jeté dehors ce poivrot. Ici, le patron, le gérant et le sous-gérant s'étaient dérangés pour le veiller. Ils souffraient ses embrassades et écoutaient ses inepties expectorées longuement parmi les hoquets. L'ivrogne continua ainsi impunément à troubler l'ordre

jusqu'au moment où il s'affala lourdement sur la table et s'endormit, vaincu par le vin.

Quand un *gorodovoï* (agent de police) rencontre par les rues quelque homme par trop titubant, il réquisitionne un *isvotchik* (fiacre découvert) et le fait voiturer doucement à son domicile s'il en a un, au poste de police s'il n'en a pas. Le plus souvent l'homme ayant bu jusqu'à son dernier kopek, n'a plus de quoi payer l'isvotchik, mais le cocher ne l'en conduit pas moins, avec toutes sortes de précautions, ainsi qu'une épousée ; de temps à autre il retourne la tête et jette un coup d'œil sur l'ivrogne sommeillant, pour s'assurer qu'il est bien calé sur les coussins et ne risque pas de tomber.

L'ivresse est ainsi considérée comme un état privilégié, presque divin, qui confère de droit toutes les indulgences. Le peuple n'attache aucune idée déshonorante au fait de s'enivrer. J'ai connu des officiers en Mandchourie qui paraissaient devant leurs hommes complètement gris et n'en étaient pas moins très respectés et très aimés. Un jour, Stephan Ivanovitch, l'ordonnance d'un général qui logeait avec nous, nous dit en parlant de son maître et de l'air le plus naturel du monde :

« Son Excellence vient d'arriver, il est absolument soûl ! »

∴

4 Juin.

C'est vraiment quelque chose d'extraordinaire que la vie nocturne de Pétersbourg. Paris, qui passe pourtant pour la capitale de la débauche, la Babylone moderne, n'offre au noctambule que des ressources dérisoires, si on les compare à celes d'ici. A Paris, quand minuit vient ou une heure, il faut aller se coucher; seuls quelques braves étrangers combattent héroïquement le sommeil chez Maxime ou dans les cabarets de Montmartre, le lieu le plus lugubre de l'univers. Ici, c'est à cette heure que la vie commence ; c'est alors que les concerts et les jardins (1) sont le plus animés. Et

1. Le lieu de réjouissances des Russes c'est le *Sad*, un vaste jardin comprenant généralement une salle de concert fermée, une ou deux autres scènes ouvertes, une salle de café et restaurant, quantité de cabinets particuliers, une musique militaire qui joue en plein air, un orchestre de tziganes qui joue au dedans. Tout cela est fait pour des centaines ou des milliers de personnes.

que de concerts, que de jardins : Aquarium, Chrestowsky, Bouffes, Farce, Jardin zoologique, Németi, Maison du Peuple, Opéra russe, Livadia, Pavlosk! Notez que le plus petit de ces concerts peut contenir cinq ou six fois plus de monde que le plus grand de chez nous. Chacun d'eux possède deux ou trois scènes; quand la représentation théâtrale est finie, aussitôt une autre représentation commence pour les soupeurs du restaurant: chansonnettes, danses, cinématographe, tziganes; pas un seul instant on ne laisse le public à lui-même; il pourrait s'ennuyer et s'en aller. Des divertissements variés le raccrochent, l'agrippent au passage: il s'assied, boit ou mange (souvent les deux ensemble), regarde, écoute et prolonge jusqu'au matin la veillée.

Ne croyez pas que seuls, les riches, les oisifs fassent ainsi. Il faudrait alors supposer que la population de Pétersbourg ne se compose que d'oisifs et de riches et si la première supposition est, à la rigueur, permise, certes la seconde ne l'est pas.

A voir combien ce peuple, celui d'en bas comme celui d'en haut, est friand de divertissements et aussi combien ces divertissements sont dispen-

dieux, je me suis toujours demandé d'où il prenait l'argent pour les payer. Or, voilà déjà assez longtemps que je vis avec les Russes et je n'ai pas encore pu répondre à cette question.

D'autre part, comment des gens qui passent ainsi la nuit sans dormir, auront-ils la tête assez libre pour bien travailler le lendemain ? Encore une question sans réponse.

La Douma prépare des réformes politiques, des réformes économiques : elle entend donner au peuple la liberté et le pain. Certes cela est fort bien, mais cela ne suffit pas. Il restera à faire une loi sévère qui, sous la menace d'une terrible amende, contraindra les gens à aller se coucher !

Les Allemands en Russie.

5 Juin.

Je lis attentivement tous les matins la *Petersburger Zeitung*, la principale feuille allemande de Pétersbourg. Ce journal est bien informé ; il contient une bonne chronique de la province Mais quel détestable esprit réactionnaire !

L'Allemand de Russie, haut fonctionnaire ou boutiquier florissant, trouve excellent ce régime qui lui assure une vie grasse et bien considérée. Malheureusement le Russe n'a pas les mêmes raisons de penser ainsi. Alors l'Allemand, l'homme de Riga et de Dorpat, s'indigne contre ce qu'il appelle les furies révolutionnaires. Des Slaves désordonnés prétendent changer quelque chose

à leur gouvernement ! On va donc bouleverser cette vieille Russie si douce à l'Allemand et qui lui réserva toujours ses meilleures places, tous les honneurs, tous les profits ? Il ne suffirait plus d'être un hobereau des provinces baltiques pour parvenir aux plus hauts postes de l'administration, de la diplomatie ou de l'armée.

L'Allemand de Russie crible la Douma de railleries et d'injures. Il s'étonne que le gouvernement n'ait pas déjà fait chasser par ses cosaques cette poignée de discoureurs factieux. Sans aucun doute le gouvernement est trop faible. Heureusement, il y a, non loin, à l'ouest, un gouvernement fort qui ne saurait permettre au parti de l'émeute de triompher, un gouvernement qui sauverait tout ce que la Douma menace, l'autocratisme et la propriété.

Chez les cadets.

6 Juin.

J'ai encore passé une soirée au club des cadets. On y discute en permanence. La tactique des chefs cadets peut se résumer en quelques mots: faire durer le plus possible la Douma. « En ce moment, me disait l'un d'eux, nous ensemençons. » La Douma ne pourra pas légiférer, puisqu'elle a besoin de la collaboration gouvernementale et que le gouvernenement lui refuse cette collaboration. Mais si son action matérielle est nulle, son action morale est grande ; elle agite pêle-mêle tous les problèmes, elle fait vibrer la Russie tout entière, toutes les provinces et toutes les classes; surtout elle dévoile les abus et les turpitudes de ce régime autocratique. Ses orateurs osent cette

chose extraordinaire, si nouvelle en pays russe, interpeller un ministre. Et le ministre cité répond à l'appel, vient se justifier. Le peuple en est informé et prend peu à peu conscience de ce pouvoir qui vient de lui et est supérieur à celui des *tchinovnik*. C'est beaucoup que tout cela.

Si l'on écoutait les *travaillistes*, la Douma précipiterait le conflit avec le ministère. Celui-ci qui dispose de la force, trouverait là le prétexte qu'il cherche; il convaincrait l'Empereur que la dissolution est nécessaire; la Douma dissoute, ce serait fini des liberté de la presse et des réunions.

Les cadets ne veulent pas trop mécontenter les *travaillistes* ; mais ils veulent encore plus éviter le conflit. De là cette politique louvoyante ; de là ces discours violents et ces votes qui le sont beaucoup moins; de là ce besoin de délibérer sans cesse, de chercher à tout instant son chemin.

Enfin (pourquoi ne pas le dire?) ces chefs des cadets sont des hommes comme les autres et plus d'un caresse l'espoir de devenir ministre prochainement. On parle déjà de la formation d'un ministère parlementaire. Encore que la Russie ne soit pas précisément la terre des décisions catégoriques et que les portes puissent plus longtemps

qu'ailleurs y être ni ouvertes, ni fermées, il faudra bien qu'un jour ou l'autre l'Empereur se décide, soit à renvoyer la Douma, soit à la reconnaître, en lui confiant le pouvoir. Ce jour-là, les professeurs, les avocats, les grands propriétaires et les grands seigneurs qui constituent l'État-major du parti cadet, toucheraient la récompense de leur conduite habile. Ils seraient appelés à sauver leur pays et qu'il s'agisse de la Russie ou de la France, cela fait toujours plaisir à un homme quand on l'appelle à sauver son pays!

Le gouvernement et la question agraire.

7 juin.

On me disait souvent ces temps derniers : « Vous n'avez pas encore entendu M. Gourko. Alors réservez votre opinion jusque-là. Quand vous l'aurez entendu ! » M. Gourko est l'adjoint du ministre de l'Intérieur, il jouit d'une grande réputation dans les salons réactionnaires : on s'accorde à vanter son éloquence, la précision de ses connaissances, son intrépidité d'esprit : « Il n'aura pas peur d'aller à la tribune, m'assurait-on, et il dira leur fait à tous ces polissons de la Douma. »

Mais, moi, j'étais comme les Polonais, ce nom de Gourko me rappelait de mauvais souvenirs. Il y eut un Gourko, le grand, qui administra, un peu rudement la Pologne ; il y en eut un autre qui

fut pendant quelques jours censeur de la presse en Mandchourie. C'était bien le plus admirable censeur que l'État-Major russe eût pu rêver ; les autres se contentaient de saccager de-ci, de-là les télégrammes et les lettres; ils coupaient parfois un bras, parfois un pied, parfois même la tête, ce qui fait que le télégramme ne signifiait plus rien ; il était sans cervelle et son expéditeur paraissait l'être aussi. Mais le colonel Gourko (il est aujourd'hui général, cela lui aura valu de l'avancement) le colonel, lui, supprimait tout, même la date et la signature qui, disait-il, peuvent fournir des indications à l'ennemi; et par-dessus le marché il injuriait le correspondant. . . . .

M. Gourko, le ministre adjoint, a parlé devant les députés: M. Stichin-ky, ministre de l'Agriculture, a parlé aussi et ce qui ressort de leurs discours, c'est que le gouvernement ne veut pas entendre parler d'expropriation: « Si vous prétendez exproprier, disent-ils, pourquoi limiter cette opération, pourquoi dépouiller les uns et pas les autres? Il faut tout exproprier et partager également la terre entre tous, comme le demandent les socialistes. » C'est là une réfutation facile, par l'absurde.

M. Gourko prétend que, pour l'amélioration du sort des paysans, il faut s'en tenir aux vieilles méthodes, banques rurales, émigration. Il montre que, même en supposant l'expropriation totale, comme il n'y a que 10 millions de désiatines pour environ 40 millions de paysans mâles, l'accroissement ne serait que d'un désiatine par tête. Il ne vaut vraiment pas la peine de bouleverser la Russie pour si peu.

M. Stichinsky a énuméré les ruines que causerait l'expropriation : l'industrie détruite, la production nationale considérablement diminuée, car le paysan russe est incapable d'une culture rationnelle et intensive. Il a toujours été un payeur détestable, surtout quand il s'agit de payer à l'État et si l'on compte sur son fermage pour entreprendre quelque grande opération financière, c'est à la banqueroute que l'on va. « Les paysans de l'Allemagne ou de la France, a-t-il dit, n'ont pas besoin que l'État leur distribue des terres. Ils achètent eux-mêmes ces terres, ou ils s'arrangent pour vivre autrement. Pourquoi le paysan russe ne ferait-il pas comme eux ? »

Ainsi, une fois de plus, après la déclaration ministérielle, le gouvernement prend nettement posi-

tion sur la réforme agraire. Il n'a pas dit encore exactement ce qu'il voulait faire ; mais, il a bien dit ce qu'il ne voulait pas. Pourquoi, au risque de mécontenter vivement les paysans, écarte-t-il si énergiquement l'idée d'une expropriation partielle qui est pourtant, il le sait bien, le seul remède énergique au mal agraire. Le gouvernement a contre lui les ouvriers, les intellectuels, presque toutes les classes moyennes, une bonne part de la noblesse. Et voilà qu'il risque de s'aliéner les classes rurales si dévouées à l'autocratisme ! Il faut pour cela de bien fortes raisons. Si le paysan se tient tranquille, le gouvernement peut espérer, avec les forces dont il dispose, briser toutes les autres révoltes. Or, donnez-lui seulement un peu plus de terre et le paysan ne bougera pas. Pourquoi donc ne pas lui donner ce peu de terre, dût-on le prendre à ses possesseurs actuels ?

C'est que ces possesseurs constituent le gouvernement lui-même; ils sont les parents, les amis, les soutiens des ministres. Ils seraient les premiers à être expropriés et cette perspective ne leur sourit guère, car, dans leur idée, être expropriés équivaut à être dépouillés. Même s'ils

étaient assurés qu'on paiera leurs terres au prix qu'elles valent, sans réduction (et ils ont tout lieu de croire qu'il n'en sera pas ainsi), même alors ils ne renonceraient pas à ces terres de bon gré. Ils aiment ces domaines que leur ont laissés leurs pères et où ils ont grandi ; quand ils vont vivre dans leurs châteaux et qu'ils sentent tout autour d'eux des milliers d'hectares leur appartenant, des villages peuplés de leurs anciens serfs qui les saluent très bas, ils ont conscience d'être vraiment des seigneurs. La terre, pour eux, ne donne pas seulement des revenus; elle confère aussi la puissance et la dignité. L'un d'eux me disait un jour : « une aristocratie sans terres n'est plus une aristocratie....... »

Les débats agraires trahissent quelques divergences d'opinions dans le parti cadet. Le prince Lvoff, député de Saratof, ayant autrefois joué un grand rôle dans les congrès des *zemstvos*, vient de quitter le parti parce qu'il n'était plus d'accord avec lui sur le projet de réformes : il admet l'expropriation partielle, mais il ne veut pas instituer une *réserve de terres*, ce qui, prétend-il, augmenterait dans des proportions effrayantes le rôle de l'État et accroîtrait encore le pouvoir déjà si grand

des bureaucrates. Le prince Lvoff paraît croire que dans le nouveau régime, même si l'on remet tout à neuf, il y aura encore des bureaucrates : bureaucrates démocratiques, au lieu d'être bureaucrates autocratiques. Le prince Lvoff n'a aucune illusion à cet égard : fils d'une démocratie qui a fait trois révolutions, mais qui n'a pas, tant s'en faut, détruit la bureaucratie, je lui sais gré de n'en pas avoir. D'autre part, M. Petrazycki, un Polonais, député de Pétersbourg, jurisconsulte célèbre, professeur à l'Université, et membre influent du club cadet, a prononcé un long discours où il critique aussi un passage du projet d'Hertzenstein : les terres expropriées doivent, d'après lui, être vendues et non pas affermées aux paysans.

Chez les octobristes. — Trop de discours à la Douma.

8 Juin.

Vu, chez lui, M. Stakhovitch, un des chefs du parti *octobriste*. Ce parti est réduit à l'impuissance par la faute du gouvernement. Le moyen de rester modéré quand le gouvernement signifie bien clairement à tous qu'il n'accordera rien, pour si raisonnables que soient les demandes ! Les *octobristes* auraient pu, au cours des élections, rallier un assez grand nombre de suffrages : leur programme convient à beaucoup de gens qui ne rêvent pas d'un bouleversement immédiat, qui voudraient exécuter les réformes sans trop de précipitation. Mais juste au moment des

élections, le ministère Dournovo, par les excès de son terrorisme administratif, décourageait les modérés, les inclinant vers des hommes plus énergiques et des programmes plus avancés. Les *octobristes* sont arrivés en petit nombre à la Douma et ils s'y trouvent dans une situation embarrassante. Il leur faut tantôt accuser le gouvernement et tantôt le défendre. Quand la veille, ils ont voté comme les cadets, ils doivent le lendemain leur crier : « Prenez garde, vous allez trop loin ! » Or, les assemblées n'aiment pas beaucoup les avertissements de ce genre.

Stakhovitch me dit : « Il y a trois ans j'ai eu maintes difficultés avec Plewhe ; nul n'a critiqué plus durement que moi le ministère Dournovo ; j'ai flétri publiquement ce ministre, pour une sale affaire de concussion dans laquelle il était mêlé. On m'accusait alors d'être un révolutionnaire et vous trouverez bien des gens pour vous dire que, pendant la guerre de Mandchourie, j'ai profité de ma situation de directeur d'un hôpital privé, pour faire de la propagande parmi les officiers et les soldats. Maintenant, je ne suis plus qu'un réactionnaire. Il a suffi de quelques mois pour opérer ce miracle. *Et pourtant je n'ai pas changé!* »

La discussion agraire continue à la Douma. Il y a encore cent vingt orateurs inscrits et nous n'en sommes qu'à la discussion générale. C'est un flot de discours, dont assez souvent ceux du lendemain repètent ceux de la veille. Pourquoi tant de paroles ? Tout a été dit déjà et la question exposée sous tous ses aspects par les hommes qui la connaissent le mieux. Mais après les gros, les petits : chacun, n'eût-il rien à dire, tient à placer son mot tout de même dans un débat qui intéresse à tel point le pays. Avant-hier, un paysan, venu à la tribune, y fut si lamentable qu'on lui cria de tous les côtés de s'en aller. Il eut la sagesse d'obéir à ce conseil : tandis qu'il regagnait son banc, quelqu'un lui demande : « Pourquoi diable as-tu voulu parler, puisque tu ne sais rien dire ? » Le paysan répond : « C'est vrai ; mais les habitants de mon village m'ont écrit qu'ils lisaient les journaux et n'y trouvaient jamais mon nom parmi ceux qui parlent à la Douma. Ils s'en montraient étonnés et fâchés. Alors j'ai voulu parler pour les satisfaire. »

Au village.

Ces ennuyeux débats ne m'apprendront plus rien. Comme il serait autrement intéressant d'aller, en pleine terre russe, voir de près des paysans, regarder comment ils vivent, comment ils cultivent, comment fonctionne le *mir*. J'ai bien lu tout cela dans de gros livres. Mais les livres, c'est toujours si loin de la vie !

Le désir me prend de quitter pour quelques jours le palais de Tauride et je parle de mon projet à M. Maxime Kowalesky qui le trouve excellent : « Vous pouvez partir sans crainte, me dit-il. Rien d'essentiel ne se produira à la Douma pendant huit ou dix jours. Allez donc chez notre ami, M. de Roberty, dans son bien du gouvernement de Tver. »

M. de Roberty passe une semaine à Saint-Pétersbourg et la semaine suivante dans sa propriété. Il m'invite le plus aimablement du monde à l'y accompagner, aussitôt qu'il connaît mon désir, j'accepte volontiers et nous partons ensemble pour Staritza.

9 Juin.

Valentinofka, district de Staritza,
gouvernement de Tver.

Après une nuit de wagon, une *tarantass* attelée de trois chevaux nous emporte sur une route poudreuse et me voici perdu dans une chose immense, une chose analogue à la mer, où pendant des heures et des heures tout se ressemble : c'est le même horizon de champs et de forêts, les forêts de bouleaux et de sapins; ce sont les mêmes villages, les mêmes maisonnettes en bois et les mêmes moujiks avec la barbe laineuse, les bottes et la casquette. Aucune variété ni dans les hommes, ni dans les choses En France, en Allemagne, le pays, les habitants changent à chaque instant ; presque chaque colline est une frontière au delà de laquelle le voyageur découvre avec

surprise une vallée différente de celle qu'il vient de parcourir. Mais ici cette surprise n'existe pas et vous savez qu'il en serait ainsi pendant des centaines et des milliers de verstes. Terre d'une uniformité, d'une monotonie lassante, pays trop vaste et bien fait pour n'avoir qu'une loi, de même qu'il n'a qu'*une* nature et qu'*un* aspect !. . . .

Il faut avoir roulé sur ces chemins russes pour apprécier nos belles routes de France. La route ici n'est chaussée que par intervalles ; la pierre est rare, apportée de fort loin et il coûterait trop cher d'en mettre partout. Le voyageur ballotté, meurtri par les ornières, espère que bientôt la chaussée reparaîtra et que ses os seront pour un moment épargnés.

Arrivée dans la maison du propriétaire, l'ancienne demeure seigneuriale, dont quatre villages de serfs dépendaient. Elle est toute en bois à un seul étage et d'une extrême simplicité. Les deux serviteurs nous attendent sur le perron; Serge, le vieux valet, avec sa bonne figure de caniche, me conduit dans ma chambre, souriant et empressé.

* * *

Les mots signifiant *village* et *forêt* ont, en russe, la même racine (*dierevnia* et *dieréro*). Cette communauté d'origine est significative. Le village n'est qu'un peu de forêt conquise. Encore aujourd'hui dans la région où je me trouve, la forêt couvre plus de la moité des terres. Elle couvrait tout autrefois, quand arriva le colon russien, le grand bûcheron. Il place sa hutte, près d'un cours d'eau, en quelque endroit favorable et tout autour il commence à abattre les arbres; il fait un champ qui lui donne le blé, sur l'orée de la forêt immense qui lui fournit en toute abondance, cette chose plus nécessaire encore, le bois, dont il bâtit, dont il se chauffe, dont il fabrique tous ses intruments.



A un quart d'heure de la maison, se trouve le petit village de Dimitrovo; il ressemble à tous les autres villages. Il est une des milliers de cellules toutes pareilles qui composent cette chose énorme, l'empire russe. Regardons de près cette cellule et voyons comment elle vit.

Quand, M. de Roberty et moi, nous traversons en voiture l'unique rue de Dimitrovo, nous voyons

devant une *isba* (chaumière), un groupe assez nombreux de paysans assemblés. Les paysans ôtent tous leur casquette : l'un d'eux s'approche de notre voiture ; c'est le *staroste* (1), le chef élu de la communauté. Tous les trois ans les paysans se réunissent, comme ils le sont maintenant et ils choisissent un *staroste*, élu le plus souvent malgré lui. Les fonctions ne rapportant guère que des ennuis sont naturellement peu briguées. Autrefois le staroste avait encore le privilège de n'être pas fouetté ; de nos jours ce privilège s'est étendu à tous. On choisit le staroste parmi les moujiks les moins pauvres et généralement le choix se fait assez facilement; quelques paysans jettent un nom à l'assemblée et celle-ci s'y rallie. Il n'y a pas vote à proprement parler mais plutôt acclamation; la loi de majorité, comme on l'entend chez nous, est inconnue ; un candidat qui n'aurait que la moitié plus un des votants ne se considérerait pas comme élu ; presque toujours les dissidents se rangent à l'opinion du plus grand nombre.

Le staroste nous conduit dans son *isba* : ce n'est pas la chaumière enfumée et fétide que nous nous

1. Staroste signifie *l'ancien*.

représentons communément d'après les descriptions des romanciers, mais une maison de bois spacieuse, confortable, assez propre; elle comprend deux vastes pièces, l'une pour manger, l'autre pour dormir. Le maître du logis nous prie de prendre place et je commence à l'interroger. C'est un homme d'une quarantaine d'années, de belle taille, d'un visage régulier et fin encadré d'une barbe blonde; il porte, au lieu de la chemise nationale, un veston européen, acheté tout fait au bazar de la ville voisine, mais tout sali de taches graisseuses. Le staroste n'a pas l'air franc; ses réponses ne sont nettes qu'autant qu'on le questionne sur des *faits*; dès qu'on lui demande des appréciations, il se dérobe et s'en tire à la manière du Normand: « pour une année où il y a des pommes, il n'y a pas de pommes... »

Le village de Dimitrovo comptait, en 1861, lors de la suppression du servage, 108 âmes (1) qui reçurent chacune 4 désiatines. Le nombre des âmes est aujourd'hui de 180. Dans beaucoup de

1. Seul l'être masculin est une *âme* (doucha) et compte pour la distribution des terres. Un proverbe russe dit : *ou jenchina douchi niet, a par*, la femme n'a pas une âme, mais de la vapeur.

villages russes l'accroissement de la population a été plus considérable encore. Le *nadiel* (lot de terre) accordé à chaque âme se trouve donc réduit d'un tiers ou de la moitié.

« Tous les quinze ans, me dit le staroste, nous distribuons les terres de nouveau (le partage se fait à des époques variant généralement entre cinq et quinze ans). Nous cherchons à égaliser le plus possible les lots, en tenant compte de l'éloignement des champs, de leur qualité. Les lots sont placés dans une casquette et c'est le sort qui décide. »

Chaque *âme* de Dimitrovo reçoit maintenant 2 désiatines 8/10. Ce lot petit déjà ne saurait être d'un seul tenant ; il y a, en effet, bien des catégories de terres, celles qui sont éloignées du village et, par conséquent, plus difficiles à travailler et celles qui en sont rapprochées, les terres bonnes pour le blé ou le lin, les terres à laisser en prairies. Ainsi chaque partageant recevra de toutes petites parcelles qui composeront son lot. On voit combien un pareil système rend compliquée la culture ; ces parcelles sont souvent à une grande distance les unes des autres

Dans nos promenades autour de Valentinofka

j'ai remarqué que les champs de seigle ou d'avoine étaient découpés en des bandes longues et étroites; certaines avaient à peine 3 mètres de largeur. C'est là la part d'une âme.

J'ai remarqué aussi que chaque bande est fort nettement séparée de sa voisine par un intervalle où il ne pousse rien, ni seigle, ni avoine. Le paysan, encore qu'il soit emprisonné dans l'organisation *collectiviste* du mir, reste *individualiste* à l'excès. Il n'ensemence, ni ne fume les bords de son lopin, dans la crainte de faire profiter de *son* fumier ou de *son* grain le champ de son voisin. Cet intervalle improductif représente l'individualisme persistant au cœur du moujik. On pourrait croire que le paysan russe, membre du *mir*, ignore la haie, si chère à notre campagnard, la borne dont les Latins, peuple de propriétaires, avaient fait un dieu. Il n'en est rien. Le paysan enclôt son avoine et son seigle d'une haie artificielle ; il obéit à un instinct tout-puissant, sans considérer la perte qu'il éprouve ainsi. Car son lopin est très etroit, de 3 ou 4 mètres; 25 centimètres environ restant de chaque côté improductifs, un huitième de sa terre, de cette terre si précieuse et si rare, est de la sorte sacrifié.

Je demande au staroste : « Est-ce que chacun de vous est libre de cultiver à sa guise? — Point du tout, répond-il. La culture est décidée par l'assemblée du village qui fixe aussi les époques pour les travaux, labourages, semailles ou moisson. Quand l'époque prescrite est arrivée, chacun peut alors travailler comme il l'entend : les uns, les laborieux, labourent plus profondément ou fument davantage ; naturellement, dit le sage staroste, ils récolteront plus de seigle que les paresseux qui égratignent à peine la terre ou bien vendent leur fumier à leurs voisins pour s'acheter du *vodka.* »

C'est, comme on le voit, toujours le même mélange de collectivisme et d'individualisme qui constitue le trait le plus frappant du *mir.* Le choix de la culture est décidé par la communauté ; mais la culture elle-même ne regarde que l'individu. Supposez qu'un paysan plus intelligent désire exploiter sa terre d'une manière originale. Il ne le pourra pas à moins qu'il ne persuade à toute la communauté d'adopter ses théories nouvelles. Mais les communautés sont volontiers routinières, fermées aux nouveautés qu'elles n'adoptent que malaisément et seulement lorsqu'un particulier

audacieux leur en a, par son exemple, et à ses risques, démontré les avantages. Ici, cet exemple ne peut pas être donné, puisque l'individu est prisonnier de son groupe. Le progrès sera donc infiniment lent et par là s'explique le triste état de l'agriculture russe.

Justement M. de Roberty me dit que depuis huit ans les villageois de Dimitrovo cultivent à cinq assolements : un an de seigle, un de trèfle, un de lin et d'avoine consécutivement et un an de jachère. Auparavant ils cultivaient à trois assolements ; les champs se reposaient un an sur trois. Peut-être, depuis longtemps, quelque paysan de ce village avait-il eu l'idée de ce système plus intelligent. Mais il fallut y convertir la masse, ce qui ne put se faire que fort lentement.

Je demande au staroste : « Que discutiez-vous tout à l'heure? »

— Nous voulions, répond-il, emprunter du seigle au magasin du zemstvo, pour les semences d'août. Certains paysans n'étaient pas de cet avis. Mais nous nous sommes mis d'accord Nous paierons ce seigle l'année prochaine seulement. Nous commençions d'établir une liste et de faire la répartition entre nous tous

— Et vous mettez-vous toujours d'accord facilement ?

— Il le faut bien, réplique le staroste, *puisque nous sommes pour vivre ensemble.*

Je comprends que c'est là, en effet, une raison décisive.

— Les années qui précèdent une nouvelle distribution des terres, est-ce que chacun de vous travaille son champ avec autant de soin qu'auparavant ?

— Naturellement non, dit le staroste. On fume beaucoup moins, *puisque l'on sait que le champ passera à un autre.*

Il est inutile d'insister sur l'importance de cette réponse, faite tout naturellement, comme si, dans l'idée du staroste, les choses ne pouvaient pas se passer autrement.

— Est-ce que, lui dis-je, vous n'aimeriez pas mieux posséder votre champ en propre, pour toujours, et être libre ainsi de le travailler comme il vous plairait ?

La réponse du staroste est moins nette. C'est que je lui pose une question embarrassante, à laquelle, de toute évidence, il n'a pas beaucoup réfléchi. Le *mir* et ses conséquences, le partage

périodique lui sont tellement habituels ; il ne se voit guère vivant autrement, lui et les moujiks qui l'entourent.

Après un long moment de réflexion, il me répond : « Il y a des terres bonnes et il y a des terres mauvaises. Quand on a tiré au sort une terre mauvaise, on a l'espoir de la changer dans quinze ans. Mais s'il fallait la garder tout le temps, *cela n'irait pas !* »

Il ajoute : « On a bien de la peine à travailler cinq ou six morceaux de champ qui sont éloignés les uns des autres. Il serait bon d'avoir sa terre tout d'un bloc, autour de son isba, comme les seigneurs.

— Pour cela, lui dis-je, il faudrait que chacun bâtit son isba au milieu de son champ, loin de son voisin. Alors il n'y aurait plus de villages, plus d'assemblées, plus de *mir* et aussi plus de staroste. »

L'homme se met à rire de bon cœur, comme si c'était là une conséquence à laquelle il n'avait point songé.

Je constate qu'il est complètement inutile de continuer à le questionner là-dessus. Autant demander à un poisson s'il aimerait à vivre hors de son eau !...

« — Avez-vous beaucoup d'hommes du village qui travaillent au dehors (quand un membre du *mir* quitte son village pour aller vivre ailleurs, à la ville par exemple comme ouvrier, il n'en reste pas moins attaché à la communauté. Entre elle et lui, le lien n'est jamais rompu ; il conserve son lot de terres qui, assez souvent, est exploité par un de ses parents ou sa femme) ?

— Non, dit le staroste, nous pouvons vivre en restant ici. Quel besoin y a-t-il de s'en aller? »

C'est que le village de Dimitrovo, et M. de Roberty m'en fait la remarque, est un village assez riche. En dehors de leur part du *mir*, les paysans possèdent en propre une certaine quantité de terres qu'ils ont achetées, de leur argent, à un propriétaire voisin. Ce propriétaire s'est ruiné, ce qui fut un premier bonheur pour les gens de Dimitrovo. Ce bonheur-là serait encore chose assez fréquente car le nombre des propriétaires russes qui se ruinent est considérable. Mais celui-ci vendit son bien par parcelles aux moujiks, au lieu de le vendre tout d'un bloc à un autre propriétaire ou à un riche marchand de la ville. On peut affirmer que si la moitié des propriétaires consentait ainsi à se ruiner d'abord, puis à céder

par fragments ses biens aux moujiks, la question agraire serait immédiatement résolue. Mais comme ils y consentent malaisément, le projet de M. Hertzenstein a justement pour but de les y contraindre.

Ainsi donc les moujiks de Dimitrivo ont : 2 désiatines 8/10 de terres, par être mâle, qu'ils tiennent du *mir* et qu'ils changent tous les quinze ans ; environ 2 autres désiatines qui leur appartiennent. C'est parce qu'ils ont pu acheter ces 2 désiatines supplémentaires qu'ils sont regardés comme riches par rapport aux habitants des villages voisins ; ils n'ont pas besoin d'émigrer pour vivre ; ils restent presque tous chez eux, ne savent rien des villes, gardent fidèlement leur sainte ignorance et leur attachement au tsar.

2 désiatines en jouissance, 2 désiatines en propriété, ce n'est pas tout encore. Dimitrovo loue certains pâturages au propriétaire voisin, M. de Roberty. On voit combien tout cela est compliqué, essentiellement différent des habitudes de chez nous...

Quand nous sortons de chez le staroste, un cercle compact de paysans, de paysannes nous entourent. M. de Roberty est interrogé sur la

Douma : « On nous a raconté qu'elle commettait beaucoup d'extravagances », nous dit l'un d'eux, une espèce d'illuminé qui s'exprime par paraboles et cite à tout instant des passages de l'Évangile. Mon compagnon leur expose alors les travaux de la Douma, les discussions sur le projet agraire, et les paysans l'écoutent avec le plus grand intérêt. A mesure qu'il parle, arrivent sans cesse de nouveaux auditeurs, des hommes et des femmes, des vieillards et des enfants. Le cercle de plus en plus se resserre, nous sommes entourés par des faces épaisses qui nous soufflent une haleine chaude ; tout près de moi, presque sur mon épaule, des doigts fourragent éperdument à travers de longues chevelures et des barbes broussailleuses, et je crains de rapporter de Dimitrovo autre chose que des impressions.

Il est un moment question du suffrage des femmes. Les mâles qui nous écoutent s'écrient tous, au milieu d'éclats de rire, que c'est là une idée bouffonne dont ils ne veulent pas entendre parler. L'un d'eux cite le proverbe : *Kouritza nie ptitza, jenchina nie tchelovick, praportchik nie offitzer,* « la poule n'est pas un oiseau, la femme n'est pas un homme, le praportchik (sorte d'adjudant) n'est

pas un officier. » Et un autre, pour n'être pas en reste : « *Dlinen volos, oum karotok*, « elle (la femme) a les cheveux longs et l'esprit court. » Les indigènes de Dimitrovo ne sont pas mûrs pour le féminisme !

Lorsque le cercle s'ouvre et que nous allons partir, trois ou quatre mains sales se tendent vers moi. « Ils veulent de l'argent pour acheter du vodka, me dit M. de Roberty. Surtout, ne leur donnez rien ! » Je ne donne rien ; mais les mains nous poursuivent et l'un des moujiks nous dit : « Donnez quelques roubles *et nous vous montrerons comment nous sommes quand nous avons bu !* »

« Merci bien, répond M. de Roberty. » Le cocher fouette et nous partons.



11 Juin.

Dans la longue causerie qui suit les repas et le thé du soir, mes hôtes me racontent des histoires sur les paysans de Dimitrovo, nos connaissances; histoires toutes récentes et bien caractéristiques.

M. de Roberty, je l'ai dit, loue à ses paysans

des pâturages et quelques champs. Le fermage est acquitté en travail : pendant l'hiver, ils transportent du bois à la gare voisine. Comme on le comprend, il y a toujours quelque contestation pour le règlement de comptes. Les paysans exigent du propriétaire un cadeau d'argent qui doit être consacré à acheter du vodka. Si le cadeau leur paraît insuffisant, ils s'en plaignent violemment.

M. de Roberty n'est pas seulement le *propriétaire* et, comme tel, l'ennemi. Il est encore le libéral fort mal vu des villageois réactionnaires. Après le 30 octobre dernier, quand le tsar eut, par un manifeste retentissant, annoncé à son peuple une ère nouvelle, les paysans se dirent qu'un empereur si dévoué à l'ensemble de ses sujets devait bien faire quelque chose pour ceux de Dimitrovo en particulier. Ils rédigèrent une supplique demandant que l'on confisquât les terres de leur propriétaire ; ce serait là un double bonheur pour l'Empire d'abord, pour eux ensuite. L'un des paysans, le plus dégourdi, fut chargé de porter la supplique à Pétersbourg et de la remettre au comte Witte en personne. Il reçut, comme viatique, cent roubles, partit et revint bredouille. Les

bureaux étaient à cette époque fort occupés à préparer les élections et partout où se présenta notre homme, il fut durement éconduit. Les paysans le battirent, l'accusant d'être un propre à rien.

Une semaine plus tard, tandis que Mme de Roberty se trouve seule à Valentinofka, une foule désordonnée envahit le parc ; les indigènes de Dimitrovo apportent une pétition dans laquelle le scribe du village a écrit tout ce que désormais ils exigent du propriétaire. Et gare au propriétaire s'il n'accède pas à leurs désirs ! Mme de Roberty, très calme, leur répond qu'elle est sans autorité pour recevoir cette pétition ; son mari est absent ; elle va le mander par télégramme et dès son retour il avisera.

Les paysans s'en vont et quand ils apprennent que M. de Roberty est revenu, de nouveau, en grand tumulte, ils présentent la pétition. C'était une liste de dix-neuf demandes où tout se trouvait mis pêle-mêle : réclamations pour la location des pâturages, pour le transport des bois, droit de couper des arbres dans la forêt, etc., etc.

Mon hôte en prend connaissance et dit aux braillards : « Parmi tout ce que vous me deman-

dez, certaines choses dépendent de moi et d'autres, le plus grand nombre, non. Pour les premières, je veux bien discuter avec vous et nous tâcherons de nous entendre ; pour les secondes je ne puis rien ! »

On discute : le propriétaire concède tout ce qu'il peut concéder. Les paysans paraissent calmés. Mais ce calme n'était qu'apparent : quelques jours après, *pour la Saint-Nicolas*, le pope de la paroisse vient dans le village et bénit les croyants; les croyants s'enivrent épouvantablement. Il faut, disent-ils, pour consommer la fête *quelque belle illumination*. Un des villageois très dévoué à M. de Roberty vient l'avertir en hâte et le supplier de partir immédiatement. M. de Roberty part avec sa femme et le soir même, *ceux de Dimitrovo* brûlent ses granges. La peur les retint de brûler aussi la maison : ils savaient qu'il y avait des gendarmes dans le bourg voisin.

C'est là un cas typique de furie paysannesque ; on y trouve tout ce qui constitue d'ordinaire ces sortes d'accidents : un manifeste impérial faux ou vrai que les paysans interprètent à leur façon, dans le sens de leurs instincts, qu'ils considèrent comme un encouragement tacite à prendre ce

qu'ils convoitent et à détruire ce qui les gêne ; des délibérations tumultueuses où la violence et la peur se disputent et l'emportent tour à tour; l'alcool et le pope appelés en aide tout ensemble, l'un pour donner du cœur et l'autre pour bénir ; des flambées de colère terribles, mais brèves ; puis la terreur du gendarme reprenant le dessus, le respect de l'ancien seigneur, de l'homme qui, il n'y a pas si longtemps encore, faisait fouetter et alors, les repentirs, la soumission, le pardon imploré à genoux, lâchement, d'une façon dégradante ! . . . .
. . . .

Maintenant tout paraît calme ; la bête humaine est assoupie. Mais d'un moment à l'autre elle peut se réveiller. Le propriétaire russe est dans l'attente d'un sombre lendemain. Il vit au jour le jour, appliquant à son insu la philosophie du vieil Horace ; il ne conclut pas de marchés à long terme (trois mois c'est pour lui un long terme). Il ne bâtit, ni ne plante, et même quand il y a dans son toit des gouttières il ne prend pas la peine de les faire boucher.

12 Juin.

Le sens de l'association est inné chez le Russe : il y a, tout près d'ici, une nombreuse équipe d'ouvriers qui empierrent la route : je suis allé voir ces ouvriers. Ce sont des paysans, dont le village est à soixante verstes. N'ayant pas de la terre en quantité suffisante, ils travaillent comme cantonniers, au service du *zemstvo* qui les paie à raison d'un rouble (2 fr. 65) par jour. Les ouvriers constituent trois *artel* (groupements). Les membres de l'*artel* vont toujours ensemble; pour les conditions du travail, pour la nourriture et le logis, c'est la communauté qui décide, et jamais un membre isolé. Ici, chaque artel se loge et prend ses repas dans le hameau voisin; je demande aux ouvriers s'ils sont contents de leur nourriture; ils répondent qu'elle est fort mauvaise, mais ils répondent cela en riant.

L'*artel* est une chose essentiellement russe. Ce mode très simple d'association s'applique à tout : des paysans veulent-ils acheter en commun une propriété à vendre ? Ils constituent un artel. Veulent-ils s'engager, hors de leur village, pour un

travail quelconque? Un artel se forme immédiatement.

J'ai eu la curiosité de chercher quelle était parmi ces ouvriers, la proportion des illettrés. Sur trente, six seulement ne savent pas lire. C'est beaucoup moins qu'on ne le croit généralement. Les zemstvos organisent partout des écoles, et, peu à peu, les paysans apprennent au moins l'alphabet.

.·.

13 Juin.

En compagnie de Mme de Roberty, j'ai passé tout l'après-midi à Jiliésovo, un autre village de la région. Comme ce village est différent de Dimitrovo! C'est le village *rouge*, à côté du village *noir*. La campagne russe que je m'étais habitué à regarder comme uniforme d'esprit, me paraît maintenant coupée en deux. Les habitants de Jiliésovo s'en vont, en grand nombre, travailler à la ville; ceux de Dimitrovo restent à leurs champs. De là provient toute la différence.

A Jiliésovo, la population a doublé depuis l'année 1861; les terres sont de ce fait devenues très

nsuffisantes, et il a été impossible aux paysans d'en acheter d'autres aux alentours. « Les *messieurs* n'ont pas voulu nous vendre, dit l'un d'eux avec indignation. Ils ont mieux aimé recevoir moins d'argent et céder leur bien à d'autres messieurs de la ville ! » Chassés par la misère, les villageois apprennent des métiers : menuisiers, charpentiers, mécaniciens, forgerons, et ils partent dans les grandes villes, à Pétersbourg, à Moscou. Mais, comme je l'ai expliqué, un lien les rattache à leur hameau. Ils y gardent leur *isba*, leur lopin de champ ; souvent ils y laissent leurs femmes, leurs enfants, qu'ils viennent voir une ou deux fois par an. Ainsi, le contact n'est pas perdu entre les campagnards demeurant à la campagne et leurs frères devenus citadins. Ceux-ci rapportent à ceux-là l'esprit des villes, les idées nouvelles auxquelles ils ont été rapidement gagnés. Une propagande intense se fait dans les ateliers et les usines : professeurs, étudiants et étudiantes, rivalisent de zèle et vont prêcher les prolétaires.

Jiliésovo, où il y a 35 0.0 d'ouvriers, est devenu, en quelques années, un village révolutionnaire. Ses habitants s'appellent eux-mêmes d'un beau nom : *Sosnatie*, conscients, pour se distinguer des

autres moujiks, dont l'esprit ne s'est pas encore éveillé. Presque tous, ils savent lire ; ils reçoivent des journaux, des publications révolutionnaires qu'ils disséminent dans la contrée : « Tel ou tel de ces paysans que vous voyez, me dit Mme de Roberty, est une bibliothèque ambulante : il va, les poches toujours bourrées de brochures! »

Quand ils savent que je suis Français, les gens s'assemblent : un chœur se forme qui me chante, à pleine voix, la *Marseillaise des paysans*, des paroles très révolutionnaires sur notre hymne de la Révolution. Puis, c'est au tour des enfants, de tout petits gamins et des fillettes qui, eux aussi, chantent la *Marseillaise russe*.

Dans les nombreux pays où je suis passé, j'ai toujours vu que les hommes, dès qu'ils se soulèvent pour conquérir plus de liberté se tournent tout naturellement du côté de la France ; des airs français leur viennent aux lèvres, ils vont chercher chez nous des exemples et des encouragements. Et que nous en soyons heureux ou fâchés, c'est notre rôle, par le monde, de fournir ces airs, ces exemples et ces encouragements!...

Nous entrons dans une belle maison de bois : « C'est moi et mon fils qui l'avons construite,

nous dit le maître. » On voit qu'ils ont travaillé à la ville ; leur demeure est propre et coquette.

Les gens de Jiliésovo nous accueillent avec une cordialité extrême. La maison où nous sommes se remplit ; on nous offre du café, des gâteaux ; nous sommes ici de grands amis. Le propriétaire du logis, et trois autres paysans du village, soupçonnés de propagande révolutionnaire, ont été arrêtés cette année, en compagnie du fils de M. de Roberty et ils ont passé ensemble deux mois dans la prison de Staritza.

La prison ne me paraît pas avoir éteint leur zèle : « Quand on nous dira de marcher, me disent-ils, nous marcherons ! »

S'il y a beaucoup de villages pareils à Jiliésovo, il me semble que le tsarisme qui compte sur la fidélité des campagnes pour écraser les villes, pourrait bien de ce côté éprouver quelques désillusions.

∴

14 Juin.

Un proverbe languedocien dit : « C'est la peur qui garde les vignes. » Ce proverbe signifie que

c'est la peur du gardien bien plus que le gardien lui-même qui éloigne des raisins le voleur. De même peut-on dire ici : « C'est la peur du gendarme qui retient dans la soumission le moujik. » Le jour où cette peur n'agirait plus, le gendarme par lui-même ne produirait pas grand effet, car les gendarmes sont bien peu.

M. Dournovo, le précédent ministre, trouva qu'ils étaient vraiment trop peu et comme c'était un homme aimant l'ordre (il l'a copieusement prouvé), il s'occupa aussitôt de renforcer, par les campagnes, les défenseurs de l'ordre. Il créa le corps des *strajnik*, sorte de gendarmes auxiliaires. Il y en a quatre vingt-dix dans le seul district de Staritza. Ces strajnik sont casernés, par petits groupes, dans les villages. Ce sont des paysans qu'on a de la sorte embrigadés ; ils sont sous l'autorité directe du *stanovoï*, officier de police du district.

Comme nous parlions de ces nouveaux gendarmes aux gens de Jiliésovo, ceux-ci ne nous cachèrent pas qu'ils en avaient beaucoup moins peur que des anciens. « Ce sont des fainéants, disaient-ils, qui ont pris l'uniforme parce qu'on les paie bien et qu'ils étaient incapables de gagner

autrement leur vie. Tant que tout est parfaitement calme, on peut compter sur eux. Mais dès le premier danger, tous ces coquins jetteraient leur fusil et s'enfuiraient ! »

∴

15 Juin.

Ce soir, après le dîner, on entendait à la lisière du bois des tintements de clochettes mêlés à des cris enfantins.

« Ce sont les gamins du village qui vont pendant toute la nuit paître les chevaux, dit Mme de Roberty. Voulez-vous que nous allions les voir ? »

A travers le parc silencieux, près des étangs qui miroitent sous les dernières clartés, nous nous rapprochons des clochettes et des voix. Les enfants qui nous découvrent de loin viennent tous à notre rencontre : « *Sdrast Katerina Alexandrowna*, bonjour, Catherine, fille d'Alexandre », disent-ils très simplement et très joliment, en saluant la dame que j'accompagne.

Il y a là une vingtaine de gamins et de fillettes : les plus jeunes ont sept ou huit ans et les plus

âgés quatorze ou quinze. Ils ont apporté leur grand manteau pour s'abriter du serein, un bissac contenant quelques provisions. Ils resteront au pré jusqu'à l'aube, passant la nuit à rêver aux étoiles, à jouer, à chanter, tandis que tout autour les sonnettes tintent doucement et que les bêtes débarrassées des mouches broutent l'herbe fraîche à pleines dents. Déjà un des tout jeunets, roulé dans son manteau, se disposait à dormir. Mais ils dorment très peu d'ordinaire ces pastoureaux et ces pastourelles ; ils préfèrent s'amuser et raconter des histoires. Les *garderies* nocturnes sont pour eux une récréation aimée ; ils seraient très fâchés qu'on les en privât et les petits, dès qu'ils se tiennent sur leurs jambes, demandent impatiemment à accompagner leurs frères plus grands.

Accoudés à la barrière qui enclôt la prairie, les bergers regardent attentivement cet étranger qui parle une langue inconnue ; les fillettes un peu timides se serrent les unes contre les autres ; les gars audacieux, se juchent tout en haut de la palissade, comme des oiseaux sur leur perchoir ; le jeune cocher du château, et un valet se mêlent à eux et je remarque que le cocher a mis ses belles bottes et sa chemise toute brodée ; deux ou trois

des gardeuses sont déjà plus jeunes filles que fillettes et ce n'est pas seulement dans Théocrite que les longs loisirs portent bergers et bergères à échanger des propos d'amour. On me dit même que ces veilleurs de la prairie y sont, par suite de leurs veilles, portés un peu trop prématurément ; les sapins et les bouleaux fournissent de discrets ombrages et sans doute les petits tiennent-ils de bonne heure à suivre l'exemple des grands !

« Allons, enfants, chantez-nous quelque chose, dit ma compagne. » Et l'un d'eux entonne la chanson du cosaque : comment le cosaque est parti à la guerre, comme il s'est bien battu, et sa joie du retour quand il a retrouvé sa belle fiancée. Tous les autres reprennent en chœur le refrain et les voix s'élèvent éclatantes et pures dans le silence mystérieux du soir.

Seule, un peu à l'écart, une fillette se tait ; elle a des yeux très noirs, de longs cheveux ébouriffés et le teint mat des bohémiennes : « Pourquoi ne chante-t-elle pas, dis-je ? » — « Elle ne sait pas nos chansons, répond un gamin. Elle n'est pas de chez nous. C'est une orpheline, de très loin d'ici, qu'un de nos paysans a prise chez lui ? »

Quand nous revenons à notre demeure, je dis à

Mme de Roberty : « Ce que nous avons vu est très joli, très frais; mais quel besoin y a-t-il que vingt ou vingt-cinq enfants soient privés de sommeil pour une besogne que deux ou trois rempliraient sans difficulté? Car il s'agit de garder des vaches et des chevaux entravés, dans un pâturage environné de barrières. »

« C'est vrai, dit mon hôtesse. Mais jamais nos paysans ne confieront leurs bêtes à un gardien étranger. Ils s'imagineraient qu'on va les leur détruire ou les leur voler. Le plus pauvre d'entre eux, celui qui n'a qu'une vache ou qu'un cheval, dérange tout de même son fils ou sa fille pour les conduire au pré. »

Encore une manifestation de cet individualisme que n'a pas pu détruire le *mir* ! Et aussi un nouvel exemple de ce gaspillage des forces, de cette perte du temps qu'on trouve du haut en bas de la société russe !

∴

16 Juin.

J'ai vu un type curieux de propriétaire campagnard, un type qui m'a rappelé certains héros de Tourguenef.

Imaginez un homme d'une quarantaine d'années, vêtu comme un moujik et parlant français comme un monsieur. Une barbe broussailleuse, un visage furieusement hâlé, des dents en déperdition ! Barbe, costume, manières, tout cela est à l'abandon, comme un jardin que depuis longtemps on ne cultive plus. Pourtant, de même qu'on sent dans le jardin délaissé la place des plates-bandes et des allées, le gentilhomme rustique laisse par moment transparaître sous sa sauvagerie actuelle des traces de son éducation passée. Il était, dans sa jeunesse, officier de marine ; il a navigué dans des mers lointaines et vu la Chine, le Japon, l'Inde. A cette époque il était élégant, soigné sanglé dans des tuniques d'une éblouissante blancheur. La mort de son père l'a ramené dans sa campagne et il s'y est bien vite enlisé dans l'insouciance, la paresse et l'ivrognerie. Devenu tout d'un coup maître d'une assez grande fortune, il l'a stupidement dissipée; chaque fois qu'il allait à Moscou, il laissait des milliers de roubles aux bohémiennes ou aux cabaretiers ; il a eu des équipages luxueux qui se détérioraient tout de suite dans ce pays où la route abominable ne supporte que la solide *tarantass*. Il a épousé une de ses

paysannes, à qui, par désœuvrement, il avait fait trois ou quatre enfants ; la paysanne est passée de son isba misérable dans le château. La propriété qu'il a reçue intacte est déjà toute hypothéquée ; quelques mois encore, peut-être quelques ans et elle sera vendue.

Mais son maître au nez trognonnant paraît s'en inquiéter assez peu. Pourquoi penser aux lointaines échéances et se fatiguer l'esprit pour préparer un avenir moins mauvais ? L'avenir, il sera ce qu'il doit être. Le *nitchévo* du Russe rejoint le *c'était écrit* du musulman !



Le bien de M. de Roberty contient 1500 désiatines, 500 en culture et un millier en forêt. La forêt ne peut pas être touchée : le bois en est nécessaire pour le chauffage, pour la construction des maisons et de tous les instruments agricoles. Restent 500 désiatines environ qui, si on les exproprie, devront être partagés entre les paysans de quatre villages, c'est-à-dire 500 ou 600 *âmes* ou un millier d'habitants. Chaque *âme* recevrait en plus un désiatine, chaque habitant un demi-désiatine ;

ce demi-désiatine de toute évidence ne rénovera pas la condition des paysans. M. Gourko, quand il le disait à la Tribune, avait sur ce point raison.

Mais ce don (ce n'est pas un don, puisque les paysans remboursent le prix de la terre), cette vente plutôt ne vaut pas tant par elle-même que par les conditions dont elle peut être entourée. En cédant un peu plus de terre aux paysans on peut, à la faveur de ce cadeau, leur imposer bien des réformes : la suppression du *mir* ou tout au moins sa complète transformation, une culture plus intelligente. La misère des campagnes ne tient pas à une seule cause, le manque de terres, mais à un grand nombre : la paresse et l'ignorance des paysans, les lourds impôts indirects dont ils sont surchargés et surtout la pauvreté économique de la contrée. Pour la diminuer ou la faire disparaître, c'est à toutes ces causes qu'il faut s'attaquer.

Bruits de dissolution

Pétersbourg, 18 juin.

Il a couru, tous ces jours-ci, et d'une façon très persistante, des bruits de dissolution de la Douma. Les cadets en ont été immédiatement informés : ils ont de nombreuses intelligences à la Cour et même dans l'entourage direct de l'Empereur. Quelques-uns de leurs chefs, le prince Dolgoroukof, Nabokof, appartiennent à la plus haute aristocratie et peuvent, par leurs parents ou leurs amis, être exactement renseignés sur ce qui se passe à Péterhof.

Alarmés par ces rumeurs, les cadets se sont réunis dans leur club, en assemblée plénière. Tout de suite, la question essentielle s'est posée : que faut-il faire en cas de dissolution ? résister ou

céder. Les partisans de la soumission étaient assez nombreux et ils exposaient leurs raisons : pour entreprendre la lutte, il faut être sûr de vaincre. Or, non seulement la victoire est incertaine, mais tout indique qu'on sera battu. La propagande n'est pas encore assez avancée : il est impossible de compter fermement sur les paysans qui, d'ailleurs, sont occupés à leurs travaux des champs ; les ouvriers, les socialistes, échappent à toute direction. Ils prétendent conduire la lutte à leur guise ; ils se sont toujours montrés incapables de s'accorder entre eux ; à plus forte raison ne s'accorderont-ils pas avec des bourgeois. N'ont-ils pas déjà laissé voir quelle sera leur conduite future en boycottant les élections à la Douma. La dissolution de cette assemblée risque de leur être aussi indifférente que sa réunion l'a été.

Contre ces arguments, les amis des résolutions violentes protestaient. Un vieux médecin de campagne, qui jusque-là n'était connu de ses collègues que pour son silence et son zèle à assister aux réunions, demanda la parole : « Mes électeurs ne m'ont pas envoyé ici parce que je suis un savant ; ils auraient pu en trouver de plus savants que moi ; ils ne m'ont pas choisi non plus parce

que je suis habile à la parole ; je ne sais pas parler en public. S'ils m'ont élu, c'est qu'ils me savaient de cœur courageux et plus qu'aucun autre capable de mourir s'il le fallait ! »

Cette harangue fit grande impression et l'on décida de tenir pour nul l'arrêt de dissolution, de se réunir aussitôt dans une autre salle, au risque d'être tous arrêtés (1).

1. Le lecteur se demandera pourquoi cette décision ne fut pas suivie quand la Douma fut dissoute, juste un mois plus tard. Voici très exactement ce qui s'est passé ; je tiens ces renseignements des sources les plus sûres : Dès la nouvelle de la dissolution, les cadets se réunirent. Presque tous les députés du parti étaient là. Mais il manquait les grands chefs. Les députés décidèrent, à une grande majorité, de chercher immédiatement une salle, celle de la Douma municipale ou une autre, d'y convoquer les groupes et de continuer à siéger, jusqu'à l'arrivée des baïonnettes. Sans doute les baïonnettes ne se feraient pas longtemps attendre ; les députés seraient chassés et probablement emprisonnés. Ce serait tant mieux : cette scène de violence impressionnerait le peuple russe beaucoup plus que tous les manifestes et toutes les protestations. Comme cette résolution venait d'être prise, arrivèrent les chefs, M. Pétrounkevitch et les autres ; ils annoncèrent à l'assemblée qu'ils s'étaient déjà mis d'accord avec les travaillistes et les socialistes, pour organiser le soir même une réunion à

Viborg en Finlande. L'heure du train était fixée et l'on ne pouvait, d'aucune façon, donner un contre-ordre. Les soldats furent mécontents de cette décision de leurs chefs, mais en bons soldats ils se résignèrent et obéirent : j'ai déjà dit qu'une grande discipline régnait dans le parti cadet. Ainsi une fois de plus, en présence de deux solutions, l'une modérée, l'autre violente, M. Pétrounkevitch et les co-directeurs choisirent la modérée. J'ai même entendu quelqu'un, une mauvaise langue, dire à ce propos : « Décidément M. Pétrounkevitch et ses amis n'ont pas encore perdu tout espoir d'être ministres ! » Si c'est vrai, il faut que cet espoir soit bien vivace !

Les députés caucasiens.

19 Juin.

Le Caucase vient d'envoyer ses députés ; ce sont de fougueux socialistes à côté desquels Aladine lui-même semble le plus pâle des modérés. L'un d'eux, le Géorgien Ramashvili, pour ses débuts à la tribune, s'est plu à houspiller, dans son rude parler montagnard, le ministre de l'Intérieur, M. Stolypine présent. M Stolypine a immédiatement quitté son banc. Alors Ramashvili se tournant vers lui et l'appelant d'un air désespéré, avec un épouvantable accent caucasien, ce qui serait chez nous par exemple de l'auvergnat concentré, Ramashvili lui criait, les bras tend s :

« Je vous en prie, monsieur le Ministre, ne vous en allez pas, ne vous en allez pas ! »

Le Caucasien a obtenu un grand succès. Son nom est déjà célèbre et la cour et la ville répètent son appel si savoureux.

Attentats et bombes

19 Juin.

L'autre jour, comme je m'apprêtais à partir pour déjeuner chez des amis, j'appris par un bref télégramme de journal, qu'on avait jeté une bombe sur le roi et la reine d'Espagne. Les horribles détails de l'attentat, les chevaux blancs éventrés, les soldats du cortège broyés, la violence extraordinaire de la bombe et l'espèce de miracle qui sauva le couple royal m'avaient beaucoup impressionné. Chemin faisant, je ne pensais pas à autre chose : l'esprit tout rempli de cette terrifiante histoire je me posais certaines questions auxquelles le télégramme laconique ne répondait pas ; je me demandais comment des personnes qui étaient sur le balcon et même dans le salon du premier

étage pouvaient avoir été tuées en même temps que celles de la rue. Arrivé chez mes hôtes, je commençai à parler de l'attentat. Il me paraissait qu'on ne pouvait pas, qu'on ne devait pas parler ce jour-là d'autre chose. Mais je découvris brusquement que ce qui m'intéressait tant, moi Français, laissait mes interlocuteurs russes parfaitement indifférents. Personne ne prêtait la moindre attention à cette bombe de Madrid. C'est comme si elle avait été lancée quelque part dans la lune. Seul, un vieux monsieur observa : « Ils ont manqué les deux personnes qu'ils visaient et tué trente ou quarante qu'ils ne visaient pas. » Cela fut dit sans aucune émotion, du ton posé dont on constate un fait, avec je ne sais quelle nuance de reproche ou peut-être de raillerie à mon égard. « Pourquoi, semblait me dire le vieux monsieur, pourquoi donc, Français trop impressionnable, venez-vous nous parler d'un jeteur de bombe étranger? Vraiment, nous avons mieux chez nous! »

Le Russe, même le plus humanitaire, est complètement blasé sur ces sortes d'événements. C'est à peine si les journaux en parlent. Ailleurs, on meurt de la fièvre, d'une fluxion de poitrine ou de l'appendicite; ici, toute une catégorie sociale, gou-

verneurs de provinces et de villes, commissaires et agents de police, meurent de la bombe. Leur mort est la chose la plus naturelle du monde dont nul ne songe à s'étonner. Ailleurs c'est un vote du parlement qui renverse les ministres ; ici la bombe se charge de cette besogne : c'est la *bombe à renversement !...*

Un journal publiait récemment la statistique suivante, dressée par M. Riedzielski, médecin à l'hôpital de Varsovie : du 17 octobre 1905 au 25 avril 1906, soit pendant six mois environ, il est entré à l'hôpital, comme victimes de la bombe, du revolver ou du fusil : 563 personnes blessées légèrement, dont 31 femmes. Sur ce nombre 320 sont des civils, 243 appartiennent à la police ou à l'armée; 101 personnes blessées grièvement. Enfin 109 personnes sont tuées sur place et 110 personnes se suicident à la suite de complots ou d'attentats. Cela fait en tout, pour six mois et pour la seule ville de Varsovie, 883 personnes tuées ou blessées; c'est le chiffre de pertes d'une petite bataille. La vie humaine est à bon marché ici. Et nous ne sommes qu'au commencement de la révolution ! Maintenant, s'il vous plaît de connaître le chiffre des prisonniers, le même journal nous rensei-

gnera : Il y avait en avril dernier dans la citadelle de Varsovie, 1905 détenus politiques ; dans celle de Brest-Litosk (Pologne), 5036 . . . .

. . . .

En pleine capitale, au centre de la ville, il se passe des scènes qui rappellent les aventures de Cartouche et de Mandrin. L'autre jour, un Polonais déjeunait chez lui avec un ami. Brusquement trois étudiants font irruption dans la salle à manger et, braquant leur revolver sur les convives, ils les somment de leur remettre immédiatement tout leur argent. Sous la menace des revolvers, les convives s'exécutent : « Sachez bien, dit un des étudiants, que c'est un *vol politique* que nous commettons là ! » Comme ils s'en allaient, le maître de la maison leur dit : « Vous avez pris mon argent, fort bien ! Mais ayez au moins la bonté de me dire à quoi vous allez l'employer. — Cela, c'est notre affaire, *étonach diéla*, réplique durement l'étudiant ! »

J'ai dîné avec la victime de ce brigandage et c'est de sa bouche même que j'ai recueilli cette histoire.

Quand une situation anormale se prolonge, elle finit par paraître normale. Il se produit tant d'ar-

restations, tant d'attentats, tant de révoltes et de massacres qu'on vient à n'y plus prêter attention, à regarder tout cela comme s'il ne pouvait pas en être autrement.

Bien des gens s'en vont criant : « Mais où donc est-elle cette révolution russe qu'on nous promet toujours et qui n'arrive jamais ? Je connais un écrivain d'esprit réactionnaire, plus tsariste presque que le tsar, qui partit naguère pour la Russie afin de se documenter lui et ses lecteurs sur les affaires du pays. Il était convaincu d'avance que tout ce qu'on en racontait au public occidental était démesurément grossi, sinon inventé par les nouvellistes. En arrivant là-bas, il alluma sa lanterne et, nouveau Diogène, il chercha la Révolution de tous côtés ; il la chercha d'abord en Pologne et il ne la trouva pas. Des champs et des chemins de Pologne il passa dans les rues de Pétersbourg, dans ses établissements de nuit, plus populeux que jamais et il ne la trouva pas davantage. Naturellement la Révolution, même si on la cherche avec une lanterne, ne se laisse pas ainsi rencontrer sur les chemins, par les rues et dans les cabarets. La Révolution n'est pas une chose concrète, comme une ferme, un tramway ou une

charrette à bœufs ; on peut dire d'elle ce que le sage antique disait de Dieu : c'est ce en quoi nous vivons et nous nous mouvons *in eo movemur et sumus*. Notre homme alors, tout fier de n'avoir rien trouvé, se tourna vers ses lecteurs d'occident et leur cria : « Je l'avais bien prédit ; ces journalistes anglais et français vous racontaient des légendes ; nouveaux venus dans le pays, on leur en donne à croire aisément. Seuls les Russes ou tout au moins les Slaves peuvent parler des affaires russes. En réalité tout est tranquille, tout est calme. Le tsarisme est inébranlable. Toutes ces prétendues réformes ne sont qu'un vain sujet pour parlottes et la Douma qu'un ramassis de bavards. Croyez-moi : la Russie du xxe siècle continuera longtemps encore à vivre comme sous Catherine II ! »

Le pogrome de Biélostok.

20 Juin.

Dans les couloirs du Palais de Tauride, je rencontre un de nos confrères anglais qui revient de Biélostok ; au buffet, M. Maxime Kowalesky me présente à l'un des trois *commissaires* envoyés par la Douma pour faire une enquête sur le massacre des Juifs. Les impressions du journaliste et de l'enquêteur sont identiques. Le pogrome est dû à la collaboration des policiers et des *khouliganes* (on appelle ainsi les « apaches » russes). Ailleurs policiers et khouliganes se font la guerre et cette guerre assure une paix relative aux honnêtes gens. En Russie, de temps en temps, ces deux catégories s'associent pour une œuvre commune et les Juifs pâtissent de cette associa-

tion : on éventre leurs coffres-forts et leurs femmes et quand ils ont l'audace de ne point trouver cela de leur goût, les *autorités* s'en montrent indignées. Elles disent : « Quelle exécrable engeance que ces Juifs ! ils sont toujours prêts à pactiser avec les révolutionnaires et les anarchistes, les pires ennemis de la Russie ! » Vous m'avouerez qu'ils en ont quelque peu le droit.

Le discours d'Ouroussof sur le pogrome.

21 Juin.

Enfin, après tant de paroles inutiles, voici un discours qui n'est pas seulement un discours.

Le prince Ouroussof, ancien gouverneur général, ancien adjoint au ministre de l'Intérieur, un homme nourri dans le sérail, vient d'en dévoiler les secrets. Ce que quelques personnes soupçonnaient ou murmuraient, il l'a dit avec éclat ; il a même dit plus qu'on n'en soupçonnait.

Jamais le *pogrome* n'avait été soumis à une si impitoyable et si clairvoyante analyse. Le prince Ouroussof a disséqué ce cancer, comme un savant dans son laboratoire ; il en a montré la nature exacte et les causes toujours identiques. D'abord les proclamations excitant la populace, puis l'ar-

rivée dans la ville à *pogromer* de « ces individus louches, inconnus, pareils aux oiseaux précurseurs d'un orage. Dans les agissements de ces énergumènes on remarque un certain plan préconçu qui leur ôte le caractère d'un mouvement inattendu et spontané. » Ces individus louches que le prince appelle les maîtres des pogromes sont les émissaires d'une ligue ultra-réactionnaire et antisémite qui s'intitule « les patriotes ou les vrais Russes ». Pour guérir leur patrie du virus révolutionnaire, ils ont formé le dessein de détruire les faux Russes, c'est-à-dire d'abord et avant tout les juifs. Quand leurs agents ont commencé à travailler dans une ville, c'est en vain que les habitants s'alarment, que les pouvoirs publics songent à prendre d'énergiques mesures pour empêcher la catastrophe. Les agents des patriotes sont plus forts que les pouvoirs publics. Ce sont eux qui sont obéis de la police, et non pas le gouverneur « parce que, dit le prince Ouroussof, les policiers croient que les mesures prises par ce dernier le sont par pure bienséance, parce qu'ils lisent entre les lignes et obéissent, à l'insu du gouverneur, à une voix qui vient de loin et leur inspire la confiance. » Cette voix qui vient

de loin, qui se rit de l'autorité gouvernementale le prince ne nous dit pas qui elle est ; il ne peut pas le dire. Mais tout le monde a compris aisément.

Afin de prouver l'impuissance du gouvernement régulier, apparent, vis-à-vis de cet autre gouvernement occulte, l'orateur cite un exemple bien significatif. En automne 1905, une imprimerie fut installée au n° 16, du quai Fontanka, dans la maison appartenant à l'État (1). Un officier de la gendarmerie, en civil, nommé Kommissarof, en était le directeur. Les fonctionnaires de l'Intérieur et de la police, le président du Conseil lui-même ignoraient complètement son existence. Pendant ce temps, Kommissarof, le gendarme, travaillait ferme dans sa typographie clandestine. Il était aussi cynique qu'il était actif : « Nous sommes à même, disait-il, d'organiser un pogrome tel qu'il vous plaira, qu'il s'agisse de dix hommes ou de dix mille hommes ! » Un chef d'atelier vantant la puissance, la précision de ses machines, leur rapidité d'exécution, le fini et la

1. C'est dans cette maison même qu'habite actuellement M. Gorémykine, le président du Conseil.

bonne qualité des produits ne parlerait pas avec plus de fierté. Le premier ministre eut, dit-on, une violente attaque d'asthme quand il découvrit Kommissarof et son usine.

Ainsi le gouvernement est double ; cette bureaucratie si inerte, si corrompue, voilà que, lorsque par hasard elle veut agir pour éviter des crimes, elle s'en trouve empêchée par des gens placés au-dessus des bureaux, au-dessus des ministres, au-dessus des lois. « Et alors, dit le prince Ouroussof, un désarroi incroyable se produit, une désorganisation, une démoralisation du pouvoir. » De même, lors des négociations qui précédèrent la guerre russo japonaise, il y avait d'un côté la diplomatie du tsar qui était censée poursuivre ces négociations, de l'autre un comité occulte et tout puissant qui évoquait toutes les affaires, traversait l'œuvre des diplomates et ne savait qu'inventer des délais. La guerre, Liao-Yang, Moukden et les révoltes et la révolution actuelle sortirent de ce gâchis.

Les déclarations d'Ouroussof ont une portée immense par la précision accablante des faits et la haute situation qu'occupait antérieurement leur auteur. Une accusation aussi terrible n'avait

pas encore été portée contre cet autocratisme que la Russie cherche à secouer.

Comme M. Gourko avait fait appel au patriotisme des députés pour calmer leur légitime ardeur de réformes, le prince Ouroussof a terminé ainsi son discours : « Messieurs les représentants du peuple! Nous sommes venus apporter ici de tous les confins de la Russie non seulement notre indignation et nos plaintes, mais aussi notre ardente soif d'activité et de dévouement, notre patriotisme pur et sincère. Il y a ici, parmi nous, beaucoup de propriétaires fonciers qui vivent des revenus de leurs terres. Avez-vous entendu un seul d'entre eux protester contre le projet d'expropriation obligatoire en faveur des cultivateurs ? Les représentants des classes privilégiées sont nombreux parmi nous ; y a-t-il eu des paroles prononcées pour protester contre l'abolition des privilèges, contre l'idée de l'égalité civique et contre les réformes largement démocratiques ? Cette même Douma « révolutionnaire » n'a-t-elle pas essayé, dès ses débuts, de relever la couronne impériale, de la mettre au-dessus des disputes politiques... Cependant, nous sentons tous que les mêmes forces ténébreuses s'arment contre nous, nous séparent

du pouvoir suprême, en ébranlant envers nous sa confiance... C'est là que gît le plus grand danger et il ne disparaîtra pas tant que la direction des affaires et les destinées du pays resteront sous l'influence des hommes qui sont des policiers par leur éducation et, par leur fanatisme, des instigateurs de pogromes. »

Chez l'amiral Skrydlof.

22 Juin.

J'ai déjeuné chez l'amiral Skrydlof qui commandait, pendant une partie de la guerre, l'escadre de Vladivostok. Nous parlons de l'Extrême-Orient, de la nostalgie qu'en éprouvent ceux qui y ont longtemps vécu et aussi de la mauvaise chance qui, durant la guerre, pesa constamment sur la marine russe. Cette marine était bien inférieure à la marine japonaise ; nul ne le conteste, même parmi les Russes qui sont, de tous les peuples que je connais, le moins porté à nier ses défauts. Mais, dans la guerre, comme dans la vie, celui qui *réussit* doit son succès à lui-même, à ses talents, à ses efforts et aussi, pour une grande part, aux circonstances qui l'ont favorisé. Tous

les vainqueurs reconnaissent qu'ils n auraient rien pu sans la Fortune. Eh bien, durant dix-huit mois, persévérante, inlassable, la Fortune fut avec les marins japonais. Les Russes ont-ils à Port-Arthur un amiral, Makharof, qui, par son activité, par son élan, serait peut-être capable de galvaniser les énergies abattues ? Il arrive, que de toute l'escadre réunie, c'est juste son bateau qui touche une mine et disparaît. Quelques mois plus tard la flotte de Port-Arthur tente une sortie qui réussit ; elle écarte les vaisseaux japonais et s'apprête à gagner Vladivostok. Or, Vladivostok, c'est la jonction des deux flottes, c'est l'abri dans un port presque imprenable, c'est le cours de la guerre changé. Juste au moment où les cuirassés japonais faisaient retraite, l'amiral russe est tué et son successeur incapable ne sait que rentrer à Port-Arthur !

La Fortune s'est obstinément montrée païenne dans cette lutte entre païens et chrétiens.

Nous parlons des Chinois qui, vers la fin de la guerre, étaient devenus terriblement impertinents : je veux dire par là qu'ils traitaient les blancs exactement comme s'ils n'avaient pas été des blancs. Or, demandez aux Anglais si ce n'est

pas la pire impertinence qu'un Asiatique puisse se permettre envers un Européen; tous les Européens d'Asie ont adopté à cet égard la manière de voir britannique.

Un des amis de l'amiral a ramené d'Extrême-Orient un domestique chinois. Ce Chinois, fort bien traité, fort bien payé, a coutume de dire à son maître, avec un obséquieux sourire : « Dans quelques années, nous ne tolérerons plus un seul Européen chez nous ! »

La mort de Gapone. Les affres d'un policier.

Dans une villa de la banlieue de Pétersbourg, Gapone s'est réfugié ; il se sent traqué par ses anciens compagnons de lutte qui savent qu'il s'est vendu à l'ennemi. Il vit tout seul, pensant échapper à leur poursuite. Mais sa piste est retrouvée : une nuit, arrivent Routemberg et ses aides, Routemberg, exilé, traqué lui aussi par la police et menacé du même châtiment qu'il va infliger. Gapone est saisi; on lui lit sa condamnation ; on le pend dans sa maison même, promptement, discrètement. Puis les exécuteurs s'en vont; Routemberg passe aussitôt à l'étranger. Quelques jours plus tard, une vieille femme découvre le cadavre de Gapone.

Sa mort est extraordinaire; sa vie ne le fut pas

moins. Le 22 janvier 1905, dans ses habits sacerdotaux, à côté des saintes icones, tenant haut dans ses mains la croix, il précède, par les faubourgs de la capitale, quelques milliers de pauvres diables qui s'en viennent remettre leur supplique au petit père, le tsar. Mais entre eux et le petit père, s'interpose une forte ligne de soldats. Les fusils partent ; les pauvres diables sont fauchés, les saintes icones trouées de balles et Gapone sauvé par miracle, grâce à l'adresse d'un passant qui l'emmène, enveloppé dans son manteau.

Juste, un an plus tard, en janvier 1906, Gapone est à Monte-Carlo, dans les salles de jeu, autour de la roulette. Élégamment vêtu, la bourse pleine, il imite ceux qui l'entourent et pose des louis sur la table au petit bonheur ; il ne sait pas un mot de français, il ne sait rien de la roulette ; il s'embrouille dans les numéros, les carrés, les transversales, les douzaines, les couleurs et l'impair et manque et le pair et passe. Il ramasse des louis qui ne lui appartiennent pas, il néglige de ramasser ceux qui sont à lui ; des spectateurs l'interpellent ; les croupiers s'impatientent ; tout le monde dévisage ce novice aux yeux profonds qui dérange la marche du jeu. Une dame russe (il s'en

trouve toujours à côté des tables) le reconnaît, lui parle en sa langue, le prend à part pour lui montrer les règles. Gapone alors revient et joue sans déranger personne ; il jette à pleines poignées l'or que le comte Witte lui a donné...

24 Juin.

Un fonctionnaire du ministre de l'Intérieur m'a dit : « Je connais un des chefs de la police qui, à la suite d'un procès de révolutionnaires, vient d'être condamné à mort par les comités secrets. Il a reçu dernièrement avis de cette condamnation et il sait, par les précédents, qu'elle sera exécutée. La personne qui l'a ainsi informé de sa mort prochaine, sans doute afin qu'il songe à ses dispositions testamentaires, a pris la peine d'avertir également sa femme qui fut priée de ne plus accompagner en voiture ou à pied son mari. Les deux époux s'adorent et vous voyez quelle est leur existence depuis que la nouvelle funèbre est arrivée. Ils ont naturellement caché la chose à leurs enfants ; mais l'aînée, qui est déjà presque une jeune fille, sent quelque chose d'insolite autour d'elle, s'inquiète, questionne et épie. Le policier

ainsi condamné sans jugement est un honnête homme que je connais, que j'apprécie depuis longtemps. Les révolutionnaires, mal informés, se sont complètement mépris sur son rôle. Ils le tueront certainement, mais ils tueront un innocent.

« Cet innocent sait qu'il va mourir et il n'a aucun moyen d'échapper à la mort horrible qui l'attend. L'autre jour, nous sommes sortis ensemble du ministère. Mon équipage était à la porte; je lui ai offert de le reconduire. Il m'a répondu : « Non, merci, je ne puis pas aller en voiture avec vous! »

L'équivoque.

25 juin.

L'équivoque continue, énervante à la longue, poussant les deux partis à la colère, aux excès.

Le Ministère a été, plusieurs fois, sommé par la Douma de se retirer. Il reste. Mais alors pourquoi vient-il par intervalles devant cette Chambre, dont il méconnaît si insolemment les arrêts, justifier sa politique ou solliciter des crédits ? Ou la Douma est souveraine, ou elle ne l'est pas. Si elle l'est, cédez à ses décisions ; si elle ne l'est pas, ne lui demandez rien.

M. Stolypine, ministre de l'Intérieur, répond

aujourd'hui à l'interpellation sur les mesures contre la famine. Il s'explique sur la répartition des secours : « Les paysans qui ont commis des attentats contre la propriété ne seront pas, dit-il, compris dans ces secours. » Les fonds dont le gouvernement disposait sont épuisés et le Ministre annonce à la Douma qu'elle devra l'autoriser à dépenser encore plusieurs millions de roubles dans le même but. Alors plusieurs députés, appartenant aux différents partis, déclarent qu'ils veulent bien sauver les paysans de la famine, mais qu'ils ne veulent aucunement charger de la distribution des secours la bureaucratie abhorrée.

Méprisant, sarcastique, Aladine monte à la tribune et, se tournant vers le banc des ministres : « Pourquoi, dit-il, le gouvernement est-il si désireux de secourir les paysans ? c'est afin que lui soient confiées des sommes importantes, dont les trois quarts resteront dans la poche de ses agents ! » Sur quoi, les députés paysans applaudissent l'orateur, crient aux ministres : « Démission ! Démission ! » M. Stolypine, tout pâle, frémissant de colère, dit en regardant les bancs de la gauche : « Un ministre qui se respecte ne dai-

gne pas répondre à de telles paroles ? » Mais la Douma, à l'unanimité, s'associe aux accusations d'Aladine, et décide que la répartition des secours sera soumise à son contrôle.

⁂

Don Jaime de Bourbon.

26 Juin.

Le prince Don Jaime de Bourbon, capitaine de hussards à la garde, vient d'arriver à Pétersbourg et il ne se passe guère de jours que je ne le voie. Les hasards de la guerre nous lièrent. Aux avant-postes du général Samsonof, nous partagions le gîte et le souper, les masures chinoises et les boîtes de conserve.

Un soir à Ta-Ché-Kiao, j'errais aux abords de la gare, mourant de faim. Il y avait bien un buffet mais il fallait faire queue deux heures pour y recevoir un morceau de viande qui puait. Le village tout petit ne contenait plus, ni œufs, ni poules, ni rien de ce qui peut se manger. Je rencontrai par hasard le prince, assis avec d'autres officiers, sur le remblai de la voie. Il me retint à

causer et me dit tout d'un coup : « Je parie que vous n'avez pas dîné !

— Hélas non, répondis-je.

— Alors, venez avec moi ; il me reste un bout de mortadelle en boîte que j'ai fait, l'autre jour, apporter d'Inkéou. »

Nous allâmes sous sa tente, dans le champ voisin. Et là, à la lumière tremblotante d'une chandelle fixée au goulot d'un flacon, assis sur une cantine, en face de Don Jaime qui s'était à moitié couché sur son petit lit, je dévorai gloutonnement ce qui restait de la mortadelle. Ce fut le meilleur repas de ma vie ! . . . .

. . . .

Il m'avait fait manger ce soir-là ; le lendemain il *me fit passer :* et je dois lui en être encore plus reconnaissant. L'État-Major nous avait bien donné l'autorisation de suivre un corps d'armée. Seulement il était jusqu'à nouvel ordre défendu de s'en servir. C'est là une chose très *russe.* Le prince qui allait rejoindre sa brigade me prit avec lui et naturellement personne ne m'arrêta sur la route pour me demander mes papiers. Nous arrivons aux avant-postes de Samsonof juste à temps pour assister à une grande reconnaissance de cavalerie.

Comme on partait, à deux heures du matin, le général appelle Don Jaime, son officier d'ordonnance et lui dit : « Le journaliste français qui assiste pour la première fois à un engagement ne peut pas s'en aller tout seul à travers les lignes. Je ne veux pas le prendre avec moi parce que j'ai déjà deux attachés étrangers ; il y a trop de monde dans mon État-Major et les Japonais voyant cette masse de cavaliers ne manqueraient pas de nous tirer dessus. Je vous charge de le conduire et pour aujourd'hui, le capitaine Trétiakof vous remplacera auprès de moi. »

Toute la journée je restai avec le prince qui me pilota fort bien. Or, Trétiakof qui le remplaçait, chargé par le général de porter un ordre à l'aile droite, tomba dans un parti japonais et fut tué.

Don Jaime est le plus charmant des compagnons, incroyablement riche en anecdotes, ayant parcouru le monde en tous sens et mené, quoique jeune encore, l'existence la plus aventureuse. C'est une vie des anciens temps. Il naît en Suisse, est élevé en Angleterre, passe avec son père et sa mère en Espagne, lors de la guerre carliste ; puis il vient à Paris, fait ses études militaires à Vienne

et quand il a subi ses examens et va être nommé sous-lieutenant, une intervention diplomatique l'en empêche. Alors il voyage un peu partout, dans les Indes, au Maroc; ce sans-patrie est accueilli par le tsar qui le nomme officier dans son armée; il suit une expédition au Turkestan et prend part à deux guerres, la guerre des Boxeurs, et la guerre russo-japonaise!

On devrait exiger de tous les candidats à un trône un tel passé d'expérience et de voyages.

. . . .

Don Jaime qui a, le matin même, déjeuné avec l'Empereur, à Péterhof, nous parle de ce déjeuner où il était seul avec le Tsar, la Tsarine et leurs enfants, même le dernier-né, un joli poupon gras et rose qu'il a fait sauter dans ses bras. Il nous décrit cette maisonnette, cette toute petite maisonnette, au bord de la mer, où vit, comme retiré de la terre, le maitre de toutes les Russies: une salle à manger minuscule, une étroite terrasse accédant à la plage déserte, puis la mer et, à quelque distance du rivage, un petit yacht ancré. Derrière la maison, tout autour, des arbres et des fleurs, des massifs, des allées ombreuses et nul

être humain; seules deux sentinelles montent la garde, immobiles; bien plus loin, un cosaque à cheval s'est mis à l'ombre d'un haut marronnier. C'est le calme le plus complet, la solitude et le silence,un silence tragique à côté de la grande ville toute bouillonnante des passions entrechoquées.

. . . .

. . . .

Le général Trépof, maître du Palais et chef des Prétoriens, s'entend à organiser une parfaite surveillance, et grâce à lui, son souverain est loin des revolvers et des bombes. Mais malheureusement il est aussi loin de son peuple, bien loin. A force de le protéger, on le séquestre ! Je me souviens d'un mot de Nazarienko, le député petit-Russien : « Ah ! si seulement je pouvais voir pour quelques minutes l'Empereur ! » Mais il ne verra pas l'Empereur, ni lui, ni aucun de ses compagnons.

Les devins à la cour russe.

27 Juin.

La cour de Louis XVI était friande de magie; elle s'engoua de Cagliostro. La cour de Nicolas II (c'est une ressemblance de plus entre les deux) a eu ses Cagliostro : le lyonnais Philippe, tout-puissant sur l'esprit de l'impératrice, choyé des grandes duchesses, comblé de cadeaux et d'honneurs. Comme les honneurs russes ne paraissaient pas suffisants, on voulut y ajouter les titres français. Philippe, qui s'appelait docteur à Pétersbourg, désirait avoir le droit de s'appeler docteur dans sa patrie et un agent officiel russe demanda à notre gouvernement qu'on le fît docteur sans examen. Le gouvernement français en la personne

de son plus haut représentant, ayant répondu que c'était absolument impossible, les Russes furent un peu choqués de cette réponse. Malgré tous leurs efforts, ils n'arrivaient pas à comprendre que quelque chose pût être impossible, lorsque le gouvernement le voulait.

Après Philippe, vint Papus et maintenant le devin en faveur, c'est un Allemand, du nom poétique de Morgenstern, l'*étoile du matin*. Morgenstern dit son horoscope à tout ce que Pétersbourg compte de grand. Il a annoncé au grand duc Boris (1) qu'il serait un jour empereur. Morgenstern est très affairé : la cour et la ville se le disputent. Par ces temps de troubles et d'alarmes, où le lendemain même est incertain, nul qui ne désire apprendre, de la bouche d'un homme si réputé ce qu'il adviendra de lui l'année prochaine, dans cinq ans, dans dix ans. Morgenstern, gaillardement, fait face à toutes ses demandes et s'assure, de la sorte, une vieillesse bien rentée.

1. Boris est le fils du grand duc Vladimir, très proche parent de Nicolas II. Son frère aîné, Cyrille (celui du Petropavlosk) s'est privé de ses droits par son mariage morganatique avec l'épouse divorcée d'un prince allemand.

Mutinerie des Préobrajensky. La discipline dans l'armée.

28 Juin.

La mutinerie des Préobrajensky produit une profonde sensation ; les amis du gouvernement n'en cachent pas leur tristesse : « Ne me parlez pas de cette affaire, me disait l'un d'eux ce matin : c'est une honte, une abomination ! » Les soldats mutinés présentèrent à leur colonel une liste de dix-neuf réclamations dans laquelle tout était mis pêle-mêle : demandes pour la nourriture et le service, permission de lire les journaux et de se rassembler, liberté des opinions politiques, vœux en faveur de la Douma et prière de donner aux paysans plus de terre qu'ils n'en ont.

La discipline est compromise, même dans la garde. La garde est pourtant soignée tout particulièrement. Presque chaque jour, les gazettes officielles publient quelque information de ce genre : « L'Empereur a passé en revue hier matin le régiment de... Il s'est déclaré hautement satisfait de l'excellente tenue des troupes et il a chargé le colonel de transmettre aux soldats ses félicitations. Il a ordonné de payer à chacun des gradés cinq roubles, à chacun des hommes deux roubles ! »

Mais il faut bien remarquer, à propos de ces mutineries, qu'elles sont désordonnées, chaotiques et jamais conduites jusqu'au bout. Les soldats, dès qu'on les menace, rentrent dans l'obéissance ; souvent ils se jettent à genoux et demandent très humblement leur pardon . . . .

. . . .

L'armée russe est une armée qui ne ressemble aux autres armées européennes que par les grades, les cadres, la hiérarchie, les uniformes, c'est-à-dire tout ce qui est *extérieur.* Mais le principe interne et surtout la discipline, *cette force principale des armées*, diffèrent très profondément.

De cette différence essentielle, quelques observations journellement répétées se chargent vite de vous convaincre. Vous voyez au buffet, sur le quai d'une gare, un blanc-bec de lieutenant interpeller familièrement un général chenu, l'appeler par son prénom : Georges, fils d'Alexandre ; le général n'en est aucunement choqué, et tous deux s'en vont, les bras enlacés, comme de parfaits camarades. Imaginez-vous une scène pareille en France, ou, moins encore, en Allemagne ? Sans doute, il en cuirait au jeune sous-lieutenant de se comporter de la sorte avec son général. Entre les deux, la distance est immense et mille marques extérieures la rappellent et la soulignent. Chez les Russes, cette distance existe, quoique beaucoup moins sentie que chez nous, mais presque aucun signe extérieur ne la révèle. Dans notre armée, le soldat éprouve pour son sergent ou son adjudant presque autant de respect et de crainte que pour son capitaine : sergent et capitaine, tous les deux sont des supérieurs possédant le droit de commander et le pouvoir de punir. Dans l'armée russe, le sous-officier ne se laisse pas tout d'abord apercevoir ; il ne se détache pas de la masse grisâtre et barbue des soldats ; il disparaît en eux, n'a

aucune individualité saillante et distincte. Il est vêtu comme ses hommes, mange et vit avec eux. Il est de leur classe, de leur caste et, pour cette raison, n'a qu'une autorité très faible, tandis que l'officier paraît aux yeux des soldats revêtu d'une autorité très haute, parce qu'il est d'une caste supérieure.

Toute la différence est là : chez nous la discipline est raisonnée, chez les Russes elle est instinctive ; chez nous elle est chose abstraite, artificielle ; chez les Russes elle est chose naturelle. Un seul galon de plus à la manche ou au képi et tel qui, dans notre armée, était la veille encore, votre égal devient votre chef ; aussitôt vos rapports changent ; il est au-dessus de vous dans la hiérarchie et vous devez, par votre attitude, reconnaître, l'effet immédiat de cette promotion. La discipline s'exerce de grade à grade, à tous les degrés de la hiérarchie : le système entier l'exige, et ce n'est pas à tel ou tel homme, c'est au système qu'on est soumis. Dans l'armée russe, il existe une hiérarchie nominale, calquée sur les armées occidentales, notamment sur l'armée allemande (car les Allemands organisèrent l'armée russe qui, encore aujourd'hui, est commandée par des Alle-

mands) (1). Mais il n'existe pas de hiérarchie réelle.

Il n'y a pas toute une suite d'échelons, entre chacun desquels la différence est la même, mais bien deux corps distincts, celui des officiers et celui des soldats. De l'un à l'autre, aucun passage

1. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir la liste des généraux qui commandaient en Mandchourie : la plupart avaient des noms allemands et appartenaient à des familles des provinces baltiques, russes de nationalité, mais tout à fait allemandes d'esprit, de culture et même de langue. Ce sont ces généraux, ainsi que les hauts fonctionnaires baltes de l'administration, de la diplomatie, qui maintiennent entre la cour de Berlin et celle de Saint-Pétersbourg des liens si étroits. Grâce à eux, même au moment les plus chaleureux de l'alliance franco-russe, les relations entre les deux cours demeurèrent toujours excellentes. Le peuple russe, la nation prise dans son ensemble est plutôt germanophobe. Mais ces généraux, ces diplomates, ces hauts fonctionnaires, allemands de naissance et fiers de l'être, parlant l'allemand dans leur famille et l'enseignant à leurs enfants, toute cette coterie germanique, qui se soutient comme une franc-maçonnerie et exerce une si grande influence sur l'Empereur et le gouvernement, tous ces hobereaux teutons des provinces baltiques sont d'ardents germanophiles, détestant la France parce qu'elle est révolutionnaire, et la méprisant parce qu'elle fut, par les Allemands, vaincue.

n'est possible ; ils sont séparés, non par des galons ou des grades, mais par quelque chose de beaucoup plus fort : les *soldats sont des serfs et les officiers des seigneurs.* Quand le soldat s'adresse à l'officier, il ne l'appelle pas par son grade ; il lui dit : *Votre Noblesse.* Et ce n'est pas là une simple formule ; c'est la constatation d'un fait senti par tous. Les rapports des officiers et des soldats sont exactement ceux qui existaient, il y a un demi-siècle, entre un gentilhomme et ses manants, les *âmes* qui peuplaient ses terres.

⁂

Quand on a saisi ce trait essentiel de la discipline russe, l'on comprend tout de suite bien des choses qui, tout d'abord, paraissaient surprenantes. Là où la discipline est abstraite, voulue, systématique, il sied que les signes extérieurs, très nombreux, rappellent à l'esprit de l'inférieur la déférence et la crainte qu'il pourrait être, sans cela, tenté d'oublier. De là tout ce formalisme de gestes et de paroles, le corps raidi, les jambes tendues, l'avant-bras soulevé à la hauteur de l'épaule, l'homme mué en une sorte de pantin·

dont une ficelle invisible fait, par de brusques saccades, mouvoir les jambes et les bras. Il faut que le dehors influe sur le dedans ; les attitudes doivent créer des sentiments. Pascal, dans une analyse très subtile, conseille au fidèle qui prie Dieu malaisément, d'astreindre son corps à tous les gestes de la prière, de s'agenouiller, de rester immobile, les mains jointes ; la prière, le sentiment de l'âme s'extasiant en Dieu en sera ainsi grandement facilité. De même un grenadier poméranien, qui tend tous les ressorts de son être pour exécuter parfaitement *le pas de parade* en l'honneur de son premier lieutenant, ne saurait certes éprouver pour cet officier des sentiments indifférents. Ce n'est pas un homme comme les autres, celui qui, par son seul aspect, raidit tout un peloton de bustes, fait se lever et s'abaisser, selon le plus rigoureux des rythmes, tout un peloton de jambes. Le grenadier de Poméranie *déifie* son premier lieutenant et c'est ce qu'ont voulu les inventeurs de la discipline prussienne, qui rendit si grande l'Allemagne !

Le soldat russe ignore cette raideur parfaite et ces gestes si saccadés. On lui a enseigné vaguement le salut et l'attitude du soldat sans armes

ou avec armes. Mais il pratique tout cela mollement et s'en dispense dans mainte occasion. A vrai dire, nul ne s'en soucie ; il parle à son officier d'une façon familière, humaine, rit et plaisante avec lui. De même, l'officier ne se croit pas obligé de plastronner devant ses hommes. A quoi bon ! Son prestige n'en serait pas accru, pas plus qu'il ne sera diminué par une conversation amicale, toute empreinte de bonhomie. Les soldats, quoi qu'il fasse, resteront toujours les mêmes à son égard. Il peut même s'enivrer en leur présence — sans que l'ivresse, une ivresse crapuleuse et dégoûtante, le *dégrade* à leurs yeux, — j'ai personnellement connu des officiers qui usaient et abusaient de cette liberté.

Un officier est un seigneur, quelqu'un d'une autre race qui possède beaucoup d'argent. Or, l'une des prérogatives de la noblesse consiste justement à pouvoir s'enivrer et quel plus doux usage ferait-on de l'argent que de le dépenser à vider des flacons ? Ainsi pense le moujik enrégimenté et son rêve est d'avoir assez d'argent pour s'enivrer de la même façon. J'ai vu dans les bouges de Kharbine, à Mandchouria, des hommes du peuple qu'une heureuse transaction ou peut-être

le vol avaient enrichis de quelques centaines de roubles, gaspiller cet argent si rare pour eux cependant, jeter à tous les vents ces liasses de billets, invitant à boire la salle tout entière, faisant jouer les musiciens. Ils imitaient, ils copiaient les seigneurs qu'ils avaient si souvent enviés. Ils étaient eux-mêmes des seigneurs, pour un jour.

Il n'y a donc aucune pose, aucune gêne dans les rapports entre l'officier et le soldat. Chacun se montre à l'autre tel qu'il est naturellement. On dirait d'un maître et d'un domestique, vivant depuis longtemps ensemble et s'accommodant parfaitement l'un de l'autre. Dans ses mauvais moments, le maître injurie le domestique, le rudoie, le bat ; mais, passé ces accès, il le laisse tranquille, il ne l'ennuie pas par de petites tracasseries incessantes, il ne le soumet pas à un service formaliste et fatigant. J'ai longtemps voyagé avec un colonel, qui avait pour ordonnance un petit Russien, le plus vif, le plus dégourdi des hommes. Le soldat vivait avec son officier dans une intimité très grande, gardant ses papiers, son argent et se permettant, à l'occasion, de lui faire des remontrances ou de lui donner des conseils. « Votre Noblesse soupe au cabaret, ce soir. Alors

il ne faut pas prendre tant d'argent, parce qu'elle dépensera tout. » Sa Noblesse ne s'offensait pas de ces paroles. Parfois le petit Russien dépassait un peu la mesure ; par une bourrade énergique et reçue sans récrimination, son maître le remettait à sa place.

Je vois l'étonnement, l'ahurissement d'un de nos sergents rengagés, s'il était plongé dans l'armée russe brusquement. Les soldats manœuvrent très mal, défilent plus mal encore, ne vont jamais au pas, ne gardent aucun ordre dans la marche ; les traînards s'éparpillent à plusieurs kilomètres à la queue des colonnes. Cela n'empêche pas d'ailleurs ces mêmes soldats de se battre courageusement et d'affronter la mort sans sourciller. La discipline qu'on leur impose n'est ni tracassière, ni tatillonne ; ils obéissent, mais on ne leur demande pas trop. A Ta-Ché-Kiao, où fut pendant près d'un mois le quartier général de Kouropatkine, il y avait, non loin des bivouacs, des mares d'eau bourbeuse : les bêtes y venaient boire et les soldats s'y baignaient ; de grands diables de cosaques, tout nus, juchés sur le dos des chevaux et pareils à des centaures velus entraient dans la mare et barbotaient parmi des grappes

de baigneurs. Hommes et bêtes pêle-mêle se prélassaient dans l'eau fangeuse et c'était une belle scène d'animalité fauve, sous le clair soleil mandchou. Mais S. Exc. M. le médecin inspecteur du quartier général ne fut pas sensible à cette beauté. Un jour qu'il se promenait par là sur sa jument pur sang, il vit cette baignade et faillit en suffoquer de fureur : « Comment, la dysenterie, le typhus, décimaient l'armée et voilà que les soldats s'ébrouaient dans des mares infectes où tous les microbes de la création avaient dû certes se donner rendez-vous ! » Il tança durement le sous-inspecteur, lequel rédigea incontinent un long rapport et le résultat de tout cela fut qu'on mit le soir même, près de chaque mare, une sentinelle, baïonnette au canon. Les chevaux pouvaient toujours y boire, car les chevaux sont résistants aux microbes, mais les hommes ne pouvaient plus s'y baigner. Le lendemain, le médecin inspecteur se promène de nouveau dans ces parages et quelle n'est pas sa stupéfaction d'apercevoir de loin trois soldats au milieu de l'eau et sur la berge la sentinelle qui va et vient indifférente. Il lance sa jument au galop, fond sur la sentinelle, rouge de courroux, menaçant : « Tu ne sais donc

pas la consigne ? Pourquoi ne les empêches-tu pas de se baigner ? » Le soldat effrayé hésite un instant, puis il balbutie cette réponse : « Votre Excellence, je sais la consigne ; mais ceux-là, *les frères* (*brat*) ont tellement insisté ! »

A Moukden, l'État Major du vice-roi, qui occupait toute la ville russe, était entouré d'un cordon de sentinelles pour se garder des Konghouses et des journalistes. Quand la nuit tombait, les sentinelles avaient la consigne stricte de ne laisser passer personne, s'il ne disait le *mot* (le propousk). Un jour, un de nos confrères, qui habitait près de la gare, s'attarde un peu trop dans la ville chinoise, et, quand il veut revenir à son logis, la sentinelle impitoyable l'arrête. En vain il parlemente, discute, supplie : « Vous ne savez pas le mot, dit le soldat ; vous ne passerez pas. Mais si vous voulez, vous trouverez, à trente pas d'ici, une étroite ruelle dans laquelle il n'y a pas de factionnaire ! »



Cette discipline féodale, appuyée sur l'instinct et non sur la raison, est, par cela même, assez dif-

facilement ébranlée par la prédication révolutionnaire qui fonde toujours ses théories sur des arguments de raison. Le soldat c'est un moujik en capote grise et seules des impulsions matérielles peuvent déterminer à l'action cet être primitif et grossier. Quand, devant un moujik, on flétrit l'autocratisme du tsar, le moujik se moque de ces anathèmes. Il ne souffre pas de l'autocratisme. Il n'existe qu'une chose capable de le faire souffrir : c'est la faim.

Les mutineries de soldats se sont presque uniquement produites dans la marine. La marine, les arsenaux recrutent, en effet, leurs hommes parmi la population ouvrière des villes et des ports, tandis que l'armée de terre est, dans sa masse, composée de paysans. De plus, certains équipages, ceux du *Potemkine* par exemple, passaient des semaines entières sans voir leurs officiers, qui finissaient par n'avoir plus aucune action sur leurs soldats. Enfin et surtout, ces officiers ne se contentèrent pas de voler le gouvernement en majorant effrontément le prix des fournitures ; ils volaient aussi les soldats en diminuant tout ensemble la quantité et la qualité de la nourriture. L'incident, qui fit révolter les

marins du *Potemkine*, éclata au sujet d'une question de nourriture : la viande qu'on mettait dans la soupe était à moitié pourrie et pullulante de vermine.

Dans le régiment des Préobrajensky les officiers étant tous des grands seigneurs, profitaient de leur fortune et de leur titre pour ne faire aucun service. Ils allaient à la caserne, à leurs moments perdus; les soldats savaient que *leur* régiment est, par fondation, le premier de l'armée russe et que rien ne peut lui ravir cet honneur. Ils se sentaient, vis-à-vis des autres troupes, comme des seigneurs qui doivent laisser à de plus humbles les exercices et les travaux. La négligence extraordinaire des officiers, l'oisiveté des soldats expliquent plus encore que la propagande révolutionnaire cette mutinerie d'ailleurs très vite apaisée.

La bravoure des gorodovoï (agents de police).

Comme je me promenais, ce soir, aux Iles, en compagnie d'un monsieur et d'une dame, près du pont de la Grande Nevka, nous trouvons trois *isvotchiks* (cochers) arrêtés. L'un d'eux descend lourdement de son siège et nous demande de lui rendre un grand service : sa voiture est vide et le règlement de police défend à toute voiture vide de traverser le pont. Or, s'il ne passe pas de l'autre côté, il n'aura, de toute la soirée, aucun client. L'homme s'attache à nous, obséquieux, importun. Nous sommes trois promeneurs et ils sont trois cochers. Que chacun de nous prenne place dans une voiture; c'est l'affaire de deux minutes, et nous permettrons à de pauvres gens de gagner leur vie.

Nous consentons. Le pont traversé, voilà que le cocher de la première voiture quitte tout d'un coup son siège et se jette sur la dame qu'il venait de déposer, l'injuriant abominablement et bredouillant je ne sais quelle histoire où revenaient les mots de « quarante kopeks » et « perspective Newsky ». La dame s'enfuit terrifiée. Nous sautons à terre et courons vers elle. Le cocher tombe sur nous. Il était ivre et puait le vodka. Il se débattait, nous menaçait, les yeux injectés de sang, le regard mauvais. Tandis que nous discutions avec lui, notre compagne appelait un *gorodovoï*. Mais l'ivrogne s'inquiétait peu de ses observations. Il aurait fallu l'arrêter. Seulement, la chose était bien visible, le *gorodovoï* avait peur de l'ivrogne. Il n'osait pas même lui parler brusquement. Il le laissa remonter sur son siège ; nous étions tous sur la route ; le cocher rassembla les rênes et, fouettant son cheval, le lança brusquement sur nous. Peu s'en fallut que notre amie ne fût écrasée; la roue frôla sa jupe. Alors seulement le gorodovoï sautant dans la voiture, noua ses bras autour du conducteur ; un autre agent accourut et l'on se décida à conduire cette brute au poste où il devait être depuis longtemps.

« Quand on vous parlera de la sauvagerie de la police, me dit la dame, soyez sceptique désormais. Vous venez de voir qu'elle n'ose même pas faire du mal à un ivrogne! »

Sans doute, elle laisse en paix les ivrognes mais elle inquiète souvent les honnêtes gens. C'est là, je crois, le principal reproche qu'on doit lui adresser.

Un ministère cadet?

29 Juin.

On parle beaucoup, ces jours-ci, de la formation d'un ministère pris dans la Douma et où entreraient tous les chefs cadets : « De deux choses l'une, dit-on, il faut que le Tsar renvoie la Douma ou qu'il la charge de gouverner ! »

Mais quand j'entends dire : de deux choses l'une, je sais que le plus souvent c'est une troisième chose qui se réalise.

On a vite fait d'annoncer un prochain ministère cadet. S'il suffisait de prendre d'autres noms, d'avoir M. Pétrounkevitch et Milioukof, au lieu de Gorémykine et Kaufman, je comprends que le

remède à la situation serait des plus simples, et même les plus farouches ennemis des cadets se résigneraient à en user. Mais avec les noms, il faut prendre aussi le programme, et ici l'affaire se complique. Il y a dans ce programme bien des demandes, que les gouvernants actuels ne veulent pas accepter : réforme agraire par l'expropriation, suppression de toutes les lois d'exception, changement immédiat de tous les gouverneurs de province, etc., etc. Or, à supposer que le Tsar ait le courage d'agréer tout cela, son entourage, sa cour, ses parents, ses soutiens y sont, de tout cœur, opposés. Il faudrait une bien grande force pou surmonter cette opposition, et ce qu'on sait de Nicolas II laisse prévoir qu'il n'aura pas cette force. En réalité, les réactionnaires sont de plus en plus irrités contre la Douma. Ils ne veulent pas qu'on lui cède, ils veulent qu'on la brise.

∴

30 Juin.

J'ai dîné en compagnie de M.B..., un économiste de talent, furieux adversaire de la Douma, ami et prôneur du général Ignatief. C'est, d'après

lui, le seul homme capable de sauver la situation; il la sauverait, cela va sans dire, en appliquant ce qu'on pourrait appeler l'autocratisme intégral : renvoi immédiat de la Douma, rétablissement de l'ordre par tous les moyens, exécution des réformes par oukase de Sa Majesté. Le général Ignatief a de chauds partisans dans le monde de la cour. Très vieux, retiré dans son palais de Pétersbourg, il n'agit pas par lui-même, mais ses amis agissent pour lui. Il attend qu'on l'appelle. Le Tsar le consulte : il ne l'emploie pas. Peut-être le réserve-t-on pour des jours plus sombres : ce serait l'homme des dernières cartouches!

Plus la session de la Douma se prolonge et plus la fureur des réactionnaires s'accroît. Quand il était bruit, ces jours derniers, de la formation d'un ministère cadet, cette fureur atteignit son paroxysme : « On nous livre, pieds et poings liés, à nos pires ennemis, on nous fait capituler, sans même nous laisser combattre! »

Une dame, dont la famille occupe une haute situation à la cour, m'a dit hier ces paroles, que j'ai textuellement transcrites, et qui m'ont beaucoup frappé : « Si nous avions un peu de courage,

nous aurions déjà tué notre empereur. C'est lui qui, par sa faiblesse, est cause de tout le mal! »
Notez que la même personne qui me tenait ce propos se serait indignée, si quelqu'un s'était permis, devant elle, la moindre raillerie à l'égard de l'Empereur ou de la famille impériale.

L'Empereur est sacré tant qu'il sert les intérêts et défend les privilèges de la coterie qui l'entoure. Ce n'est pas lui qu'on vénère, qu'on adore, mais le régime dont il est la personnification. Dès qu'il apparaît que, sous sa direction, le régime est menacé, on songe tout naturellement à le remplacer par un autre. Alors, sa vie, les droits que lui confère sa naissance, tout cela ne pèse rien contre les colères de ses parents ou de sa cour.

Les tsars ou leurs héritiers n'attendent pas la bombe ou le révolver des nihilistes pour mourir de cette mort non sèche (*haud sicca morte*) que Juvénal dit être la mort ordinaire des tyrans.

Pierre le Grand avait un fils, Alexis, qui n'aimait point la politique de son père et menaçait de ne pas la continuer. Pour le guérir de ce vice, il lui fait appliquer le knout, avec tant d'énergie que le jeune homme en meurt.

Catherine la Grande avait un impérial époux

Pierre III. Elle commença par lui prendre son trône. L'époux, fort débonnaire, quand on l'eut enfermé dans le château de Ropcha, ne demandait que trois grâces : sa maîtresse, son singe et son violon. On ne les lui accorda même pas. Orlof, le favori, le conseiller de sa femme, le fit tuer ou le tua de sa main. Les chroniqueurs discutent sur le mode de crime : fut-il empoisonné au bourgogne qu'il affectionnait particulièrement, étranglé par une embrassade d'Orlof, pendu avec une courroie de fusil ? On ne sait: la grande impératrice se soucia peu d'instituer là-dessus une sérieuse enquête. D'après elle, son mari, le petit-fils de Pierre le Grand, était mort *d'une colique hémorroïdale, compliquée d'un transport au cerveau.*

Catherine ne s'en tient pas là ; deux ans plus tard, ce premier assassinat est suivi d'un second. L'héritier légitime du trône, le malheureux Ivan VI, languissait, depuis sa naissance, dans la forteresse de Schlüsselbourg. Il était bègue et crétin, mais il vivait, c'était trop. Par les ordres de la souveraine, il ne vécut plus.

Une fille naturelle de l'impératrice Elisabeth se trouvait en Italie. Catherine en eut des inquiétudes. Elle chargea l'un des Orlof de la séduire, de

l'enlever traîtreusement et de l'amener en Russie. Orlof s'acquitta à merveille de cette jolie mission. Il offrit galamment à la jeune princesse une promenade en bateau ; le bateau prit le large et la fille d'Élisabeth conduite à Pétersbourg mourut promptement dans son cachot. Catherine n'eut plus de soucis désormais.

Son fils, l'empereur Paul Ier, mécontentait grandement son entourage. On décida de s'en défaire Les conjurés qui agissaient avec l'assentiment du grand duc Alexandre, héritier de la couronne, ne voulaient d'abord que se saisir du tsar, le forcer à abdiquer et l'emprisonner dans une forteresse. Mais, et tous les conjurés le savent, il est toujours possible de s'échapper d'une forteresse, tandis qu'on ne s'échappe pas du tombeau. Mieux vaut donc tuer qu'emprisonner. Les sujets de Paul Ier tuèrent.

L'un d'eux, le général Benningsen, raconte cette affaire dans une lettre (1) adressée à son ami :

Notre colonne était guidée par l'adjudant de l'empereur, Argamakof. Il connaissait tous les passages

1. Publiée récemment par l'*Istoritcheski Vestnik* et citée en partie par M. Michel Delines dans un article du *Petit Temps* (27 juin 1906).

secrets et les salles que nous devions traverser, car il y passait plusieurs fois par jour, quand il portait à son maître ses rapports et prenait ses ordres. Cet officier nous introduisit d'abord dans le jardin d'été, ensuite il nous fait traverser un petit pont, puis franchir encore une porte et enfin monter un petit escalier qui nous amène dans une cuisine exiguë, communiquant avec l'antichambre qui précédait la chambre à coucher de Paul.

Un hussard de la chambre de l'empereur gardait le vestibule; il était assis, la tête appuyée contre le poêle, et dormait à poings fermés. Un des quatre officiers qui nous accompagnaient lui asséna un formidable coup de canne sur la tête, et le garde poussa des cris aigus. Effrayés, nous fîmes halte, pensant que l'alarme se répandrait dans tout le palais.

Le prince Zoubof et moi nous nous hâtâmes de pénétrer dans la chambre à coucher du souverain. En effet, nous trouvâmes le tsar réveillé et debout près de son lit, devant le paravent. Sabre au clair, nous nous approchâmes de Paul I[er] et nous lui dîmes :

— Majesté, nous vous arrêtons !

Il me regarda sans prononcer une parole, puis se tourna vers le prince Zoubof et lui dit :

— A quoi pensez-vous donc, Platon Alexandrovitch ?

Au même instant, un officier de notre suite entra et dit à voix basse à l'oreille de Zoubof qu'on le réclamait en bas, parce qu'on redoutait la garde impériale.

Le prince Zoubof sortit de la chambre et je restai face à face avec le tsar. Il me regardait sans dire mot.

Peu à peu des officiers de notre suite entrèrent dans la chambre, et je leur dis :

— Messieurs, restez ici auprès de l'empereur ; il est arrêté; ne le laissez pas sortir de cette chambre.

Je me retirai pour aller examiner les issues des pièces avoisinantes. J'appris plus tard qu'en mon absence, l'empereur dit aux officiers :

— Arrêté ! Je suis arrêté ! Qu'est-ce que cela signifie ? Arrêté ?

— Il y a quatre ans qu'on aurait dû en finir avec toi ! dit un des officiers.

— Qu'ai-je donc fait ? demanda l'empereur.

Ce furent ses dernières paroles.

Les officiers entrèrent en masse, remplirent la chambre, se saisirent du tsar et le jetèrent sur le paravent qui avait été renversé par terre.

Il me semble qu'il a voulu secouer leur étreinte et s'élancer vers la porte, et je lui criai par deux fois :

— Majesté, tenez-vous tranquille, il y va de votre vie !

En ce moment j'entendis qu'un officier, Bibikof, suivi d'un piquet de la garde, était entré dans la chambre contiguë. Je me dirigeai vers lui pour lui donner des ordres, ce qui me prit à peine quelques minutes. Lorsque je rentrai dans la chambre impériale, je vis le tsar étendu sur le parquet, et l'un des officiers me dit :

— Nous en avons fini avec lui !...

J'eus de la peine à le croire, car je ne voyais aucune trace de sang, mais bientôt je me le persuadai de mes propres yeux.

« Le général Benningsen, dit M. Michel Delines, mit cette issue fatale sur le compte des libations de champagne trop abondantes faites à un souper que le général Talysine avait offert aux officiers avant de les envoyer dans la chambre à coucher du tsar. C'est à ce souper que le comte Pahlen prononça ces paroles :

— « Messieurs, n'oubliez pas que pour faire une omelette, il faut casser des œufs... »

Vous croiriez peut-être que Benningsen fut gêné d'écrire une pareille lettre ? Aucunement ; il trouve ce qu'on a fait parfaitement naturel et il termine par ces mots :

« Vous voyez que je n'ai pas à rougir du rôle que j'ai joué dans cette catastrophe, je n'ai même pas été du nombre des dépositaires du secret, puisque l'on ne m'a averti du complot que lorsque tout était décidé et réglé. »

Une pièce à grand succès. La révolte de Pougatchef.

12.

Au théâtre du Jardin Zoologique, un lieu de divertissement très populaire, on joue, depuis plusieurs semaines, avec un succès croissant, *Tchorni God, l'Année noire*, une grande féerie qui fait revivre la révolte du cosaque Emélian Pougatchef. A l'heure où des désordres agraires se produisent un peu partout, l'évocation de cette levée des paysans ne manque pas d'intérêt. Je suis allé voir la féerie et j'ai lu l'histoire de la révolte écrite par Pouchkine.

Quelle extraordinaire histoire (1)

1. Voir à ce sujet un très intéressant article de M. Melchior de Vogué (*Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1879)

Dans les immenses steppes, voisines du fleuve Oural et très imparfaitement soumises à la domination russe, vivent en liberté les cosaques, cavaliers et marins, les anciens serfs qui, échappés de la terre où l'on prétendait les enchaîner, sont venus chercher sur les confins asiatiques l'espace et la liberté. Là sont aussi les *raskolniks*, vieux croyants qui, en dépit du knout et de la hache, malgré la geôle et les supplices, prétendent garder précieusement tous les rites de leur culte et célébrer Dieu à leur façon. Jusqu'à des milliers et des milliers de verstes ils ont fui les tsars oppresseurs ; ils ont vécu, terrés dans les forêts, comme des bêtes ; leur âme si religieuse s'est exaltée à ces persécutions, à ces misères. Ils détestent les empereurs par qui leur foi fut détruite et le trône russe usurpé ; ils sont dans l'attente d'un chef héritier légitime des anciens maîtres et revenant occuper la place que d'autres détiennent injustement. Ils espèrent en lui, comme en un autre Messie. Qu'un homme se présente prétendant être cet héritier et ils suivront aveuglément le *samosvanetz*, l'élu de soi-même ; ils le suivront jusqu'à la mort.

Le *samosvanetz* paraît enfin ; c'est un des leurs,

un vieux croyant : Emélian Pougatchef. Échappé de la prison de Kazan, il parcourt les colonies de cosaques et se donne pour l'empereur Pierre III. Suivi d'une poignée d'audacieux gaillards il surprend quelques forts militaires ; les cosaques qui les gardent passent immédiatement à lui : les officiers qui veulent se défendre sont pendus. La troupe, en quelques semaines, s'accroît démesurément ; toutes les forteresses isolées tombent en son pouvoir. Pougatchef, le forçat, condamné naguère au fouet, à l'amputation des narines, est, dans les villages et les bourgs, accueilli comme un souverain ; des tapis sont étendus par terre, une table dressée avec le pain et le sel. Le pope l'attend avec la croix et les saintes images. Quand il descend de cheval, soutenu par deux cosaques, les cloches carillonnent, tous se prosternent, la face contre terre. Il commande à une armée, capable d'assiéger Orenbourg.

Le gouverneur de cette ville est, comme toujours, un Allemand, consciencieux, zélé, mais étranger parmi les Russes, sachant à peine quelques mots de leur langue et rien de leur esprit. Il refuse tout d'abord de prendre au sérieux cette révolte, ne pouvant admettre que ces Russes qu'il

a vus si soumis osent se soulever. Plus tard il perd la tête.

Pougatchef s'installe aux faubourgs de la ville ; de toutes les contrées voisines des paysans viennent grossir sa horde. Il fatigue la garnison par des escarmouches quotidiennes ; il fait juger et pendre tous les officiers et les fonctionnaires qu'on lui amène; son état-major se compose d'un cosaque, Chika qui remplit les fonctions de feld-maréchal, de Biéloborodof, Barbeblanche, un ancien brigadier d'artilleurs qui devient grand maître de l'artillerie et directeur de la chancellerie, d'un galérien Chlopouche, nommé aussi feld-maréchal. Comme les hautes fonctions ne leur suffisent pas ils prennent encore des titres et des noms ; l'un s'appelle le comte Tchernichef, un autre comte Voronzof, un troisième comte Panine. Tous les entrepôts de boissons sont pillés à cent lieues à la ronde et les soldats de Pougatchef abreuvés de promesses et d'alcool. L'alcool est le principal lien entre ces hommes, le grand stimulant de cette effroyable jacquerie.

Pougatchef va de triomphe en triomphe ; le général Karr, envoyé contre lui et se flattant de le réduire aisément, voit sa colonne détruite par

les rebelles; il s'échappe lui-même avec les plus grandes difficultés. Le colonel Tchernichef qui arrivait pour le seconder perd toute sa troupe, deux mille hommes et douze canons; il est pris avec ses officiers et pendu.

Cette défaite des troupes régulières a un énorme retentissement; la noblesse de toute la région prend peur et s'enfuit en toute hâte à Moscou; le nom de Pougatchef est connu partout; il inquiète Saint-Pétersbourg lui-même; les capitales de l'Europe le répètent et Voltaire s'entretient de Pougatchef à Ferney.

Veut-on sentir dans toute sa force les terreurs qu'inspirait alors le cosaque révolté?

Dans une de ses nouvelles écrites pour les enfants, Tolstoï rapporte le récit d'une de ses tantes qui, toute jeune encore, vit, de ses yeux, le célèbre bandit et reçut en cadeau de lui une pièce de dix kopeks. Voici cette narration, une merveille de naturel et de vie (1) :

« J'avais huit ans et nous vivions au gouverne-

1. Le texte en est cité par M. Paul Boyer et Speranski dans leur *Manuel pour l'étude de la langue russe*. Il est bien difficile de rendre dans la traduction la simplicité si parfaite du récit.

ment de Kazan, dans le village qui nous appartenait. Il me souvient que mon père et ma mère commençaient à s'alarmer et à faire sans cesse mention de Pougatchef. C'est plus tard seulement que je sus qui était Pougatchef, le brigand. Il se nommait lui-même le tsar Pierre III ; il rassembla beaucoup de brigands et il pendait tous les nobles, mais il mettait en liberté les serfs.

On disait que lui et ses gens se trouvaient déjà non loin de nous. Mon père voulait s'en aller à Kazan, mais il redoutait de nous prendre avec lui, nous autres enfants, parce que le temps était froid et les chemins mauvais. C'était en novembre et il y avait du danger sur la route. Il se prépara à partir avec ma mère pour Kazan et il promit de prendre de là des cosaques et de revenir vers nous.

Ils s'en allèrent et nous restâmes seules avec notre bonne, Anna Trophimovna ; nous vivions toutes au rez-de-chaussée, dans une pièce unique. Je m'en souviens, nous étions là un soir ; la bonne berce ma sœur, elle la promène par la chambre, car elle avait mal au ventre ; moi je jouais à la poupée. Prascovie, notre femme de chambre et la femme du sacristain étaient assises à la table, buvant du thé et causant, toujours au sujet de

Pougatchof. Moi, tout en jouant à la poupée, je ne perdais pas un mot des choses terribles que racontait la femme du sacristain.

— Il est venu chez nos voisins, disait-elle, à quarante verstes d'ici; il a pendu le seigneur à la porte cochère et massacré les uns après les autres tous les enfants.

— Et comment les a-t-il tués, le scélérat? interrogea Prascovie.

— De cette manière, ma petite mère. C'est Ignatief qui l'a dit. Il les attrapait par les pieds et, à grands coups, contre le mur....!

— Holà, vous! assez de ces terribles histoires en présence des enfants, s'écria notre bonne. « Va te coucher, Catherine. Il est temps. »

Je voulais déjà m'apprêter à dormir, quand tout d'un coup, nous entendons qu'on frappe à la porte, les chiens aboient, des voix crient.

La sacristaine et Prascovie se précipitent pour voir et elles reviennent tout de suite en disant : « Ce sont eux ! Ce sont eux! »

La bonne ne pense plus que ma sœur a mal au ventre; elle la pose dans le lit, court à la malle, en retire une chemise et un petit vêtement de paysanne. Elle m'enlève tout ce que je portais, me

déchausse et me met les habits de paysanne. Sur ma tête, elle noue un mouchoir et dit :

« Attention, si on t'interroge, dis que tu es ma petite-fille. »

A peine m'avait-elle habillée, que nous entendons le bruit des bottes : beaucoup de monde était là. La sacristaine accourt vers nous.

« C'est lui, lui en personne. Il ordonne de tuer des moutons. Il demande des vins et des liqueurs. »

Anna Trophimovna lui dit : « Donne-lui de tout. Mais prends garde de dire que ce sont les enfants du seigneur. Dis qu'ils s'en sont tous allés et que ceux-ci sont mes petits-enfants. »

Nous n'avons pas dormi toute cette nuit-là. A tout instant, des cosaques ivres allaient et venaient.

Mais Anna Trophimovna ne les craignait pas. Quand l'un d'eux arrivait, elle lui disait : « Que désires-tu, mon petit pigeon? Il n'y a chez nous rien pour vous. De petits enfants, et moi, une vieille. »

Les cosaques s'en allaient.

Au matin, je m'assoupis et quand je m'éveillai, je vis qu'il y avait chez nous, dans la chambre, un

cosaque avec une pelisse de velours vert et qu'Anna Trophimovna le saluait très bas.

Il montra ma sœur et dit : « De qui donc est-elle la fille? »

Et Anna Trophimovna de répondre : « C'est ma petite-fille. Sa mère s'en est allée avec les maîtres et me l'a laissée. »

— Et cette gamine? Il me montrait.

— Aussi ma petite-fille, empereur.

Il me fit signe avec son doigt.

— Viens ici, petite bien sage.

Moi j'avais peur. Mais Anna Trophimovna me dit : « Va donc, Catherine, ne crains rien ». J'allai.

Il me prit la joue et dit : « Voyez-vous, quel blanc visage! elle sera gentillette. »

Il sort de sa poche une poignée d'argent, prend une pièce de dix kopeks et me la donne.

« C'est pour toi, souviens-toi de l'Empereur. » Il s'en va.

Ils demeurèrent chez nous deux jours, mangèrent tout, burent, cassèrent, mais ne brûlèrent rien ; puis ils partirent.

Quand mon père et ma mère revinrent, ils ne savaient pas comment remercier Anna Trophi-

movna ; ils lui donnèrent la liberté ; mais elle la refusa ; elle vécut toute sa vieillesse et mourut auprès de nous. On m'appelait désormais par plaisanterie : « La fiancée de Pougatchef. » La pièce d'argent qu'il m'a donnée, je la conserve depuis ce temps ; et, toutes les fois que je la regarde, je me rappelle mes années enfantines et la bonne Anna Trophimovna. »

Cependant Catherine II qui, dans ses lettres à Voltaire, parlait avec insouciance *du marquis de Pougatchef* et de la *corde de chanvre* qu'il filait quotidiennement, commençait en réalité à être très inquiète. Elle fit appel au général Bibikof qui, à Moscou, puis à Kazan, releva les esprits abattus et organisa la résistance. Il ne fallait que de la discipline et du sang-froid pour vaincre Pougatchef qui manquait de l'un et de l'autre. En effet les forces régulières du prince Galitzine défirent, en deux rencontres, les hordes de paysans et de bandits. Pougatchef ne se soutenait que par la victoire : dès les premiers insuccès, chacun de ses lieutenants ne songe qu'à trahir. Le chef

lui-même lève le siège d'Orenbourg et se jette dans les montagnes de l'Oural, le pays des mines où tout un peuple de serfs mécontents et affamés, devaient lui fournir d'inépuisables réserves de soldats. Mais ces soldats ne valent que pour l'ivresse et le pillage. Pougatchef semble perdu : un audacieux officier, le hussard Michelsohn, le traque sans relâche. Il le culbute à chaque rencontre, va le prendre sans aucun doute quand, brusquement, avec cette mobilité prodigieuse qui marque tous ses déplacements, le rebelle quitte la montagne et paraît tout d'un coup aux environs de Kazan. Par un coup de hardiesse inouïe, il assiège la grande ville, le gouverneur la lui abandonne et s'enferme dans la citadelle. Alors se produit un sac effroyable : la cité de négoce est livrée à tous les excès d'une tourbe avinée. Tout est détruit en une journée. L'orgie ne dure pas davantage, car Michelsohn, chasseur infatigable, y met fin.

Les bandes de pillards s'enfuient ; de nouveau Pougatchef est aux abois. Il se redresse une fois de plus, franchit le Volga et se montre, en vrai pays russe, aux malheureux esclaves de la terre qui n'attendaient que sa venue pour se soulever. On l'accueille comme un Messie. Les villages

massacrent leurs maîtres et se donnent à lui. Triomphes éphémères ! Que peuvent des villageois mal armés contre des troupes régulières commandées par des chefs courageux ? Le premier moment de surprise est passé ; les adversaires de Pougatchef connaissent sa faiblesse. Michelsohn s'attache obstinément à ses pas et le pousse vers la steppe déserte où il n'aura plus les moyens de reconstituer son armée. La fin approche ; les complices du brigand ne songent qu'à se sauver en le livrant. Une nuit Pougatchef est saisi par eux, lié et remis au général Souvarof. Les fers aux mains, les fers aux pieds, enfermé dans une cage de bois qu'on charge sur une charrette il est lentement conduit à Moscou. On le montre comme une bête sauvage, à ces populations qui l'ont connu, il y a quelques semaines, triomphant. Le 10 janvier 1775, le bourreau tranche sa tête sur la grande place de Moscou ; son corps est cloué aux portes de la ville, puis ses cendres dispersées au vent...

Comme elle éclaire bien le caractère du paysan russe, cette révolte de Pougatchef ! A l'origine, comme toujours, un *samosvanetz* élu de soi-même, l'imposteur qui se fait passer pour le tsar. La

foule des campagnards croit en ce tsar qui lui promet le pillage et la liberté. Les généraux allemands qui gouvernent les provinces russes ne comprennent rien à cet échauffement subit des serfs qu'ils ont vus si parfaitement résignés. Pendant des mois, Pougatchef, un homme sans intelligence, tient en échec les armées de Catherine II, s'empare des villes, dévaste les provinces. Quand on détruit son armée, en quelques jours, il en recrute une nouvelle, tant est grand le nombre des mécontents qui ne demandent qu'à devenir ses soldats. Ces hordes malfaisantes que le peuple de la glèbe enfante ainsi sans relâche attestent la force énorme qui se trouve en lui ; mais c'est une force désordonnée, chaotique et, par elle-même, incapable de produire aucun effet durable. Il manque une âme pour animer ce grand corps.

Les plaintes d'un propriétaire sous la menace de l'expropriation.

C'était l'autre soir, au club des Agriculteurs, plus communément appelé *Cartoffel Klub* (club de la Pomme de terre). Je dîne à la Pomme de terre quelquefois : la cuisine y est bonne, le caviar de tout premier ordre, les convives fort aimables et, surtout, oh surtout, il n'y a pas de tziganes. (Qui dira la douceur d'un dîner sans tziganes en un pays où le racleur bohémien a tout infesté ?)

Après le dîner, étendu dans une chaise longue, je regardais deux joueurs pousser avec astuce les billes d'ivoire dans les pochettes d'un billard anglais, quand Rénitzine, le vieux Rénitzine, vint s'asseoir, sur le divan, tout près de moi

Rénitzine n'est pas très loquace, excepté quand il a perdu au jeu : je connus vite que c'était le cas ce soir-là.

— Andréssief, me dit-il sans préambule, vient de me prendre mille roubles.

— Diable !

— Oh ! ce n'est rien. Hertzenstein, vous savez, ce petit juif à lunettes qui a élaboré le projet agraire des Cadets et qu'on écoute comme l'Évangile aussitôt qu'il ouvre la bouche sur la question des paysans, ce diable d'Hertzenstein menace de me prendre bien davantage. Ce n'est pas mille roubles, c'est cent mille qu'il entend me supprimer.

— Mais la chose est loin d'être faite.

— Oh ! Hertzenstein est impitoyable. Tous les biens qui ne sont pas directement exploités par leurs possesseurs seront expropriés. Et puisque je vous dis qu'on l'écoute comme l'Évangile. Je n'exploite pas moi-même mes terres: elles sont presque toutes affermées aux paysans. Comment exploiter moi-même ? Irai-je passer douze mois de l'année dans le gouvernement de Cherson. parmi les steppes, à deux cents verstes de tout endroit habité? C'était bon dans les tout premiers

temps de mon mariage, quand j'étais encore très amoureux de ma femme.

— Si l'on vous prend votre propriété, lui dis-je, certainement on vous la payera.

— C'est ce qu'ils prétendent. Les propriétaires, disent-ils, seront remboursés au *prix juste*. Depuis quelques semaines, nous n'entendons plus que ces mots : « le prix juste ». Les premiers temps, ils avaient pour effet de me rassurer complètement. La *justice*, pensais-je, consiste avant toute chose à ne pas dépouiller autrui. Puis il me parut qu'on interprétait ces paroles d'une manière assez variable. Un jour, je demandai une carte pour la Douma : dans les couloirs, on me montra Aladine. Je l'abordai sans façons :

— Dites-moi : je sais que vous avez de l'influence sur une partie des députés. Je possède de grandes terres que vous prétendez me prendre. Me les payerez-vous ?

— Sans doute, répéta le jeune tribun. Sommes-nous des voleurs ?

— Fort bien, mais comment me les payerez-vous ? Mon bien est dans le gouvernement de Cherson : c'est la meilleure terre de Russie, une terre qui, il y a vingt ans, était vierge et qui pro-

duit, sans engrais, presque sans culture, des récoltes prodigieuses. On m'en a, plusieurs fois, offert trois cents roubles le désiatine. Me donnerez-vous ces trois cents roubles ?

— Permettez, dit Aladine, permettez. Avez-vous acheté vous-même ce bien ?

— Nullement, je l'ai reçu de mon père.

— Et votre père l'a-t-il acheté ?

— Mais non, il l'a reçu de mon aïeul qui le tenait lui-même de mon arrière-grand-père contemporain et ami de Catherine II. Mon arrière-grand-père était capitaine à la garde et fort bel homme, comme le prouve le portrait que j'ai de lui. L'Impératrice le distingua et lui donna vingt mille désiatines dans le gouvernement de Cherson. Il en garda dix mille que je possède encore et il vendit les dix autres mille. Or, savez-vous pourquoi il les vendit ? Pour donner un grand bal à la noblesse de son gouvernement. Et savez-vous combien il les vendit ? vingt kopeks (quarante centimes) le désiatine. Cela est relaté dans ses *Mémoires*. Vous voyez que la terre n'était pas chère à ce moment-là.

Un sourire sarcastique contracta légèrement les lèvres d'Aladine :

— S'il en est ainsi, dit-il, vous perdrez votre propriété et ne recevrez aucune indemnité. Ces terres que vos ancêtres ont acquises sans rien dépenser, la nation ne dépensera rien pour les reprendre. La justice le veut ainsi.

Aladine s'inclina devant moi et me salua fort poliment. Je dois reconnaître que c'est un homme très bien élevé.

A ce moment passait M. N..., une des gloires du parti cadet. N... est un aristocrate comme moi. J'ai connu intimement son père qui fut longtemps ministre. Lui-même était naguère, comme moi, chambellan de l'Empereur. Il a épousé une femme très riche et il pouvait, comme moi, vivre agréablement et sans tracas. Mais l'ambition le possède : il rêve d'être, dans la Russie nouvelle, quelque chose de grand, de très grand. J'abordai N... que je tutoie.

— Dimitri Alexandrovitch, lui dis-je, de grâce, éclaire-moi. Que me faut-il entendre exactement par le *prix juste*, ce fameux prix juste auquel vous voulez payer mes terres? Voilà Aladine qui l'entend de telle sorte que je perdrai tout et ne recevrai rien!

— Serge Markovitch, me dit N.., nous te pren-

drons les champs, c'est certain. Il est certain, aussi, que nous te les payerons. Seulement, nous ne te les payerons pas ce qu'ils valent, car ils valent plus qu'ils ne *devraient* valoir. Le prix juste n'est pas le prix réel. Il en est même assez loin. Nous diminuerons ce prix réel dans des proportions assez notables; certains veulent une diminution de 20 0/0, d'autres de 30 0/0; je serais, pour ma part, partisan d'une diminution plus forte, au moins 40 0/0. Ainsi l'exige l'intérêt de la patrie !

« J'aurais voulu injurier N..., tant j'étais hors de moi. Que le diable l'emporte, lui et les bavards de son espèce ! Il en parle à son aise : toute sa fortune est en capitaux, prudemment placés à l'étranger. Ainsi, sur cent roubles qui sont dans ma poche, on m'en vole quarante, on en laisse soixante, et c'est cela qui s'appelle sauver la patrie. Alors, pourquoi l'intérêt de la patrie exige-t-il que ce soit moi justement qui sois dépouillé, et pas les autres ? Les capitalistes, les industriels, les commerçants sont épargnés. Seuls les malheureux propriétaires doivent se sacrifier pour tous. Voyez, par exemple, Andréssief qui vient de me gagner mille roubles. Il possédait, dans le gouvernement de Tambof, un bien magnifique, qu'il a

vendu pour fonder une Compagnie de bateaux sur le Volga. Depuis dix ans sa fortune a triplé et il est bien tranquille, lui; on ne lui prendra pas ses bateaux! Et dire qu'il vient, par-dessus le marché, de me gagner mille roubles.

« Si encore, en me ruinant ainsi, on assurait le bonheur de mes paysans. Mais nullement; il y a quinze villages et au moins dix mille âmes sur mes terres. Admettons qu'on me prenne tout : chaque villageois ne recevra guère qu'un désiatine en plus. Il en possède actuellement de trois à quatre, de sorte que l'augmentation ne sera pas si grande. Elle ne lui servira qu'à boire un peu plus de *vodka*. Mais cela ne le rendra pas plus prospère, je vous l'assure, aussi vrai que nos cochers de grande maison portent tous des matelas-crinolines et que le concombre est par excellence notre fruit national! »

Rénitzine s'arrêta de parler, un moment. Il regardait fixement les joueurs qui étaient parvenus à mettre dans les pochettes presque toutes les billes. Puis, il reprit en bougonnant :

— Il va donc falloir, à mon âge, bouleverser mon genre de vie, renoncer à mes plus chères habitudes. Je passe, tous les ans, deux mois dans

ma propriété, quatre mois à Pétersbourg et le reste du temps à l'étranger. L'étranger, pour moi, c'est Paris; c'est là surtout qu'il me plaît de vivre: les femmes y sont jolies ou du moins le paraissent, ce qui revient au même; on y trouve des gens d'esprit, plus qu'en aucun lieu du monde, et enfin vous pouvez, des journées entières, vous promener par les rues, monter dans les omnibus et rouler dans les fiacres sans attraper des puces, tandis que chez nous...

Rénitzine s'était levé. Il regarda sa montre:

— Comment, à peine onze heures! s'écria-t-il. Je vais retrouver Andréssief et tâcher de ravoir ce que j'ai perdu. Baste! puisqu'on veut tout me prendre, quelques roubles de plus ou de moins!...

La vie à Pétersbourg.

1er Juillet.

Comment décrire le charme de ces longs soirs d'été à Pétersbourg, la cité des eaux, la Venise du Nord ? Quelle belle lumière, quelle clarté souriante sur ces quais illimités, sur ce grand fleuve qui baigne tour à tour les palais aux façades rougeoyantes et les vertes, les fraîches frondaisons des parcs !

C'est une joie de s'en aller vers les Iles, voir le soleil lentement et comme à regret disparaître dans la mer.

Au retour, presque chaque soir, je m'arrête, pour l'heure du thé, dans une maison amie de Kamenno-Ostrof, chez le prince Cantacuzène. L'aimable demeure si accueillante à l'étranger !

Les causeries se prolongent sur les choses du présent et sur celles du passé ; celles-ci se soudent intimement à celles-là, bien plus en Russie que chez nous. Nous avons eu, dans le dernier siècle, trois révolutions et des ébranlements, des bouleversements si terribles qu'ils ont en quelque sorte rompu le cours de l'histoire ; de-ci, de-là paraissent des cassures ; il est difficile, presque impossible de remonter dans le temps, en interrogeant les vieillards, en s'aidant des traditions orales que je chéris entre toutes, *parce qu'elles sont de la vie toute pure*, au lieu que les écrits, même les plus sincères, sont toujours *distants* de la vie ! Mais sur cette terre russe où la même dynastie, le même régime, la même aristocratie dirigeante se sont, sans aucun changement, perpétués de Catherine II à nos jours, la vue plonge aisément dans le passé, par de larges avenues. Dans les grandes familles, les souvenirs se sont conservés nombreux et exacts ; le prince et la princesse me parlent de leur arrière-grand-père, comme ils parleraient d'un contemporain ; ils content des anecdotes, disent des traits de mœurs et par ces récits pittoresques la vie d'autrefois s'évoque avec un relief saisissant.

Ces hommes de l'ancien régime sont nécessairement *fermés* aux nouveautés. Ils vivent de traditions et ces traditions glorieuses, comment exiger d'eux qu'ils les immolent en faveur d'un nouvel état de choses qui leur semble le rêve criminel de quelques cervelles délirantes ?

Le prince déteste la Douma. Quand je lui demande : « Êtes-vous allé assister à une séance? » Il me répond : « Dieu m'en garde ! Qu'irais-je faire dans cette caverne de coquins ? »

Il ajoute : « Vous autres Français, vous êtes une nation civilisée ; le dernier de vos paysans a plus de raison que le plus savant de nos professeurs. Nos professeurs, nos intellectuels sont des fous. Qu'on les laisse faire, et bien vite, ils conduiront le pays à l'abîme !

« Tout ce qu'on vous raconte des paysans est un pur mensonge. Leur misère n'a pour cause que leur incurable paresse ; j'ai vécu trente ans au milieu d'eux et je les connais un peu mieux que ne les connaissent les beaux parleurs de la Douma. Ils labourent mal leurs terres, ils ne les fument jamais : un jour des ouvriers que j'avais se révoltèrent parce qu'ils m'accusaient de les nourrir avec quelque chose d'immonde, du blé produit par

une terre fumée! L'an dernier, un de nos amis, officier d'Odessa, vient acheter un cheval dans mon haras. Il offre à l'un des deux cents paysans de mon village, la somme *énorme* de vingt-cinq roubles (soixante francs) pour lui conduire ce cheval à Odessa, distant de cent verstes. Vous pensez peut-être que les paysans se disputèrent cette aubaine inespérée? En France, chacun, même parmi les plus riches, se serait immédiatement présenté. Chez nous aucun de ces paysans qu'on vous dit misérables, faméliques, ne voulut prendre ces vingt-cinq roubles en échange d'un si léger travail : « Il fait bien froid, répondaient-ils. Le temps n'est pas sûr. Peut-être va-t-il neiger ! ». . . . . . .

« Nos champs sont assez souvent ravagés par les mulots. Le Russe alors se croise les bras et dit : « C'est un fléau de Dieu contre lequel on ne peut rien. » Mais le colon allemand, son voisin, se met bravement à l'ouvrage et, par beaucoup d'efforts, il préserve ses récoltes.

« La prospérité de ces colons allemands, leurs maisons, si proprettes, forment avec la misère et la saleté de nos Russes un contraste bien édifiant. Ils cultivent pourtant, les uns les autres, le même sol. Mais les uns travaillent, les autres ne font rien.

« Croyez bien, ajoute le prince, que je ne parle pas en égoïste. Ce ne serait pas la première fois que ceux de ma race seraient privés de leurs biens. J'abandonnerais volontiers mes terres, si le pays devait en être sauvé. Et de même, j'applaudirais à la Douma, si je la voyais travailler au bonheur de la Russie. *Mais il faut un gouvernement fort à notre peuple absolument incapable de se gouverner lui-même ?* »

Tous les gens de la cour, presque tous ceux des hautes classes pensent de la sorte. L'Empereur vit au milieu d'eux, subit leur influence, écoute leurs avis. Les chances d'un ministère cadet m'apparaissent de plus en plus petites chaque jour.



Le grand-duc X... vit à Tsarskoïé-Sélo, dans une belle villa qu'il a fait bâtir et où tout est anglais, cochers, chevaux, domestiques, meubles, tout, à l'exception d'une petite maîtresse, d'un peintre de Montmartre et d'un cuisinier que notre pays peut revendiquer comme siens. Petites maîtresses et cuisiniers, ajoutez-y les coiffeurs, quelques romans le plus souvent pornographiques,

quelques tableaux, et vous aurez les objets d'exportation courante que la France fournit encore à l'Univers.

Le grand duc X..., a armé tous ses domestiques : les carabines les plus perfectionnées sont accrochées au râtelier ; les munitions, en abondance, sont à la portée de la main. Tout est étiqueté, numéroté ; chacun connaît son arme ; en quelques minutes la maison entière est mobilisée et il y a même deux petites mitrailleuses, deux joujoux de mitrailleuses, bien astiquées, reluisantes, au maniement desquelles les laquais sont exercés quotidiennement.

.˙.

J'ai reçu la lettre suivante d'un de nos compatriotes, porteur de fonds russes :

« Cher Monsieur,

Vous nous parlez dans vos articles de la question agraire et de la question juive, de M. Hertzenstein et des cadets, des interpellations et des séances de la Douma. Vous l'avouerai-je, au risque de vous fâcher ? Tout cela ne m'intéresse point et

les neuf dixièmes des Français sont dans mon cas. La seule chose qui nous intéresse c'est de savoir si les valeurs que nous avons en portefeuille ne baisseront point trop et si l'on continuera à nous payer nos coupons. Répondez à cette question, à cette unique question et nous vous bénirons dans notre cœur, surtout si votre réponse est conforme à nos désirs ! »

J'ai pris ma plume et j'ai répondu ceci à mon correspondant :

« Je ne partage pas vos inquiétudes et pour cause hélas ! Mais je les comprends. Vous avez mis votre argent dans un pays que vous croyiez formidable, aussi fort au dedans qu'au dehors. Je pourrais vous reprocher de l'avoir cru et blâmer votre défaut de connaissances géographiques qui, une fois de plus, vous joue un vilain tour. Mais il était permis de s'y tromper. Un étrange enchaînement de circonstances a amené tout le mal. Avec vos capitaux le Russe a bâti à tort et à travers des usines qui ont produit des locomotives ; il a fallu employer ces machines ; alors il a construit des chemins de fer, bien loin, au fond de l'Asie ; il a coupé la Mandchourie qui ne lui appartenait pas, d'abord de long en large, ensuite de haut en bas.

Puis il s'est trouvé comme un homme qui, sa maison terminée, découvre avec stupéfaction que cette maison n'a pas de fenêtres. Port-Arthur ce fut la fenêtre du Transsibérien. Mais le petit Japonais supporta mal d'y voir le Russe qui l'en avait, quelque temps auparavant, chassé. Il supporta plus mal encore de voir le Russe remplir la Mandchourie de ses cosaques comme s'il devait y rester à tout jamais. Il sauta bravement à la gorge du Moscovite et le força de remonter vers le Nord, vers les tristes royaumes du Froid.

Et voilà comment l'argent français fut cause de la guerre, laquelle produisit à son tour la Révolution. Celle-ci commence. Elle doit nécessairement suivre son cours. Mais il y a révolution et révolution. L'une s'accomplit sans trop de désordres et n'entraîne aucune irrégularité dans le paiement des coupons ; l'autre ensanglante le pays, le ruine et alors, vous connaissez le proverbe : Là où il n'y a rien, le roi perd ses droits ; en présence des coffres vides le créancier français ne pourrait pas être traité autrement que le roi.

La Douma s'efforce justement de réaliser la première sorte de Révolution et c'est pourquoi vous devez, en France, *aimer la Douma*, au lieu de la

détester, comme vous y incitent beaucoup de vos conseillers financiers, en l'espèce fort maladroits.

Les hommes qui la dirigent prétendent réformer le régime qui, de toute évidence, ne peut plus rester tel qu'il est. Ils veulent soigner ce malade, panser et guérir les plaies qui l'affligent. Mais ce malade est un mauvais malade qui regimbe contre le médecin. La gangrène menace la plaie, et alors, il faudrait amputer !

Souhaitons, bien cher Monsieur, que cette amputation lui soit épargnée ! » . . . .

En relisant cette lettre, je m'aperçois, non sans terreur, que j'ai omis de répondre à la question si précise qui m'était si posée. Les oublis de ce genre ne sont pas tellement rares, surtout quand on est très embarrassé pour répondre, et qu'il s'agit de démêler l'avenir. C'est déjà difficile en France. Mais en Russie... !

Séance orageuse à la Douma.

2 Juillet.

J'avais prédit, dès la première séance de la Douma, que la sonnette si mesquine de M. Mouromtzeff se montrerait un jour inégale à sa fonction.

L'événement m'a donné raison et la séance d'aujourd'hui a marqué si l'on peut dire la faillite de la sonnette présidentielle.

Il s'agissait de la peine de mort. La Douma l'a déjà abolie, voilà un mois. Mais l'affaire revenait devant le Parlement, et les ministres intéressés étaient là, pour s'opposer au vote définitif de la loi. Il faut vous dire que juste quelques jours

après la suppression par la Douma, de la peine capitale, le procureur en chef du Ministre de la guerre, le général Pavlof, faisait pendre impitoyablement une demi-douzaine de jeunes gens de Riga; un adolescent de Varsovie, presque un gamin, du nom de Papaï, condamné aux travaux forcés par la cour martiale, n'en fut pas moins pendu de même, sur les ordres de Pavlof, désireux sans doute de montrer à la Douma comment il entendait obéir à ses injonctions.

Dès que Pavlof a paru à la tribune, toute la gauche, une partie du centre se sont levés, et des huées furieuses ont éclaté, des cris de : « Assassin ! Pendeur ! Caïn ! »; tous les bras se tendaient vers le général. Je ne reconnaissais plus cette Douma, calme et silencieuse d'ordinaire. En vain, M. Mouromtzeff agitait désespérément sa sonnette. Celle-ci ne fait pas plus de bruit que le grelot d'un caniche et que pouvait-elle, contre les vociférations et le claquement des pupitres qui sonnaient comme des castagnettes? Alors le président quitte son fauteuil et Pavlof bat en retraite dans l'hémicycle, derrière la tribune. Mais le tumulte, les grognements continuent. Visiblement, on veut qu'il s'en aille; il s'en va définitivement, sous les

huées, et dans sa précipitation, il oublie sa casquette...

L'exaspération de la Douma vient d'atteindre son point culminant, et la colère des réactionnaires est tout aussi vive. Il se trouve néanmoins des gens pour parler, comme d'une chose imminente, de la formation d'un ministère cadet !

Projet agraire du gouvernement.
Les derniers jours de la Douma.

5 juillet.

Le gouvernement a fait officiellement connaître son programme agraire En voici les points principaux : les terres cultivables de la commune seront cédées aux paysans (1). On favorisera l'achat des propriétés privées (2) qui seront vendues par parcelles. Le gouvernement favorisera, de toutes ses forces, l'émigration en Sibérie et dans l'Asie centrale (3).

1. Les terres de la couronne sont *presque toutes* impropres à la culture.

2. C'est le remède appliqué depuis des années par la *banque des paysans*. On sait les résultats qu'il a donnés.

3. Les paysans, par la voix de tous leurs députés, déclarent qu'ils ne veulent émigrer à aucun prix. Quand on leur

C'est tout ; le projet gouvernemental ne parle ni des apanages, ni des biens du clergé, ni de l'expropriation.

Le *Novoié Vrémia* lui-même déclare que ce manifeste vient *trop tard*. Beaucoup trop tard, en effet.

J'ai rencontré un homme influent du parti cadet que ce manifeste remplissait de joie : « Décidément, ils ne veulent rien faire pour les paysans. Tant mieux ! nous porterons cela à la connaissance des intéressés eux-mêmes qui verront bien de quel côté sont leurs ennemis. Puisque le conflit doit se produire, mieux vaut qu'il se produise sur cette question-là ! »

∴

L'autre jour, j'étais dans une société d'opinions très avancées, presque révolutionnaires. On vint à parler du député A..., le fougueux leader d'ex-

parle du Turkestan ou de la région de Krasnoiarsk où veulent les envoyer les tchinovniks, ils répondent : « Que les tchinovniks y aillent. Pour nous, nous voulons rester en Russie. »

rême gauche qui se plaît à injurier les ministres, faute de pouvoir les culbuter. Une dame de l'assistance ne cacha pas qu'elle avait pour le député A... la plus violente admiration :

— Quelle énergie chez cet homme, s'écria-t-elle ! Quelque chose m'assure qu'il est destiné à une situation des plus élevées !

Sur quoi un monsieur qui est l'ami, le compagnon, le camarade de lutte de ce député, se tournant vers la dame, lui dit très doucement :

— N'en doutez pas, madame, une situation on ne peut plus élevée : à être pendu !

C'est là une plaisanterie d'un goût très russe !

∴

Cette rivalité persistante du Gouvernement et de la Douma, ce dualisme dans l'autorité qui est chose si nouvelle en Russie, produit chez tous un sentiment de pénible incertitude. Dans ce régime, si ennemi des changements et des réformes, voici que brusquement tout paraît ébranlé. Où est le droit, où sera la force ? Qui va l'emporter des révolutionnaires ou des conservateurs ?

Chacun se décide, fait son choix d'après ses

préférences et ses traditions. Mais il y a doute et, par ce simple doute, l'immense Empire est tout agité.

Je sens partout autour de moi des inquiétudes et des tâtonnements. Tout le monde est dérangé de son assiette, vit dans l'attente du bouleversement. Quiconque a connu les tracas qu'on éprouve à déménager sentira ce que je veux dire: la Russie déménage; elle quitte pour toujours la vieille demeure et malheureusement la maison neuve n'est pas encore prête. Mais il en est toujours ainsi pour les peuples moins prévoyants que les individus, démolissant leur ancien gîte avant de s'assurer du nouveau.

8 Juillet.

Je vais retourner en France, laissant là la Douma qui se débat, impuissante, contre un gouvernement détesté. Il est maintenant impossible d'espérer une collaboration entre les deux. Comme cette collaboration est nécessaire pour produire un travail utile, nécessairement la Douma ne produira rien.

Des deux côtés, on s'en rend bien compte. Les

députés cadets et travaillistes ne continuent à siéger que parce que l'intérêt de leur cause l'exige. Plus la Douma se prolonge et mieux cela vaut : le pays tout entier s'intéresse à elle et s'enrôle dans l'opposition. J'ai cité ce mot d'un *leader* cadet : « En ce moment, nous ensemençons ! »

Les défenseurs de *l'autocratisme* voient ce danger ; ils sont de plus en plus irrités contre la Douma et ils veulent s'en défaire. Puisque leur dessein est d'engager la bataille et non de céder à leurs adversaires, puisqu'ils sont bien résolus, comme ils le répètent sans cesse, à ne pas imiter la conduite des nobles de France devant la Révolution, leur intérêt évident est de ne pas laisser ainsi les forces de l'ennemi grandir. Seule, une question de forme les arrête : le Tsar a promis et donné la Douma à son peuple. Comment peut-il maintenant lui ravir ce présent ?

En réalité, le Tsar n'a pas donné ; on lui a pris. Il a cédé la Douma dans un moment de crainte causé par la grève générale victorieuse. La Douma a été conquise sur l'autocratisme et il faudra conquérir de la sorte toutes les autres libertés. Cette première Douma n'est qu'un épisode de la lutte terrible engagée contre le tsarisme pour la con-

quête de ces libertés. Un temps, on a pu croire que des discours et des motions parlementaires arrangeraient tout. Cette illusion n'est plus permise. Ce n'est pas l'éloquence ou le droit, c'est la force seule qui décidera !

FIN.

TABLE

Mayenne, Imprimerie Ch. COLIN